

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
SOCIÉTÉS DE PATRONAGE

Leurs conditions d'existence

Leurs moyens d'action

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 23 avril 1898, à midi 3/4

Par Albert CONTANT

Avocat à la Cour d'appel.

Secrétaire de l'Union des Sociétés de patronage de France

Président : M. LE POITTEVIN.
Suffragants : } MM DUCROCQ. } *professeurs.*
BERTHELEMY.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison principale : Place Dauphine, 27

Succursale ; Rue Soufflot, 7

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
SOCIÉTÉS DE PATRONAGE

Leurs conditions d'existence
Leurs moyens d'action

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 23 avril 1898, à midi 3/4

Par Albert CONTANT

Avocat à la Cour d'appel.

Secrétaire de l'Union des Sociétés de patronage de France

Président : M. LE POITTEVIN.
Suffragants : { MM. DUCROCQ. } *professeurs.*
 { BERTHELEMY. }

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison principale : Place Dauphine, 27

Succursale : Rue Soufflot, 7

1898



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE — A MA MÈRE

AVANT-PROPOS

On a souvent répété que l'heure de la libération est fatale pour ceux qui viennent d'expier leurs fautes dans un établissement pénitentiaire.

Au seuil de la prison, le libéré doit résister aux sollicitations de ses anciens compagnons, ses complices, qui l'invitent à fêter la liberté recouvrée par de nouvelles orgies ou de nouveaux méfaits; il doit lutter contre lui-même, contre les tentations qui l'assiègent et le poussent à répudier les résolutions prises sous l'influence du régime des détenus, dictées par sa conscience, un moment en éveil, dans la solitude de la cellule; il doit lutter aussi contre la société qui l'évite et le repousse comme un être à jamais dégradé et dangereux.

Si, par faiblesse, il cède aux sollicitations dont il est la proie, il retombe dans les vices qui le mènent au crime, il devient récidiviste; s'il a quelque courage, s'il se ressaisit et se défend contre les attaques du mal, bientôt le mauvais accueil des honnêtes gens, les refus qu'il essuie chez les patrons le contraignent à l'oisiveté, à la misère, et la misère le conduit au crime, il devient récidiviste.

Pour que le libéré échappe à la récidive, il faut s'emparer de lui, lui fournir du travail, l'arracher au milieu

corrupteur dans lequel il a toujours vécu, et, tandis que les effets amendants de la peine se font encore sentir, le reclasser dans la société.

Reclasser l'individu qu'un crime ou qu'un délit a fait déchoir, c'est un problème qui préoccupe tous ceux qu'intéresse la science pénitentiaire, et la solution de ce problème arrêterait la marche ascendante de la criminalité.

Plusieurs institutions concourent au reclassement des libérés, et chacune de ces institutions est comme une solution incomplète de notre problème : c'est la grâce qui est pour le bénéficiaire un certificat d'amendement ; c'est la libération conditionnelle, mesure de clémence dont seuls profitent les prisonniers soumis et repentants ; c'est la réhabilitation, signe du relèvement par une vie honnête et laborieuse ; c'est le sursis, bienfait réservé aux délinquants primaires et dignes d'intérêt ; ce sont enfin *les Sociétés de Patronage* qui offrent à ceux que la justice a frappés un appui moral et des secours matériels.

C'est ce mode de reclassement des libérés, le Patronage, que nous nous proposons d'étudier.

Nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant de faire, selon un plan rationnel, l'exposé de toutes les questions qui ont trait à l'utilité, à l'existence et au fonctionnement des sociétés de patronage. Nous n'avons pas la prétention de donner une méthode ; c'est aux hommes d'expérience, à ceux qui pratiquent l'œuvre à laquelle nous consacrons ces pages, qu'incombe la tâche délicate de choisir entre les différents systèmes celui qu'il convient le mieux d'employer, suivant le lieu et l'individu.

PREMIÈRE PARTIE

Le Patronage. — Son utilité. — Son Histoire.

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE PATRONAGE ?

Le patronage a pour but de reclasser dans la société les individus qui ont subi une ou plusieurs peines ; il consiste dans les secours nécessaires pour placer et maintenir parmi les honnêtes gens, les condamnés libérés ; mais il se distingue des secours et des aumônes ordinaires en ce qu'il suppose la persévérance et la méthode.

Il exige la persévérance, car le but vers lequel il tend ne s'atteint pas en un jour. Prendre un individu qui fut délinquant ou criminel pour le rendre à la société honnête et laborieux est une entreprise qui demande autant de patience que d'intelligence ; et même cette entreprise devient chimérique quand la peine n'a pas préparé le relèvement du condamné, n'a pas provoqué chez lui le repentir. Le libéré repentant a besoin d'être soutenu, guidé, suivi ; il est faible, il est mal entouré, il a des habi-

tudes de paresse, d'ivrognerie et de débauche, il a un passé qui met tout le monde en défiance, il est toujours près de la chute. Ce ne serait pas assez de lui faire distrairement la charité de quelques bonnes paroles et de quelque monnaie, il faut le patronner, c'est-à-dire entrer en relation avec lui, pénétrer ses pensées, deviner ses intentions, combattre adroitement ses mauvais desseins, lui inspirer le goût de l'ordre et du travail, lui rendre le courage aux heures de défaillance. C'est pour cela que comme le constate très justement M. Albert Rivière (1), le patronage devient de plus en plus une tutelle, c'est pour cela qu'il a cessé d'être la caisse d'Epargne ou de retraite des libérés. Sans admettre les théories suivant lesquelles tous les délinquants sont des malades, nous pensons qu'il est bon néanmoins de traiter les individus que les prisons déversent dans la rue en convalescents à qui il faut des bras solides pour leur servir d'appui pendant de longs jours. Ainsi, la persévérance, la continuité des efforts est le premier caractère du patronage. Son second caractère est la méthode.

Les efforts dont nous parlons doivent être combinés et raisonnés. Ce serait une erreur de croire que de bonnes intentions suffisent de la part de celui qui pratique le patronage. Le zèle, la bonté, l'indulgence sont incontestablement des qualités nécessaires pour travailler au relèvement d'un être déchu, mais seules, elles peuvent mener à l'échec, comme le courage peut conduire au désastre une armée sans discipline. Le patron d'abord doit

1. Introduction à l'enquête faite en 1896 à l'occasion du congrès de Bordeaux.

avoir le soin de se pénétrer du caractère de son protégé, de se rendre un compte exact du genre de secours dont il a besoin. Ce serait manquer de méthode que d'user au hasard et selon l'inspiration du moment des moyens d'action dont on dispose. Nous étudierons les moyens d'action du patronage : Ce sont des armes défensives dont le patron connaît les vertus.

Faire du patronage isolément serait encore manquer de méthode. Le patronage ne saurait être pratiqué avec fruit par des hommes isolés ; ils se trouveraient bientôt acculés à des obstacles insurmontables ; ils se heurteraient à de grosses difficultés pour les placements qui supposent le concours d'un grand nombre d'agriculteurs, d'industriels, de commerçants ; pour les rapatriements qui ne sont le plus souvent possible qu'avec l'intervention de personnes prêtes à recevoir le rapatrié à son retour ; pour l'abri, le vivre et le vêtement qui réclament des ressources sérieuses et une certaine organisation ; ils ne pourraient offrir aux pouvoirs publics et à l'administration pénitentiaire les mêmes garanties qu'une association autorisée ayant ses statuts, ses règlements ; ils se condamneraient ainsi à n'atteindre que de très maigres résultats et à essuyer de nombreux échecs.

La persévérance et la méthode dans les secours apportés aux libérés, étant les traits distinctifs du patronage, nous dirons qu'il consiste, *dans les efforts prolongés et méthodiques accomplis par les honnêtes gens pour la moralisation et le reclassement des prisonniers libérés* (1) et

1. M. Berthelemy a défini le patronage à peu près dans les mêmes termes au Congrès de Patronage de Paris, en 1893.

nous ajouterons : Les sociétés de patronage sont des associations dont les membres unissent leurs efforts persévérants et méthodiques pour moraliser et reclasser les prisonniers libérés.

Ces sociétés sont aujourd'hui nombreuses et puissantes, en France et dans certains pays étrangers, elles sont reliées entre elles par un organe central ; une union internationale a été récemment fondée. Les méthodes sont étudiées et discutées dans des congrès nationaux et internationaux. L'œuvre du patronage est un organisme complet qui fonctionne avec régularité.

CHAPITRE II

UTILITÉ ET EFFICACITÉ DU PATRONAGE.

Le patronage est-il utile ? C'est-à-dire est-il utile que les honnêtes gens consacrent leurs efforts au relèvement des prisonniers libérés ? Il n'est pas douteux que beaucoup de libérés sont incapables de se reclasser eux-mêmes ; laissés à leurs propres forces ils ne peuvent que reprendre la vie désordonnée qui les a déjà conduits en prison. M. le vicomte d'Haussonville, dans son remarquable ouvrage sur les établissements pénitentiaires en France et aux Colonies, déclare que les « institutions pénitentiaires les plus rationnellement conçues risquent de demeurer inefficaces, si à l'heure de la libération, le détenu qu'elles ont pour but de moraliser est livré sans transition et sans appui à toutes les difficultés de l'existence, à toutes les séductions de la liberté (1). ».

On peut concevoir des prisons dans lesquelles le détenu sera instruit, moralisé, amendé ; mais ce serait une illusion de croire qu'il en sortira suffisamment fort pour reprendre seul sa place dans le monde du travail.

Pour les jeunes enfants, la nécessité de les enlever à

1. M. le Vicomte d'Haussonville : *Les Etablissements pénitentiaires en France et aux Colonies*, p. 449.

des parents indignes n'est pas contestée ; ils ont été égarés par ceux qui avaient mission de les conduire, il est indispensable d'intervenir. Le législateur s'est lui-même préoccupé du sort des enfants en édictant la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés ; eh ! bien, quand le père est déchu et la famille absente, les sociétés de patronage sont indispensables pour donner au petit malheureux l'appui et les soins dont il a besoin.

Les adultes ont, eux aussi, besoin de protection. La première pensée du libéré est de retourner dans sa famille, chez ses amis ; il éprouve le désir bien naturel de revoir ceux avec qui il a vécu ; il ignore ce qui s'est passé depuis plusieurs mois ou plusieurs années dans le milieu qui fut le sien : il va aux nouvelles. Et souvent dans cette famille, chez ces amis il reçoit les pires conseils. L'influence d'un mauvais entourage est néfaste. Laisser le libéré rentrer dans le milieu où il s'est corrompu, c'est parfois le condamner à la récidive. S'il est au contraire résolu à rompre avec tout ce qui représente le passé, s'il veut de la prison aller à l'atelier, il est obligé de se présenter à des patrons ; les patrons exigent des certificats des précédents maîtres, et comme le dernier certificat est antérieur à la condamnation, le libéré ne peut pas facilement expliquer pourquoi il n'en a pas de plus récent. Que faisiez-vous ces temps derniers ? d'où sortez-vous ? lui demande-t-on. Son air embarrassé, ses réponses vagues ou hésitantes inspirent la défiance. Peut-être même exige-t-on la communication de son casier judiciaire qui révèle toutes ses fautes, et alors il se voit

impitoyablement éconduit. La qualité de repris de justice est une bien mauvaise recommandation, on ne croit pas au repentir et à l'amendement d'un ancien prisonnier. M. Béranger, qui a beaucoup observé, rappelait au Congrès de patronage tenu à Bordeaux en 1896, que la défiance vis-à-vis des libérés et vis-à-vis du patronage vient de cette erreur trop commune, que la nature humaine est une et tout d'une pièce et que celui qui s'est montré malhonnête homme un jour le sera toute sa vie (1). C'est comme une loi de la pesanteur, ajoutait-il, celui qui a commencé à tomber doit tomber jusqu'au bout, comme une pierre entraînée par son propre poids.

On s'étonne aisément qu'un libéré se présente dans une maison, poussé par le seul désir d'y travailler, on suppose plutôt qu'une idée criminelle le guide, qu'il cherche à s'y introduire pour commettre quelque méfait. Et puis, une remarque qui a son importance, c'est que généralement les individus au sortir de la prison sont mal vêtus ils sont déguenillés, ils n'ont pas la tenue des travailleurs ; au premier aspect on devine ce qu'ils sont, et, en tous cas, il font sur l'employeur une impression qui l'indispose contre eux (2).

Dans ces conditions, quelles que soient les intentions du libéré, il trouve de sérieux obstacles à son placement ; c'est à franchir ces obstacles qu'il épuise ses forces : son

1. Discours de M. Béranger au Congrès de patronage de Bordeaux (1896). Compte-rendu des travaux de ce Congrès, p. 71.

2. Aussi les sociétés de patronage ont-elles toujours un vestiaire, et prennent-elles soin d'habiller proprement leurs patronnés, nous reviendrons sur ce sujet.

courage bientôt l'abandonne, sa patience est à bout, son pécule est dépensé, il commet alors le crime ou le délit qui du moins le fera vivre. Et c'est ainsi que grandit le nombre des récidivistes. Il est utile de penser à ce mal qu'est la récidive. Non seulement la récidive crée un danger pour la société en formant des malfaiteurs de profession, mais encore elle coûte fort cher, en augmentant, dans des proportions considérables, le nombre des pensionnaires de nos prisons.

Une statistique montrera nettement sa marche, c'est-à-dire ses progrès, et fera connaître la gravité du mal contre lequel il faut agir. Celle qui va suivre donne le nombre total des prévenus condamnés annuellement par les tribunaux correctionnels, et le nombre de ceux de ces condamnés qui se trouvaient en état de récidive ; elle fait ressortir la proportion. Cette statistique indique donc combien il y a de récidivistes sur cent individus condamnés par les tribunaux correctionnels (1).

Années	Condamnés correctionnels	Récidivistes condamnés par les	
		Tribunaux correctionnels	Pour cent
1860	157.145	40.975	26
1865	152.606	50.071	32.8
1875	182.655	67.991	38
1885	208.061	89.634	43
1890	211.431	99.098	46.8
1891	216.908	98.253	45.2
1892	230.060	105.380	45.7
1893	229.832	104.528	45.4
1894	231.501	104.644	45.2
1895	221.234	99.434	44.9

1. La statistique des prévenus est plus saisissante que celle des

Ainsi, en 1895, les tribunaux correctionnels ont condamné 99.434 individus ayant subi au moins une peine ; il y a donc beaucoup à faire encore pour exterminer la race des récidivistes ; on voit qu'elle est vigoureuse, inquiétante, et que, la plupart du temps, en prononçant une peine contre un délinquant, les juges ne font que mettre à la charge de l'Etat, un citoyen qui, quelques mois plus tard, sera aussi dangereux pour la société qu'avant sa première condamnation. Il suffit cependant de jeter les yeux sur la statistique pour constater que la récidive, après avoir augmenté d'une façon effrayante de 1860 à 1890, fléchit depuis cinq ans. Cet arrêt dans sa marche ascendante a sans doute des causes diverses, mais il est permis d'affirmer que les réformes pénitentiaires ne sont pas étrangères à la victoire remportée sur le crime, et nous

accusés. Le nombre des accusés diminue, mais il faut tenir compte de ce fait que les magistrats instructeurs ont de plus en plus l'habitude de correctionnaliser les affaires d'une gravité mitigée qui, strictement, seraient du ressort de la Cour d'assises. La proportion de la récidive est plus forte chez les accusés que chez les prévenus ; elle dépasse 56 pour cent ; elle diminue légèrement depuis quelques années.

Nous avons emprunté nos chiffres au compte général de l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie, publié chaque année par les soins du ministère de la justice. Nous avons fait nous-même le pour cent.

On peut trouver dans diverses publications des résultats différents, car il arrive qu'on prend pour base de la statistique de la récidive d'autres chiffres, par exemple le nombre des prévenus au lieu de prendre comme nous l'avons fait le nombre des condamnés. Mais la proportion générale est sensiblement la même, et les conclusions qu'on peut tirer des diverses statistiques ne sauraient différer.

sommes convaincus que les sociétés de patronage ont le droit de revendiquer une part du succès (1).

L'action du patronage est en effet incontestablement efficace.

Il ne faut rien exagérer, et tout de suite nous déclarons qu'il est des détenus rebelles à toute heureuse influence ; on tenterait vainement de les intimider ou de les amender, ils sont incorrigibles ; on peut, contre eux, user largement du droit de punir, et, comme l'estime l'union internationale de droit pénal, le système pénal doit, avant tout, se proposer de les mettre hors d'état de nuire. Ils n'intéressent pas les sociétés de patronage. La loi du 27 mai 1885 a institué pour eux la relégation ; et c'est à raison des difficultés qu'on éprouve à les reclasser que récemment le congrès de Lisbonne s'est montré favorable à la transportation.

Mais les détenus ne sont pas tous corrompus au point de ne plus pouvoir être adaptés au milieu social. M. Bérenger, dont les paroles méritent d'être précieusement recueillies, disait dans un de ses discours : « Il n'est point vrai qu'il n'y ait dans nos prisons que des natures perverses et rebelles ; à côté des misérables dont aucun effort

1. Dans le rapport qu'il publiait en 1873 après l'enquête sur le régime des établissements pénitentiaires, M. le vicomte d'Haussonville constatait que la criminalité diminuait en Angleterre tandis qu'elle continuait à croître dans les autres pays ; il faisait observer que l'Angleterre était précisément la seule nation où le patronage fût, à cette époque, sérieusement organisé ; et il voyait entre cette diminution de la criminalité et l'organisation du patronage un rapport d'effet à cause.

ne pourrait vaincre la dépravation, il y a, en beaucoup plus grand nombre, les faibles, les égarés, les abandonnés, les ignorants, que l'entraînement d'un moment ou les sollicitations pressantes du besoin ont rendu pour une fois coupables et que le moindre effort peut ramener ».(1) Les ignorants et les faibles, voilà les deux catégories de condamnés qui doivent particulièrement attirer l'attention des sociétés de patronage ; et, en fait, auprès de ces malheureux dont parle si éloquemment M. Bérenger, elles sont toujours intervenues avec succès.

On traite d'utopie le patronage parce qu'on est obsédé par cette idée fausse que le malfaiteur est toujours entré dans la triste carrière du crime de propos délibéré, après en avoir apprécié les inconvénients comme les avantages, et qu'il a la ferme intention d'y demeurer, insensible à la peine qu'il considère comme un risque professionnel, incapable de repentir ou de sérieuses réflexions. On oublie ceux qui pèchent par faiblesse plus que par perversité, ceux qui sont devenus délinquants ou criminels par accident ou par occasion, ceux qui n'ont jamais connu que le désordre et la misère et que l'espoir d'une vie enfin paisible et plus facile ramène au bien, ceux qui n'ont reçu que de mauvais conseils et pour qui une bonne parole est une révélation. Les résultats acquis prouvent assez que les prétentions des sociétés de patronage ne sont pas vaines ; on cite même de véritables « sauvetages » qui attestent la vérité de cette pensée de Maxime

1. Discours prononcé par M. Bérenger à la Société générale des prisons. Séance du 30 mai 1880.

Du Camp : dans l'âme rien ne meurt, mais tout peut s'endormir, il ne s'agit que de réveiller (1).

Il est temps de citer des faits et de faire appel à l'éloquence des chiffres. Ceux que nous enregistrons sont empruntés aux comptes-rendus présentés aux assemblées générales des œuvres de patronage.

La Société générale pour le patronage des libérés a patronné, en 1896, 4.108 libérés. Sur ces 4.108 libérés, 1830 ont reçu des passeports avec secours de route pour retourner dans leur pays, 9 ont été réconciliés avec leurs familles, 12 sont entrés à l'hôpital, 235 ont contracté des engagements militaires, 953 ont trouvé du travail. L'asile de la rue Lourmel a reçu 167 femmes, pour plus de moitié le patronage a été efficace.

124 enfants ont été recueillis pendant le cours de l'année 1896 par la Société de patronage des jeunes détenus ; 79 ont été placés, 2 engagés directement, 19 restaient à l'asile au 1^{er} janvier 1897, 24 seulement étaient partis d'eux-mêmes sans avoir profité des avantages du patronage ou avaient été congédiés. Pour les enfants placés la récurrence est seulement de 6 pour cent.

Dans cette même année 1896, 244 engagements militaires ont été obtenus par la Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative.

Grâce aux secours de la société Lyonnaise 278 libérés ont été placés ; à Angers 81 libérés ont reçu 387 bons de nourriture et couchage, 18 ont contracté un engagement

1. Maxime Du Camp : L'œuvre des libérés. *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1887.

dans l'armée, 24 ont été rapatriés dans leur famille, 31 ont été placés, 27 ont reçu des vêtements, 59 ont reçu des secours, 2 ont reçu des outils, 1 a été confié à la Société en libération conditionnelle ; sur les 866 condamnés et vagabonds que la Société de Saône-et-Loire a patronné, toujours en cette seule année 1896, 202 sont soldats, 146 travaillent et donnent régulièrement de leurs nouvelles ; 46 ont été rapatriés, 15 sont retombés, 253 patronnés depuis moins de trois mois écrivent pour la plupart, 204 ne donnent que très irrégulièrement de leurs nouvelles.

Nous pourrions multiplier ces citations, mais les quelques résultats que nous transcrivons, sans les choisir, montrent assez qu'il existe dans les sociétés de patronage une activité qui n'est pas une vaine agitation. Le nombre des individus patronnés prouve que les détenus ne repoussent pas aussi souvent qu'on l'a prétendu l'offre du patronage. Les jeunes gens engagés peuvent être considérés presque tous comme sauvés, les libérés qui ont trouvé et accepté du travail évitent la rechute, encouragés et même surveillés par les membres de l'œuvre qui s'est intéressée à eux ; les rapatriés sont aussi regardés comme définitivement reclassés, car les sociétés ne manquent jamais de s'informer par avance des garanties qu'offre la famille à laquelle elle rend le patronné, des ressources du pays vers lequel elle le dirige ; enfin les bons et les secours dont parlent les comptes-rendus ne sont pas donnés au hasard, on les réserve à ceux qui sont en état d'en tirer profit. De sorte que s'il arrive que les efforts des membres des sociétés de patronage restent

sans effets, il est juste d'avouer que dans la majorité des cas ils produisent d'heureux résultats.

Il ne faut pas oublier que le sort du patronage est associé aux vicissitudes des réformes pénitentiaires, et que souvent ses échecs ne lui sont pas imputables; ils ont pour cause la mauvaise organisation des maisons de détention. La peine doit préparer le condamné au patronage, et si, comme il arrive, elle corrompt le condamné au lieu de l'amender, toute intervention au moment de la libération devient inutile. Il existe un exemple éclatant de l'influence du régime pénitentiaire sur le patronage. A Neuchâtel, l'œuvre des libérés était absolument tombée, un pénitencier fut ouvert dans cette ville, fondé sur une méthode rationnelle avec la cellule pour base, l'amendement du condamné pour but, la libération conditionnelle pour moyen d'épreuve, et aussitôt la société de patronage se releva et put enregistrer les meilleurs résultats (1). En France, à cette époque où les réformes sont favorablement accueillies, où la Société générale des prisons travaille au perfectionnement du régime pénitentiaire, il est permis d'espérer que le patronage pourra de plus en plus se pratiquer aisément et efficacement. La libération conditionnelle et l'emprisonnement cellulaires ont déjà contribué à son développement, il est à désirer que loi du 5 juin 1875 sur l'emprisonnement individuel reçoive partout son application.

1. V. MM Desportes et Lefébure : *La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm*, p. 235.

CHAPITRE III

LES CRITIQUES ADRESSÉES AU PATRONAGE. — LEUR RÉFUTATION

Malheureusement notre œuvre doit vaincre la résistance du public ; non seulement il y a des gens qui doutent de son efficacité, mais il en est aussi qui la trouvent injuste.

Il faut, dit-on, s'intéresser d'abord au sort des malheureux qui n'ont jamais failli, et c'est seulement quand il n'y aura plus d'honnêtes gens dans la misère qu'on aura le droit de prêter appui aux prisonniers libérés ; il serait immoral de laisser germer dans l'esprit des pauvres, des miséreux, cette pensée qu'ils auraient plus facilement trouvé du secours s'ils avaient passé par la prison. Et les partisans de cette opinion pousseraient volontiers la logique jusqu'à prétendre que les sociétés de patronage sont des associations d'encouragement au crime (1).

1. Dickens a donné à l'objection une forme humoristique. Il suppose un dialogue entre un malheureux et un philanthrope : vous êtes recommandé par celui-ci et encore par celui-là, dit le philanthrope au malheureux, mais c'est beaucoup trop ! je vous appartiens tout entier. A quoi avez-vous été condamné ? — Condamné ? répond l'autre, jamais de la vie j'en'ai eu la moindre difficulté avec la justice. — Ah ! je vous en félicite de tout mon cœur, réplique le philanthrope, puis changeant

Les adversaires de nos sociétés leur prêtent ainsi des intentions qui leur sont étrangères. Elles ne se présentent pas, comme on le pense, en concurrentes des œuvres de charité ; elles ne veulent pas faire oublier les malheureux restés sans tache, elles demandent seulement une place parmi les institutions fondées dans une pensée d'humanité ou de bienfaisance. Ces institutions sont nombreuses aujourd'hui, partout elles se développent, elles étendent leur action ; l'Etat et l'initiative privée joignent leurs efforts ; nous assistons au spectacle consolant de l'organisation de la lutte contre la misère, les sociétés de patronage réclament le droit de prendre part au combat.

Elles ne repousseront jamais un honnête homme n'ayant pu trouver ailleurs le secours dont il a besoin ; du reste, le cas d'un individu qui, sans avoir subi de condamnation, viendrait se mêler à des condamnés ne se rencontrera pas très fréquemment, car la situation d'un libéré, même patronné, n'est pas enviable ; celui dont le casier judiciaire est vierge a tout intérêt à rechercher la protection d'autres œuvres, d'œuvres qui rencontrent moins de difficultés que celles dont nous parlons pour le placement de leurs protégés. Cependant M. le Président Calvé, dans sa réponse de l'enquête de 1896, expose, qu'à Bordeaux, avant la création de l'hospitalité de nuit et de

de ton : je ne puis rien pour vous, mon bon ami, je ne m'occupe que des libérés. On a souvent rapporté ce dialogue fantaisiste, nous avons cru devoir le citer encore, parce qu'il pose d'une façon saisissante, l'objection que nous combattons.

l'assistance par le travail, des individus sans ressources, sans asile et sans travail, menacés par conséquent de se voir arrêter et traduire en police correctionnelle, venaient demander aide et protection à la société de patronage; mais il ajoute que les secours que ces individus sollicitaient ne leur étaient presque jamais refusés. Les sociétés de patronage ne ferment pas leurs portes aux malheureux qui les implorent; bien plus, il en est qui se sont imposé par leurs statuts l'obligation de venir en aide à tous les miséreux dignes d'intérêt. A Melun, par exemple, la société assure le fonctionnement d'une maison de travail, et elle se propose de venir en aide aux libérés des maisons d'arrêt du département, *aux passagers nécessiteux et aux ouvriers sans travail* qui, n'ayant pas su faire d'économies pour les cas de chômage ou de cessation de travail, sont obligés de chercher au loin l'ouvrage qui leur manque. La société de secours et de patronage de l'arrondissement de Chartres a, elle aussi, créé une maison de travail et l'article 3 de ses statuts prescrit *l'assistance des ouvriers sans travail et sans ressources, et des passagers nécessiteux* aussi bien que des détenus libérés. L'œuvre des libérées de Saint-Lazare qui s'occupe du patronage des femmes et des jeunes filles sortant des prisons de femmes, et des enfants qu'elles peuvent avoir à leur charge, patronne, à titre de préservation, les femmes et les jeunes filles qui, faute d'un peu d'aide à un moment opportun, sont exposées à tomber dans l'inconduite et dans le crime. L'œuvre des prisonniers d'Orléans dont le but est de patronner et de réhabiliter les femmes et les jeunes filles condamnées ou prévenues, cherche

aussi à préserver les enfants et les femmes auprès desquelles sa mission protectrice semble pouvoir efficacement s'exercer. On voit par ces exemples que l'esprit d'exclusivisme ne règne pas dans les sociétés de patronage. Elles peuvent exister auprès d'autres institutions de bienfaisance, elles ne leur nuiront pas parce qu'aujourd'hui la charité a de puissantes ressources, au besoin même elles seront leurs auxiliaires.

D'ailleurs il ne faut pas confondre le patronage avec la bienfaisance, ses moyens d'action sont différents. Un ministre de l'intérieur, dans une circulaire du 18 janvier 1894, disait avec beaucoup de raison : « On se figure encore trop souvent que le patronage consiste essentiellement à distribuer des secours en argent et en nature aux libérés ; ainsi entendu, il se confond avec la bienfaisance, et cette conception est la source d'une objection que l'on oppose le plus fréquemment à ceux qui se dévouent aux œuvres de relèvement ».

Les partisans du patronage estiment que la société a le devoir impérieux de porter secours aux libérés, comme elle a le devoir de venir en aide aux autres malheureux, et à cette question : « Faut-il donc être bon même pour les escrocs » ? ils répondent hautement avec un personnage des « Bienfaiteurs », la pièce déconcertante de M. Brieux : « Les déshérités de la vertu ont autant droit à notre amour que les déshérités du bonheur » (1).

Il est bien entendu que la protection des sociétés de patronage ne s'étend pas aveuglément à tous les anciens

1. Brieux, *Les Bienfaiteurs*, Acte 1^{er}. Scène X.

prisonniers, car, si c'est un devoir pour nous de prêter appui aux délinquants dont le reclassement est possible, ce n'est jamais un droit pour les délinquants de réclamer cet appui, il peut se faire une sélection. Les représentants des sociétés exigent des candidats au patronage d'autres titres que celui de libéré ; ils sont sans pitié pour les hypocrites qui cherchent à les exploiter, ils écartent systématiquement les récidivistes professionnels dont on ne peut, sans illusion, espérer l'amendement ; ils font un choix parmi les libérés, et ce choix est la garantie de l'efficacité du patronage ; il permet d'affirmer que quand une œuvre intervient, elle fait un acte de justice. Le repentir sincère est toujours un titre à l'assistance ; celui qui, après une ou plusieurs fautes, reconnaît ses erreurs, demande du travail, se déclare prêt à réparer, mérite d'être secouru. Sa situation est terrible : il désire mener une vie honnête et laborieuse, et pourtant il voit qu'on s'éloigne à son approche, il se sent abandonné de tous. Son malheur est grand et M. Bérenger pouvait s'écrier : « La Charité ne serait plus la fille du ciel, si elle passait indifférente et impassible devant de pareilles misères ! » (1). Il n'est pas une seule religion qui n'inscrive dans ses préceptes la pitié et le secours pour le prisonnier, pour le coupable qui se repent. Les justes ont le devoir de ramener au bien et à la vertu ceux que le vice a égarés.

Et puisque l'intérêt s'unit au devoir pour nous recommander le patronage, nous aurions le droit de nous étonner qu'il faille encore le défendre s'il ne tombait

1. Discours de M. Bérenger au congrès de Bordeaux (1896), compte rendu, p. 71.

sous le coup d'une objection sérieuse en apparence et qui mérite d'être attentivement examinée.

Pour placer un libéré il est quelquefois nécessaire de le faire agréer, non seulement par un patron, mais aussi par ses futurs compagnons de travail. Les ouvriers honnêtes, en effet, trouvent humiliant le contact permanent avec d'anciens prisonniers; ils se révoltent à la pensée qu'on leur impose de vivre dans une intime communauté avec des malfaiteurs. On en a vu réclamer le renvoi d'un individu dont les antécédents judiciaires leur étaient connus. La répugnance qu'inspire l'homme qui a failli est naturelle, elle est l'indice d'une profonde horreur du crime. Dans les classes populaires où les idées simples sont en honneur, la conciliation nécessaire entre l'aversion pour la faute et l'indulgence pour le délinquant repentant paraît illogique et même immorale. Et cependant, si laide que soit la faute, doit-on continuer son mépris à celui qui a expié par la prison et qui veut racheter par le travail? La justice s'insurge contre la perpétuité des peines; toutes les peines seraient perpétuelles si le libéré devait porter à l'atelier, à l'usine, partout dans le monde le poids de sa condamnation, et ce serait lui enlever l'espoir de la grâce que de lui refuser inexorablement le pardon. La marque au fer rouge, dont on a reconnu le danger et la barbarie a disparu comme la peine du carcan et l'exposition publique, nous voyons un vestige de cet usage des temps anciens dans l'habitude de tenir pour flétris à jamais ceux qui ont connu la prison. Le condamné n'est plus marqué à l'épaule, il semble marqué au front (1).

1. La marque avait été recueillie dans notre ancienne législation

L'éducation de l'ouvrier à ce sujet reste à faire ; il s'agirait, en lui inspirant le dégoût du délit et du crime, de lui montrer la beauté et l'utilité du pardon ; il faudrait exalter sa supériorité morale, lui faire comprendre et goûter toutes les douceurs de la tranquillité de conscience, mais en même temps lui apprendre qu'il donnerait une preuve de sentiments élevés et délicats en respectant le repentir de ceux qui furent faibles contre les tentations. Lui-même placé dans les mêmes circonstances, en proie aux mêmes désirs, aux mêmes besoins aurait-il résisté ? Et puis l'ouvrier peut apercevoir très vite l'intérêt du patronage ; il est à même de se rendre compte que si le libéré n'est pas un compagnon de travail, il deviendra un ennemi, un révolté dangereux pour tous les honnêtes gens. M. Joly dit avec beaucoup de sagesse : « A la rigueur vous pouvez empêcher un individu de travailler à côté de vous, mais alors sachez qu'il vous sera d'autant plus difficile de l'empêcher de vous voler, ou de corrompre vos enfants, s'il ne réussit pas à vous corrompre vous-mêmes » (1). Autant la répugnance pour le crime est naturelle, autant est injuste et dangereuse la rigueur inflexible pour le criminel suppliant. Voilà l'idée dont il faut se pénétrer ; les sociétés de patronage s'efforcent de la répandre, car elles savent que c'est faute de la comprendre que le public parfois lui refuse son concours.

Il est utile de remarquer que chez l'ouvrier l'aversion criminelle par le Code pénal de 1810. Elle en a été retranchée en 1832, la peine du carcan a été supprimée la même année et l'exposition publique a subsisté jusqu'en 1848.

1. Joly. *La lutte contre le crime*, p. 284.

du coupable n'est pas toujours sincère ; elle n'est souvent qu'une ruse qu'il faut déjouer. Le libéré étant un concurrent, c'est un moyen habile de l'écarter que de feindre l'indignation quand il prend place à l'atelier. Alors si la ruse est découverte il n'y a plus de ménagements à prendre, le patron peut agir avec fermeté, réunir son personnel, selon l'exemple d'un chef d'industrie énergique dont M. Helme nous rapporte les paroles, et imposer, sans long discours, de respecter le nouveau venu (1) ; mais le patron ose-t-il souvent prendre pareille attitude ? il est permis d'en douter.

Les objections qu'on fait au patronage sont en résumé de deux sortes : les unes sont d'ordre pratique, les autres d'ordre théorique. Les premières naissent dans l'esprit de ceux qui professent un profond scepticisme au sujet de l'amendement possible des prisonniers libérés, et qui d'ailleurs connaissent mal le fonctionnement des sociétés de patronage ; les secondes viennent de ceux qui se font une idée fausse de la justice et pour qui la rigueur implacable envers le coupable est le corollaire nécessaire de la sympathie pour l'innocent.

Nous croyons pouvoir proclamer, en manière de conclusion, que le patronage est utile, efficace et juste ; utile puisqu'il se propose de combattre la récidive qui, en augmentant dans des proportions inquiétantes le nombre des criminels, cause un encombrement dans les prisons

1. M. le conseiller Helme : Comment se fonde une société de patronage ? *Bulletin de l'union des sociétés de patronage*. Janvier, février, mars 1897, p. 25.

et grève considérablement le budget de l'Etat, efficace puisqu'avec son organisation aussi forte qu'intelligente il arrive à d'excellents résultats, juste puisqu'il s'efforce d'enlever à la peine son caractère de perpétuité en tenant compte du repentir.

CHAPITRE IV

ORIGINES DU PATRONAGE.

Aussi loin qu'on peut remonter dans l'histoire des peuples chrétiens, écrit M. A. Guillot, on voit toujours la captivité représentée comme une souffrance qui appelle la pitié et surtout l'exhortation (1). Cette conception de la captivité a provoqué la formation d'associations qui se proposaient de soulager les prisonniers. En 1272 un bourgeois de Marseille, du nom de Bertrand, crée dans un but de réhabilitation l'ordre de « la Pénitence de la Madeleine » qui s'étend bientôt en France et en Allemagne. Au xiv^e et au xv^e siècle naissent des confréries, des associations religieuses qui ont le même objet pour fin. On cite celles de Toulon, d'Aix et de Toulouse. A Aix c'est « la Compagnie des pénitents blancs de l'observance » autorisée par lettres patentes du roi Henri II. du 27 septembre 1555, elle s'efforçait de rendre les cachots plus supportables et s'employait à l'élargissement des prisonniers ; à Toulouse c'est la célèbre « Confrérie de la Miséricorde » fondée en 1570 « pour le soulagement des pauvres prisonniers qui étaient la plupart sans chemise et couchaient sur la terre ou sur la paille pourrie, n'ayant

1. A. Guillot : *Les Prisons de Paris*, p. 152.

lict, cohette ou matelas et d'ailleurs privés de la pâture tant corporelle que spirituelle ». La confrérie des drapiers de Paris donnait de la viande et du pain aux prisonniers du Châtelet le jour de sa fête ; les orfèvres leur donnaient à dîner le jour de Pâques.

C'est que le séjour en prison était véritablement pour les condamnés un long et terrible martyre. On comprend la compassion qu'inspiraient les détenus à ces époques où, suivant les expressions d'un des commentateurs de l'ordonnance de 1560, les prisons étaient des « cachots, des tasnières, cavernes, fosses et spélunques plus horribles obscures et hideuses que celles des plus venimeuses et farouches bêtes brutes » (1).

Saint Vincent de Paul avait été particulièrement touché du misérable état des prisonniers. Il allait leur porter des secours matériels en même temps que les consolations de la religion. Le 8 février 1619 il fut nommé par Louis XIII aumônier général des galères ; et, pour rendre ses soins plus efficaces, il loua dans le voisinage de Saint-Roch une maison où il obtint la permission de faire conduire, sous bonne garde les malheureux qui attendaient au fond des prisons d'une insalubrité dangereuse l'heure, souvent retardée, de leur départ pour Marseille. En 1632 cet asile fut transféré dans une tour près de la porte Saint-Bernard, et la générosité de toutes les classes de la société pourvut aux besoins des prisonniers ; les dames de la Charité de Saint-Nicolas-du-Chardonnet les visitaient.

1. Cette ordonnance due aux Etats d'Orléans tente d'introduire quelques réformes dans le régime des prisons.

C'est l'époque où Anne d'Autriche se déguisait en suivante pour pénétrer dans les prisons et où le jeune roi Louis XIII acceptait le titre de fondateur d'un hôpital créé à Marseille pour les forçats, en lui assignant 12.000 livres de rente annuelle sur les gabelles de Provence. Des associations pieuses, des établissements de bienfaisance, des communautés religieuses poursuivaient avec zèle leur œuvre de charité vis-à-vis des condamnés. Au siècle suivant le pape Clément XI s'intéressa à cette œuvre. Déjà en Italie existaient des confréries comme celles de la Pitié et des Pénitents ; mais Clément XI fonda lui-même une congrégation chargée de la visite des prisonniers. C'est encore lui qui fit tracer sur la porte de la prison de Saint-Michel à Rome ces mots qui indiquent bien les tendances de son esprit : *Parum est coercere improbos pœna, nisi improbos efficias disciplina* ».

Les associations dont nous avons parlé jusqu'ici agissent par pitié pour le prisonnier. Elles vont vers lui parce qu'il serait injuste et inhumain de le laisser mourir épuisé par le régime atroce des cachots, et aussi parce que la religion leur impose de ramener à Dieu les âmes égarées. L'intervention des personnes charitables se manifeste donc pendant la peine, et non pas au moment de la libération. Cependant la nécessité de patronner les libérés n'était pas complètement ignorée, car la société d'assistance établie par le président de Lamoignon continuait sa protection à ceux qui avaient recouvré la liberté (1). Elle constitue néanmoins une exception.

1. Cette société, supprimée pendant la révolution, fut rétablie sous

Les anciennes associations ne sont donc pas véritablement des sociétés de patronage ; elles sont essentiellement des œuvres de charité qui consistent à secourir le détenu dans sa prison. La société du président de Lamoignon mise à part, elles se préoccupent peu du libéré, comme si la fin de la captivité était son salut, et surtout comme si un intérêt puissant ne commandait pas de prévenir les récidives. Il n'en est pas moins vrai qu'elles procèdent d'une idée voisine de celle qui guide nos sociétés modernes, puisqu'elles considèrent comme un devoir d'intervenir auprès des coupables et qu'elles ne connaissent pas le mépris des condamnés contre lequel luttent nos sociétés.

Telles sont les origines du patronage ; mais l'œuvre telle que nous l'avons définie et telle qu'on la comprend aujourd'hui est née seulement à la fin du XVIII^e siècle : la première société de patronage fut en effet fondée à Philadelphie en 1776.

L'empire, elle traversa une période très prospère sous la restauration.

CHAPITRE V

DÉVELOPPEMENT DU PATRONAGE EN FRANCE

Une ordonnance royale du 9 avril 1819 a posé les premières bases du patronage en France. Cette ordonnance, en nommant des commissions de surveillance dans les prisons, comprit dans leur mission la réforme morale des détenus ; un mois plus tard, le 4 mai 1819, la circulaire du comte Decazes, publiée à la suite de la création de la société royale pour l'amélioration des détenus, indiqua que cette société, en donnant ses soins aux prisonniers, aurait la préoccupation de leur préparer des ressources pour l'époque de la mise en liberté (1).

Ces textes étaient bien faits pour répandre en France l'idée du patronage. Et en 1833 paraît la première société, fondée par MM. Bérenger et Ch. Lucas : c'est celle des jeunes détenus du département de la Seine qui est encore aujourd'hui si prospère.

Ce n'est cependant qu'en 1842 que l'organisation générale du patronage est officiellement préconisée ; MM. Bérenger et Ch. Lucas la réclament, M. le baron Lagrange

1. Cette société eut peu d'effets pratiques immédiats ; mais elle attira l'attention publique sur la question du patronage.

s'écrie à la Chambre des pairs : le patronage est l'âme du régime pénitentiaire, et M. le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur, expose, dans une circulaire du 28 mai adressée aux préfets, les principes qui, selon lui, doivent servir de base à cette organisation du patronage. « Les libérés, dit-il, sont une cause incessante de trouble et de danger pour l'ordre public... Il est nécessaire qu'à l'expiration de leur peine ils trouvent une main secourable pour les soutenir et les aider à surmonter les difficultés qui les attendent. C'est la charité privée qui doit fonder des sociétés de patronage et, sous la direction de la commission de surveillance des prisons, s'occuper du relèvement des libérés par le placement individuel... La commission sera informée trois ou quatre mois à l'avance du jour de la sortie des condamnés recommandés à son patronage, de leurs mœurs, de leur conduite dans la prison, de leur état civil ». Les assemblées départementales taxèrent généralement d'utopie généreuse l'idée du ministre de l'intérieur.

En 1848 fut déposé un projet de loi dans le sens de la circulaire du 28 mai 1842. Ce projet n'eut pas de suite en raison des événements politiques de 1848, mais la loi du 5 août 1850 sur l'éducation correctionnelle posa dans son article 19 le principe du patronage. Les jeunes détenus, dit cet article sont à l'époque de leur libération placés sous le patronage de l'Assistance Publique.

Vers cette époque sont fondées quelques sociétés, comme la Société de patronage des jeunes libérés de Toulouse (1850), la Société de patronage pour les condamnés libérés et d'assistance par le travail de Melun (1859) ;

la Société de patronage pour les libérés protestants de la maison centrale d'Eysses (1859); la Société de patronage des libérés protestants de Paris (1) (1869). Enfin quelques refuges sont ouverts aux femmes repentantes.

Le 6 octobre 1869 les pouvoirs publics interviennent de nouveau. Un décret impérial institue une commission à l'effet d'étudier les diverses questions relatives au patronage des jeunes détenus et des libérés adultes. Les événements de 1870 empêchèrent la commission de poursuivre ses travaux. L'honneur de les avoir continués appartient à l'Assemblée Nationale qui provoqua une enquête parlementaire sur le régime des prisons. Cette enquête devait aboutir à la loi du 5 juin 1875 sur la transformation des prisons en commun en prisons cellulaires. Les rapporteurs indiquaient que le patronage des libérés était le complément nécessaire de tout système répressif bien organisé, que c'était à en faciliter l'œuvre que devait tendre l'ensemble des institutions pénitenciaires dans un pays civilisé. Au moment où l'Assemblée Nationale s'occupait des institutions pénitenciaires, se produisait un événement important dans l'œuvre du patronage. M. de Lamarque, directeur du service des colonies de jeunes détenus au ministère de l'Intérieur, créait de son propre mouvement la « Société générale pour le patronage des libérés ». M. de Lamarque se proposait : 1° d'assister les libérés individuellement, de leur procurer du travail, des vêtements, des outils et un abri momentané; 2° de susciter sur tous

1. Le fondateur de cette Société est M. le pasteur Robin dont le dévouement à l'œuvre des libérés est bien connu.

les points du territoire des associations de patronage, de créer un centre d'impulsion, d'encourager et de soutenir toutes les tentatives généreuses. Le conseil d'administration de la Société fit en 1872 une enquête auprès des conseils généraux. Cette fois les assemblées départementales exprimèrent le désir que le patronage des libérés prît un large développement, et quelques-unes d'entre elles firent mieux que d'émettre un vœu favorable, elles votèrent des subventions en argent.

L'œuvre de M. de Lamarque ne tarda pas à donner d'excellents résultats qui attirèrent de nouveau l'attention du gouvernement. D'ailleurs Jules Favre avait incidemment porté la question du patronage à l'Assemblée Nationale lors de la discussion du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (1). Ses paroles éloquentes avaient été écoutées et applaudies ; il avait dit : « Instituer des comités de patronage qui recueillent les libérés à l'expiration de leur peine, qui les consolent, qui les soutiennent, qui relèvent leur caractère, qui tournent leurs regards vers un avenir meilleur et qui, en même temps, s'occupent de leur trouver du travail, qui enlèvent de leur existence les angoisses affreuses que la législation si dure de notre pays laisse encore peser sur eux, ce serait là, à mon sens, le commencement d'une heureuse révolution que j'appelle de tous mes vœux ».

L'idée faisait son chemin. Le 1^{er} octobre 1875 le ministre de l'intérieur publia une circulaire dans laquelle il recommandait de créer un comité de patronage dans cha-

1. Séance du 25 novembre 1873.

que arrondissement ; une seconde circulaire du 20 mai 1876, adressée aux inspecteurs généraux, insistait sur le besoin de développer le patronage ; le 1^{er} juin suivant une troisième circulaire invitait formellement les commissions de surveillance à se transformer elles-mêmes en comités. De plus, le budget de 1877 contient un crédit de 20.000 francs destiné à donner des secours aux sociétés qui rendaient les plus grands services. De nouvelles circulaires, l'une du 10 juin 1877, une autre du 1^{er} juillet 1878, stimulèrent encore les commissions de surveillance. Le concours de ces commissions fut en vain attendu ; elles étaient impuissantes à organiser une œuvre, en même temps qu'incapables de remplir leur propre mission. M. Guerlin de Guer écrit : « Tenter de greffer sur une institution aussi peu vicace une œuvre telle que le patronage, c'est lier un vivant à un mort (1) ».

Enfin, par décret du 22 mai 1877, fut fondée la Société générale des prisons. Elle eut pour premier président M. Dufaure. Elle joignit, dès la première heure, ses efforts à ceux de la Société générale de patronage, et, grâce à cette entente, grâce aussi aux circulaires du ministère de l'intérieur, les progrès de l'œuvre des libérés furent assez rapides. On put réunir, le 12 septembre 1878, au Trocadéro un congrès international de patronage. Alors on constata que sur 86 départements, 30 étaient pourvus de sociétés de patronage ; que s'il en était quelques-unes qui fonctionnaient médiocrement, d'autres, comme la so-

1. Guerlin de Guer. Le patronage des libérés et les commissions de surveillance. *Revue générale d'administration*, 1882.

ciété de Bordeaux, comme celles de Lyon et de Rouen avaient déjà rendu des services appréciables (1). Cependant il ressort des rapports faits aux congrès que la France était très en retard sur certains pays étrangers, particulièrement sur l'Amérique, sur l'Angleterre, sur la Suisse, sur la Bavière et sur la Hollande.

Le congrès ne provoqua pas en faveur de l'institution du patronage un mouvement aussi considérable qu'on aurait pu l'espérer ; mais le gouvernement continua à la soutenir. Une circulaire du 15 mai 1879 invita les préfets à proposer des allocations aux sociétés qui adresseraient au ministère de l'intérieur l'exposé de leur situation financière ; dans une autre circulaire, du 21 mars 1882, le ministre de l'intérieur recommanda aux préfets d'organiser le patronage auprès des établissements pénitentiaires où l'emprisonnement individuel était pratiqué, et un patronage qui fut autre chose qu'une assistance purement matérielle. « Si le libéré n'a plus de famille ni d'amis, est-il dit dans la circulaire, il faut que les membres des sociétés de patronage lui en tiennent lieu, qu'ils cherchent où, comment, dans quelles conditions, le libéré pourrait être, le plus utilement pour son avenir, placé et occupé ; qu'ils se mettent en rapport avec des cultivateurs, des chefs d'ateliers, avec des sociétés de patronage existant dans la région où le libéré aura choisi sa résidence. » C'était indiquer avec une admirable précision le devoir

1. V. le Rapport de M. de Corny sur le congrès international de patronage. *Bulletin de la Société Générale des Prisons*. Janvier 1879.

qui incombe aux adeptes de l'œuvre. En dépit de ces conseils et de ces encouragements, les progrès s'accomplissaient avec lenteur. On comptait cependant en 1880 65 sociétés de patronage en fonctionnement, 9 étaient sur le point d'être fondées (1).

Le 14 août 1885 intervint la loi sur les moyens de prévenir la récidive. Cette loi assure, dans son article 7, aux sociétés ou institutions agréées par l'administration pour le patronage des libérés, une subvention annuelle en rapport avec le nombre de libérés patronnés par elles, et alloue, aux termes de son article 8, aux mêmes sociétés ou institutions, une somme de 50 centimes par jour pour chaque libéré conditionnel pendant un temps égal à celui de la peine restant à courir, sans que cette allocation puisse dépasser cent francs. La loi du 14 août 1885 donna un précieux appui à l'institution qui nous intéresse ; de plus, dans le budget de 1888, un crédit de 120.000 francs fut affecté à nos sociétés. Alors quand, à l'occasion du congrès national de patronage de Paris, en 1893, on fit une enquête, on eut la satisfaction de constater que l'œuvre des libérés commençait à s'organiser en France. Dans tous les départements il existait des sociétés ; beaucoup d'entre elles, il est vrai, n'étaient encore qu'à l'état embryonnaire et se contentaient de distribuer quelques secours ; mais l'idée du patronage s'était répandue. Le congrès de 1893 eut, entre autres résultats, celui de jeter les bases d'une union des sociétés. Une commission

1. Fuchs. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1889, p. 731.

permanente fut chargée de la constitution d'un bureau central destiné à servir de lien entre les œuvres, et ayant aussi pour mission d'établir et de publier des statistiques, de déterminer la date et le lieu des futurs congrès.

C'est le 24 avril 1894 que ce bureau central a fait connaître sa constitution définitive à ses adhérents. Il n'avait pas attendu cette date pour déployer une activité bien-faisante, car, au congrès tenu à Lyon en juin 1894, M. Cheysson pouvait dire : « Les efforts du bureau central depuis mai 1893 ont abouti à susciter la création de 15 sociétés; et en ce moment il guide et conseille de nouvelles créations ». En effet, l'enquête qui précéda le Congrès de Lyon révéla que de grands progrès étaient acquis depuis l'année précédente (1).

Enfin les réponses faites au questionnaire envoyé par le Bureau central aux sociétés régulièrement constituées avant la réunion du Congrès de Bordeaux de mai 1896, donnèrent la certitude que le patronage gagnait des forces. On ne se trouvait plus en présence d'une institution qui cherche sa voie. Des œuvres jeunes comme celles de Dijon, d'Epinal, de Laval, de Chaumont, de Tours, de Troyes, de Besançon.... avaient pu dès les premiers mois fonctionner efficacement (2).

Aujourd'hui on constate une tendance des œuvres à se

1. Voir A. Rivière: Introduction au tableau des œuvres créées depuis 1893, et ce tableau. *Compte-rendu du Congrès de Lyon*, p. 191.

2. Notons que le Garde des sceaux avait appelé l'attention des magistrats sur le patronage au moyen de deux circulaires : l'une du 18 janvier 1893, l'autre du 1^{er} mai 1895.

spécialiser, toutes les fois que les ressources du pays sont suffisantes pour assurer la vie à plusieurs sociétés ; et ces sociétés spéciales, dont les efforts tendent vers un but unique, qui ont une organisation propre à une catégorie de libérés, sont plus sûres du succès que celles dont les forces se dispersent pour le reclassement des hommes, des femmes et des enfants.

Les relations entre les œuvres deviennent chaque jour plus fréquentes, grâce surtout au Bureau central qui est leur intermédiaire. Le *Bulletin de l'Union*, les assemblées générales sont de puissants moyens de rapprochement et servent en même temps à renseigner tous ceux qu'intéresse notre institution, sur sa situation et sur ses progrès.

Enfin les congrès, où se réunissent tous ceux qui tiennent de l'étude et de l'expérience une haute compétence, ont l'heureux effet de stimuler le zèle des adeptes du patronage, de résoudre les difficultés, de provoquer des améliorations et d'attirer l'attention du public sur une œuvre qui a besoin du concours de tous.

Il reste à vaincre l'indifférence et le scepticisme de la masse, et même quelquefois son hostilité. Au fur et à mesure que nos publications afficheront des résultats toujours plus beaux, nous verrons tomber les résistances et s'évanouir les doutes.

CHAPITRE VI

DÉVELOPPEMENT DU PATRONAGE A L'ÉTRANGER.

Dans la plupart des pays étrangers, le patronage s'est organisé plus tôt qu'en France. En Amérique surtout, il a pris dès le commencement du siècle une extension considérable. Nous ne pouvons avoir la prétention de faire l'histoire complète de cette institution ; cette histoire pourra faire l'objet d'un long travail, si la commission internationale veut se livrer à une vaste enquête. Nous désirons seulement jeter un coup d'œil rapide sur son développement. L'excellent article de M. Fuchs (1), paru en juin 1889 dans la *Revue pénitentiaire*, est un document qu'on peut consulter avec fruits ; nous essaierons d'en dégager les faits principaux et nous le compléterons, pour la période récente, à l'aide des renseignements épars dans les publications qui se sont occupées de notre sujet.

L'Amérique, avons-nous dit, a connu de très bonne heure le patronage. Un riche habitant de Philadelphie, Richard Whister, épris des idées pour lesquelles combattaient le vicomte flamand Vilain XIV et le philanthrope

1. M. Fuchs président de la direction centrale de l'Union nationale des sociétés de patronage pour les détenus libérés du grand duché de Bade.

anglais John Howard, tous deux apôtres de l'œuvre des libérés, fonda en 1776 une société spécialement destinée à secourir les prisonniers libérés. Cette société fut appelée « The Philadelphia society for assisting distressed prisoners ». Dissoute pendant l'occupation du pays par l'armée anglaise, elle fonctionna de nouveau l'année suivante sous le nom de « The Philadelphia society for alleviating the miseries of public prisons ». C'est elle qui servit de modèle à beaucoup d'œuvres qui prirent ensuite naissance. La société de New-York, qui date de 1844, fut particulièrement active. Elle organisa en 1845 et en 1846 des assemblées de toutes les sociétés existantes et publia leurs nombreuses et importantes discussions. Après une période moins féconde, elle chargea, en 1866, deux de ses membres de faire un rapport sur la situation des établissements pénitentiaires des Etats-Unis et du Canada, et de présenter un projet de réformes. Ce fut le signal d'un mouvement favorable à l'idée pénitentiaire, et quelques années plus tard, en 1870, un congrès put être réuni à Cincinnati. Le nombre des sociétés de patronage s'accrut peu à peu. Il en existe aujourd'hui dans presque tous les états de l'Amérique du Nord, leur fonctionnement est régulier et les résultats satisfaisants. Les Etats où elles sont le mieux organisées semblent être ceux de Pensylvanie, de Massachusetts, de Maryland, de New-York, de Californie. Il y a quelques exemples de patronage officiel.

Au Canada, chaque grande ville possède un bureau central.

En *Angleterre*, c'est John Howard (1726-1790), qui prit l'initiative du patronage; il s'y consacra avec un

dévouement admirable. Cependant la première société ne fut fondée qu'en 1802. En 1823, l'acte des prisons décida que les juges inspecteurs pourraient donner aux libérés sans ressources quelques secours, pris sur le fond d'entretien des prisons, et il permit de diriger ces libérés sur les points où ils étaient susceptibles de trouver du travail. C'était en sorte ordonner le patronage. A ce moment, Elisabeth Fry (1780-1845), femme d'un riche négociant de Londres, se faisait l'apôtre de l'œuvre, tant en Angleterre qu'à l'étranger. Malgré tout, l'institution ne prit pas d'abord une grande extension. En 1857, la création de la société royale pour l'assistance des libérés donna une impulsion nouvelle, et une douzaine de sociétés se fondèrent. Le mouvement se continua grâce à la loi du 19 juillet 1862. Cette loi décidait que les sociétés qui soumettraient leurs statuts à l'approbation du gouvernement et se placeraient sous le contrôle de l'Etat, recevraient une subvention de deux livres sterling pour chaque individu protégé. Une autre loi de 1877 met à la charge de l'Etat les dépenses faites pour ramener dans son pays un libéré d'une prison située hors du comté auquel il appartient. Il se passa, cette même année, un événement important : La société nommée Reformatory and refuge union qui est placée sous le patronage du Prince de Galles, s'employa à établir une étroite union entre les sociétés ; elle réunit à Londres, le 10 avril 1867, des délégués de toutes les sociétés. L'assemblée décida d'organiser un comité central. Depuis lors le patronage s'est beaucoup développé ; le comité est entré en correspondance avec les refuges et les asiles, il fournit des subsides aux associations

agrégées, surtout pour l'entretien des enfants et l'éducation religieuse. Il fut créé un nombre considérable d'établissements d'éducation correctionnelle, des réformatories où sont reçus les enfants de 10 à 16 ans condamnés à moins de 10 jours de prison, des Industrial Schools destinés aux enfants vagabonds de moins de 14 ans (1). Les sociétés qui s'occupent des adultes sont puissantes. On en compte aujourd'hui 68 ; elles ont l'appui de l'Etat ; elles sont aidées et même suppléées pour le choix des prisonniers à secourir, par des magistrats visiteurs ; elles ont le droit de révoquer la libération conditionnelle ; elles s'efforcent d'avoir dans chaque ville un agent salarié ; un bon agent est considéré comme indispensable au fonctionnement normal de l'œuvre ; les asiles et les refuges sont généralement réservés aux femmes. Le comité central siège à Londres. Il est administré par un conseil général composé des délégués des associations et dirigé par un comité exécutif nommé par le conseil général.

Il existe en Ecosse et en Irlande quelques sociétés de patronage, et cependant dans ce dernier pays une agence administrative s'occupe de l'œuvre.

En *Allemagne*, le patronage doit son origine au pasteur évangélique Théodore Fliedner qui, à l'instigation de la célèbre Elisabeth Fry, créa en 1827 à Dusseldorf la société des prisons.

1. La criminalité chez les enfants a beaucoup diminué en Angleterre. En 1861, le nombre des mineurs au-dessous de 16 ans, ayant comparu devant les tribunaux, était de 8,801 ; il n'était plus en 1894 que de 2,252.

Les sociétés qui prennent le nom d'Unions se sont rapidement répandues dans toutes les provinces. Déjà, en 1880, elles étaient si nombreuses que le docteur Föhring, dans un article qu'il publiait dans le *Bulletin de la société générale des prisons* (1), sur le patronage en Allemagne, déclarait qu'il lui avait été impossible de dresser la liste de toutes les sociétés. L'action de chaque union est très étendue; ainsi la société de Dusseldorf alimente seule un grand nombre de bibliothèques, de maisons de refuge, d'asiles pour les vagabonds, de maisons de madelonnettes pour les filles, on l'appelle d'ailleurs la plus large, la plus nombreuse, la plus importante de l'Europe. A Stuttgart, l'union d'assistance fondée en 1830 consiste en un comité central auquel se rattachent plus de 60 unions de secours. Dans le Duché de Bade la période des essais qui commença en 1831, fut longue, mais le développement du patronage fut ensuite d'autant plus rapide et en 1885 il existait une société dans chacun des 59 districts du bailliage.

Successivement Postdam, Weimar, Carlsruhe, Dresde, Brême, Hambourg, Darmstadt, Berlin, connaissent le patronage et désormais chaque année le progrès s'affirme. La nomenclature serait longue de toutes les fondations nouvelles. Il en est une importante, de l'année 1881, qui mérite une mention spéciale; c'est celle de la société centrale du Hanovre à laquelle se rattachèrent immédiatement 44 sociétés locales. Au fur et à mesure que des unions nouvelles naissaient, le besoin devenait plus grand

1. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1880, p. 921.

d'un organe central. Au mois de septembre 1889, le Congrès de Frisbourg en Brisgau décréta qu'une des premières conditions nécessaires pour fortifier, étendre l'action des sociétés, était de les relier entre elles et de centraliser leurs efforts. Trois ans plus tard, en 1892, l'organe central souhaité fut créé, et la première assemblée de l'union des sociétés de patronage de l'Empire d'Allemagne eut lieu à Brunswick les 16 et 17 mai 1894; cette union a une action propre et indépendante de celle des sociétés.

Enfin en mai 1896, un congrès des sociétés allemandes a pu réunir à Eisenach un grand nombre d'adhérents et provoquer d'utiles discussions.

En *Alsace-Lorraine*, il existait à Strasbourg, depuis le 17 novembre 1822, une société pour l'amélioration morale et pour le patronage des jeunes détenus libérés du Bas-Rhin. Cette société s'est dissoute en 1886 pour opérer sa fusion avec une société formée pour la basse Alsace, et destinée au patronage des condamnés libérés et des familles des détenus. Mulhouse possède une association évangélique qui s'occupe des libérés appartenant à la confession évangélique et en outre, le cas échéant, des libérés catholiques ou israélites.

En *Belgique*, des établissements destinés spécialement à amender par le travail les mendiants et les vagabonds, et créés sur la proposition du Vicomte Vilain XIV, sont la première manifestation du patronage. De véritables sociétés ne furent organisées qu'en vertu d'une ordonnance du 4 décembre 1835. Cette ordonnance donnait en réalité naissance à une institution de bienfaisance dont la

direction devait être confiée d'abord aux commissions officielles des prisons et subsidiairement à de simples particuliers. Cette institution ainsi établie ayant échoué, une nouvelle ordonnance royale de 1848 confia à l'administration pénitentiaire le soin du patronage pendant l'exécution des peines et à des comités établis dans chaque canton judiciaire la charge du patronage extérieur. L'œuvre avait ainsi un caractère officiel ; elle subit une série d'insuccès, et, en 1870, le dernier comité avait cessé de fonctionner. L'expérience avait condamné le patronage officiel. Un ministre de l'intérieur, M. Lejeune, fit beaucoup pour la reconstitution du patronage. Lors de la discussion de la loi sur la libération conditionnelle, le 9 mai 1888, il fit appel au dévouement des bons citoyens pour secourir les libérés et particulièrement les libérés conditionnels. Après le vote de cette loi, des sociétés de patronage furent fondées à Bruxelles, à Liège, à Gand, à Louvain, à Courtray, à Anvers, à Verviers, à Namur, à Dinant, à Charleroi, à Mons.

Il existe une fédération des sociétés de patronage belges. Les délégués se réunissent tous les ans dans le courant du mois de mars ; chaque société délègue deux de ses membres pour la représenter aux assemblées ; tous les membres des sociétés ont le droit d'assister à ces assemblées avec voix délibérative (1). Il est publié un bulletin qui donne des renseignements sur le fonctionnement de l'institution. Le congrès qui s'est réuni à Namur

1. V. Statuts. *Bulletin de la société des prisons*, 1892, p. 737 et 738.

en juillet 1886 a donné l'assurance que l'œuvre des libérés est aujourd'hui prospère en Belgique.

C'est à Anvers que l'union internationale des œuvres de patronage se réunit tous les 4 ans (art. 4 des statuts).

La Suisse (1) a eu l'honneur de pratiquer le patronage de très bonne heure, puisqu'en 1818 il se fondait à Genève un comité de surveillance pour la moralisation des détenus. Ce comité, dit comité de surveillance morale, s'occupait dans l'intérieur des prisons de l'œuvre de moralisation des détenus; quelques années plus tard, en 1825, il fut élu par la commission de surveillance de la prison et chargé du patronage des libérés. En 1840, Elisabeth Fry provoqua la création de deux sociétés, l'une à Berne, l'autre à Zurich: un peu plus tard naissent deux autres sociétés auprès des pénitenciers de Saint-Gall et de Neuchâtel; ailleurs on préfère organiser un patronage d'une manière administrative.

La Société Suisse pour la réforme pénitentiaire provoqua, en 1881, la réunion à Zurich des délégués des œuvres alors existantes; elles étaient au nombre de onze. Dans cette assemblée on jeta les bases d'une union inter-cantonale, cependant ce n'est que le 10 septembre 1887, dans une réunion tenue à Fribourg, que la société de Neuchâtel fut chargée d'élaborer les statuts de l'union; enfin, le 30 juillet 1888, 18 délégués des onze sociétés votèrent à Olten les statuts de cette union pour assurer

1. Sur le patronage en Suisse, voir l'article de M. Louis Rivière dans le *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage de France*. Janvier et février 1896, p. 60.

de canton à canton le rapatriement des libérés (1). Le Comité était représenté par une des sociétés adhérentes élue pour deux ans; mais au Congrès de Saint-Gall, en 1893, il fut constitué un comité central permanent. Le patronage international est une des principales préoccupations de l'Union.

L'Union suisse groupe actuellement 16 sociétés qui sont celles des cantons de Genève, de Bâle-Ville (il existe à Bâle-Ville deux sociétés) de Vaud, de Saint-Gall, de Zurich, de Glaris, de Neuchâtel, de Lucerne, de Thurgovie, d'Argovie, d'Appenzell, de Schaffouse, de Fribourg, de Zug et des Grisons.

Dans d'autres cantons, le patronage est exercé par la direction de police ou par le directeur du pénitencier.

En *Danemark*, une société de patronage avait été fondée en 1797; elle ne fut qu'un essai de courte durée. Le mouvement favorable à l'œuvre des libérés ne commença que vers le milieu de ce siècle, sous le règne de Christian VIII. En effet, à l'instigation d'Elisabeth Fry qui travaillait au triomphe de l'idée dont elle s'était faite la propagandiste, avec un zèle infatigable et une conviction communicative, le docteur C. N. David fonda le 25 juin 1842 la société de Copenhague. Des sociétés semblables furent ensuite créées dans l'île de Fionie (1858) à Horsens (1859) à Viborg (1860) et à Vridsloselille (1860). Le but de ces sociétés était d'abord de visiter les détenus et de les ramener au bien, peu à peu leur action se limita

1. V. Statuts de l'association intercantonale des commissions et sociétés suisses pour le patronage des détenus et des libérés. *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1892, p. 738.

au patronage des détenus libérés. Elles sentirent enfin la nécessité de se réunir. C'est au Congrès de 1891 que fut constituée une organisation centrale ; elle comprend les présidents des différentes sociétés, sous la présidence du président de la société de Copenhague, quelques autres personnes peuvent en faire partie, comme par exemple, l'inspecteur général des prisons.

En *Hollande*, grâce à l'initiative privée, on vit fonctionner de très bonne heure, la société pour l'amélioration morale des détenus. Elle fut en effet fondée en 1823. Aujourd'hui la société néerlandaise se compose d'un certain nombre d'œuvres locales ; il existe autant de sections que de tribunaux et ces sections jouissent d'une grande autonomie ; cependant à Amsterdam siège un comité de direction chargé de l'administration supérieure. Une entente parfaite avec les commissions administratives des prisons assure le bon fonctionnement de la société. Les commissions envoient, quatre fois par an, le nom des détenus libérables au comité de direction qui fait la répartition dans les sections.

En *Suède et Norvège*, ce sont les membres de la famille royale qui ont encouragé les premiers le patronage. Le roi Oscar 1^{er} fut un des adeptes de cette institution ; il écrivit un livre qui provoqua la création de 14 sociétés (1). Depuis il fut fondé à Skockholm une société nationale de patronage qui forme un centre auquel sont rattachées toutes les œuvres de province ; ses membres sont presque tous de hauts fonctionnaires du gouvernement et de l'administration des prisons. Il y a aussi à Stock

1. Ce livre est intitulé : *Des peines et des prisons*.

holm un établissement d'éducation pour les jeunes délinquants.

En Norvège, un certain nombre de sociétés sont florissantes, elles sont soutenues par des subventions de l'État. Pour les enfants, il existe près de Christiania une maison d'amendement fondée par des particuliers.

En *Autriche*, depuis le commencement du siècle, les revenus de certaines fondations devaient être employés au soulagement des détenus libérés; néanmoins, la première société, celle de Gratz, ne date que de 1846. Cette année 1846 vit commencer un mouvement favorable à l'œuvre des libérés à partir duquel les progrès s'accomplirent ensuite avec régularité. Successivement naissent des sociétés à Brunn (1848), à Innsbruck (1851), à Prague (1855), à Vienne (1866), à Buda-Pesth (1872), à Lemberg en Galicie (1882), à Krems et à Warbourg (1891), à Laibach (1893), à Cracovie et Trieste (1894). Dans la seule Hongrie on compte aujourd'hui 20 associations privées qui reçoivent des subventions de l'État.

Le patronage apparut en *Italie* en 1844 avec la fondation de la Société de Florence; l'année suivante Milan posséda aussi une société, et après elle Turin et Brescia eurent leurs œuvres qui s'occupèrent particulièrement des jeunes libérés. Après l'unification de l'Italie, le gouvernement comprit la nécessité de reclasser les libérés, il s'en occupa lui-même, et vers 1876 il prit en main la fondation des sociétés. Enfin le chapitre IV du règlement général des établissements pénitentiaires et des maisons gouvernementales de réforme, du 15 juin 1891 posa les règles fondamentales du patronage. On lit dans ce règlement, sous

l'article 29, que le soin en est confié aux particuliers ; l'article 31 prescrit aux sociétés de faire approuver leurs statuts par le ministre de l'intérieur, les articles 36 et 37 permettent aux Présidents de demander la libération conditionnelle, et de solliciter le sursis à l'exécution de l'ordonnance prononçant le placement des mineurs de 18 ans sans famille dans une maison d'éducation correctionnelle ; enfin l'article 40 dispose que le pécule des condamnés admis au patronage sera remis au président (1). C'est la consécration du patronage. On compte aujourd'hui plus de 40 sociétés, et les bases d'une union sont déjà jetées (2).

En *Espagne*, des conseils destinés à discuter toutes les questions relatives à l'amélioration des prisons ont été créés en 1877 par le gouvernement : grâce à l'initiative de ces conseils, des réformes pénitentiaires furent faites, l'année suivante une société semblable à notre société générale des prisons fut fondée à Madrid ; malgré l'existence de ces centres d'études, on n'a pas encore organisé le patronage en Espagne. Il existe seulement à Madrid, depuis 1879, une œuvre de patronage, il existe aussi plusieurs établissements de refuge pour les enfants.

La société des prisons de *Russie* avait créé en 1819 à Saint-Petersbourg, un asile pour recevoir les détenus libérés, un autre asile fut ouvert en 1867 à Moscou, par un particulier, M. Ketscher, pour recevoir les individus sans travail plongés dans la misère, en même temps que les

1. V. *Annuaire de législation étrangère*, 1891, p. 470 et suivantes.

2. V. l'article de M. H. Prudhomme dans le *Bulletin de la Société générale des prisons* Février 1898, p. 265.

libérés. En 1875 les dames nobles de Saint-Pétersbourg organisèrent un refuge pour les femmes libérées, on y moralise les patronnées au moyen de l'Evangile.

Une loi de 1855 a confié le patronage des jeunes délinquants à des institutions dont la création appartient à des particuliers ou à des sociétés qui ont le droit de placer l'enfant vagabond dans un asile correctionnel, sans que la décision d'un tribunal soit nécessaire.

La ville de Varsovie possède une société de patronage dont le fonctionnement est régulier. En Finlande, la société des prisons reçoit les libérés dans des refuges, ou les place dans des familles moyennant une certaine indemnité.

On voit par ce tableau rapide que, dans beaucoup de pays, le patronage s'est solidement implanté, on voit que ses racines profondes pénètrent toujours plus avant dans les terres civilisées ; depuis un siècle il n'a pas cessé de progresser et de s'organiser. En jetant les yeux sur le chemin parcouru, on est amené à penser qu'une institution qui, chaque jour, gagne en force et en vitalité est bien une institution d'avenir. Elle a subsisté et grandi parce qu'elle répond à un besoin. C'est un besoin pour la société de combattre la récidive, le patronage est l'organe qui correspond à ce besoin.

DEUXIÈME PARTIE

Conditions d'existence des Sociétés de patronage

CHAPITRE PREMIER

FONDATION D'UNE SOCIÉTÉ DE PATRONAGE

En matière de patronage, comme en toutes choses, il faut s'efforcer de faire mentir l'adage suivant lequel l'expérience des autres ne sert à rien. Nous n'en sommes plus à la période des tâtonnements, de nombreuses sociétés fonctionnent avec succès en France, comme à l'étranger, il suffira à une œuvre nouvelle de se placer dans les mêmes conditions que ses aînées, d'employer les mêmes moyens, de faire appel aux mêmes dévouements, pour être assurée de vivre et de faire du bien.

En étudiant les conditions d'existence des sociétés de patronage, nous penserons à celles qui ont victorieusement combattu les difficultés ; leur histoire est fidèlement retracée dans les nombreux écrits qui sont comme les annales glorieuses du patronage ; le *Bulletin de la société générale des prisons*, le *Bulletin de l'union des sociétés*,

de patronage de France, les comptes-rendus des congrès et des enquêtes, les brochures, les conférences et les discours sont des documents qui apportent une large contribution au perfectionnement de l'œuvre et qui servent à l'éducation de ceux qui veulent s'y dévouer.

Et d'abord, par qui peut être fondée une société de patronage ? Par l'Etat ? Non. Le patronage officiel est aujourd'hui condamné. Ses échecs en Belgique ont été retentissants ; nous avons vu, que sous son régime, on est arrivé dans ce pays, en 1870, à ne plus posséder un seul comité de patronage, et, qu'au contraire, l'institution prospère depuis qu'elle est aux mains des particuliers. Il n'est pas inutile de remarquer, qu'à protéger lui-même les libérés, l'État grèverait lourdement son budget. Il lui faudrait créer une catégorie de fonctionnaires spéciaux établir de nouveaux services ; et on sait que les entreprises publiques coutent infiniment plus cher que les entreprises privées.

Et puis le libéré ne verrait dans les agents de l'Etat que des agents de police ; la société de patronage serait encore pour lui l'administration pénitentiaire ; il se laisserait difficilement persuader que sa liberté ne sera pas confisquée, qu'on ne veut pas prolonger sa peine, mais au contraire en effacer les effets. Du reste, une administration n'aurait pas la souplesse d'une institution privée. Ceux qui pratiquent le patronage ne doivent pas être tenus par des lois rigoureuses, par des règlements étroits ; au contraire, ils ont besoin d'avoir la faculté d'agir selon les circonstances. « Qui dit administration, écrit M. Boge-

lot, dit réglementation, discipline stricte, comptabilité inflexible et statistique tenant compte des quantités, des quotités et jamais des individualités ; tout au contraire le patronage doit se plier, à chaque espèce, à chaque individu ». L'individu, telle est en effet, si nous pouvons dire, la matière du patronage ; cette matière comportant des variétés à l'infini, le patronage ne doit être soumis qu'à des principes généraux ; une réglementation étroite pourrait être bonne dans quelques cas particuliers, elle serait désastreuse dans mille autres cas. Enfin, il faut apporter au libéré autre chose que des secours matériels ; il réclame des soins délicats qui ne lui sont efficacement donnés que par ceux qui vont vers lui volontairement. Comment exiger d'un fonctionnaire, d'un agent du gouvernement, la sollicitude, le dévouement, la foi que seule une sorte de vocation pour le patronage peut donner ? Il est vrai que, dans quelques sociétés françaises et dans la plupart des sociétés anglaises, on emploie des agents salariés ; mais il serait inexact d'assimiler ces agents choisis par les membres du conseil d'administration, guidés par tous les membres actifs de la société, à des fonctionnaires qui seraient nommés sur de vagues recommandations, et ensuite laissés sans surveillance sérieuse.

On peut dire d'ailleurs que le patronage officiel n'existe pas ; sans doute on le rencontre dans de rares cantons de la Suisse, comme dans le canton de Glaris, par exemple, où le gouvernement cantonal a organisé le patronage en

1. M. Bogelot. *Bulletin de la société générale des prisons*, novembre 1889.

1849 sous la forme administrative, on le rencontre aussi dans quelques petits états de l'Amérique du Nord, mais le peu d'étendue des territoires sur lesquels il s'exerce explique comment il est possible dans ces pays. Hâtons-nous d'ajouter que si l'État ne doit pas pratiquer le patronage administrativement, il ne doit pas non plus rester complètement étranger à une institution qui a besoin de sa protection et qui, de plus, est d'intérêt public. Nous verrons plus loin quel est le rôle de l'Etat.

C'est donc aux particuliers qu'incombe le soin de créer des sociétés. Mais il est bon que le particulier qui fait une telle entreprise occupe une certaine situation ; il faut qu'il ait la confiance du public, qu'il puisse s'assurer des concours dans toutes les classes sociales. On a constaté en 1893, lors de la grande enquête, que, dans certains arrondissements, les dissensions politiques ou religieuses avaient amené l'échec de notre œuvre. Il est de toute nécessité que le fondateur comprenne et fasse comprendre à tous, que le relèvement et le reclassement des libérés intéressent tous les citoyens sans distinction, parce que le crime et la récidive sont des maux dont tout le monde souffre, et que c'est un devoir pour tout homme, quelles que soient ses convictions et ses croyances, de secourir les coupables repentants. Dans les petites villes surtout, l'esprit de parti est à redouter ; c'est là qu'un fondateur aura plus que partout ailleurs, à placer son entreprise au dessus des querelles de clocher, et en dehors des divisions politiques et religieuses. A Paris et dans les grandes villes, l'accueil est moins dangereux, et d'ailleurs il est facile de l'éviter en créant plusieurs comités, chaque parti ayant

le sien ; mais encore l'hostilité entre les divers comités serait un péril ; ils ne pourraient, sans danger pour l'institution, se considérer comme concurrents ; il se doivent entr'aider au contraire et ne pas oublier que leur action est parallèle. On rapporte, qu'à la société de Moscou, on a réuni des membres de huit cultes différents et que le plus parfait accord n'a pas cessé de régner entre eux. Les membres de cette société ont fait preuve de sagesse ; les questions de dogme peuvent rester étrangères au patronage qui s'inspire de l'intérêt social et de la charité. Cela n'empêche pas que chaque patronné reçoive les consolations et les secours de sa religion propre.

Le fondateur s'assure d'abord le concours d'un certain nombre de personnes connues, sans distinction de partis. Au congrès des Sociétés allemandes tenu à Eisenach en mai 1896, on a conseillé aux fondateurs d'appeler au patronage les personnes que leur éducation, leur situation personnelle, leur instruction et leur expérience qualifient pour le pratiquer ; ce conseil est celui que donnent le bon bon sens et le tact. Le projet de création d'une société est ensuite soumis au Préfet du département, aux magistrats, aux membres de la commission de surveillance, aux avocats dont l'appui est nécessaire. « L'appui de la justice et celui de l'administration, dit M. Helme (1), sont absolument indispensables à nos œuvres, et on est certain de les obtenir sans effort ; » de plus, comme on le faisait

1. M. Helme, conseiller à la cour de Besançon : Comment se fonde une société de patronage, *Bulletin de l'union des sociétés de France*, janvier, février, mars 1897 p. 16.

observer au congrès national de 1893, les gens qui ignorent les questions pénitentiaires ne croiront plus à l'inutilité du patronage quand ils verront les chefs des administrations du pays prêter leur nom, leur autorité, leur responsabilité à cette institution. Ajoutons que les membres d'une société de patronage se trouvent, dans la pratique, en relations constantes avec la magistrature et l'administration, et que ces relations sont facilitées et les conflits écartés quand les magistrats et les représentants de l'administration sont les collaborateurs de l'œuvre.

Ainsi se constitue un premier groupe de membres ayant l'autorité nécessaire pour s'adresser au grand public. Le public n'est pas toujours facile à gagner; tantôt il se montre hostile à l'institution, tantôt il fait preuve d'un scepticisme désolant, tantôt il reste d'une indifférence révoltante. De l'enquête faite au moment du congrès de Bordeaux il ressort que, dans beaucoup d'arrondissements, cette attitude de la masse constitue encore une grosse difficulté pour la création des sociétés et surtout un obstacle sérieux à leur développement. On recommande trois moyens pour convaincre les réfractaires. Ce sont : les visites à domicile, les conférences, les articles de journaux. M. Helme, dans l'article que nous avons cité plus haut, préconise les visites à domicile qui lui ont été d'un grand secours pour la fondation de la société de Besançon. Il est certain que ce procédé a de grands avantages. Il permet de convertir chaque personne au moyen des arguments capables de la toucher, et de répondre à ses objections. La conférence faite par un orateur documenté et persuasif enlève parfois un nombre

d'adhésions considérable, il arrive aussi qu'elle ne provoque qu'un enthousiasme passager. La presse est pour le patronage un auxiliaire précieux, le journal s'adresse à tous, pénètre partout, impose une idée en la développant souvent, en l'exposant sous des aspects divers, il peut opérer de nombreuses conversions.

Le premier groupe d'adhérents s'élargit peu à peu, les demandes de participation à l'œuvre se succèdent, alors se pose une question : Qui doit-on accepter dans la société ? D'abord il est bon que les adhérents nouveaux soient présentés par les membres fondateurs, mais ces adhérents peuvent-ils appartenir à toutes les classes de la société ? On a contesté l'utilité d'admettre les ouvriers dans les sociétés de patronage, on a prétendu qu'ils ne sont pas aptes à rendre des services. Cette opinion a été victorieusement combattue. On a fait remarquer que l'un des grands obstacles au placement des libérés est la répugnance des ouvriers pour les protégés des sociétés de patronage, et que, par conséquent, s'il était possible de les intéresser à l'œuvre, ils deviendraient de puissants auxiliaires (1). Nous avons vu, en effet, que l'accès des ateliers et des usines est souvent fermé aux libérés par suite du mauvais vouloir des ouvriers qui ne veulent pas avoir pour compagnon de travail des gens qui sortent de prison, que l'éducation du peuple est à faire sur ce point ; c'est dans les sociétés de patronage que cette éducation pourra être entreprise avec le plus de chance de succès ;

1. M. H. Prudhomme. Congrès de Lyon, 1894, *compte-rendu*, p. 109.

les contre-maîtres surtout peuvent apporter un solide appui à notre œuvre en employant leur autorité à défendre les libérés contre les attaques dont ils sont l'objet, et aussi en surveillant spécialement et en aidant de leurs conseils les individus recommandés par une société.

En Suisse on a très bien compris le parti qu'on peut tirer de l'ouvrier. Le patronage a dans ce pays un caractère essentiellement populaire et il y a une très grande vitalité.

Nous concluons en disant avec dona Conception Arenal, dont le nom est connu de tous ceux qui s'intéressent aux questions pénitentiaires, « il faut que le peuple fasse partie du patronage ».

Faut-il aussi admettre les femmes ? Leur concours est utile dans les sociétés qui patronnent des femmes. Déjà, en 1873, à l'Assemblée nationale, Jules Favre qui rêvait une institution d'Etat pour le reclassement des libérés, finissait ainsi le discours dans lequel il exposait ses idées sur ce sujet : « Et puis j'introduirais dans les comités cinq dames patronnesses, car il ne me paraît pas possible qu'elles n'aient pas leur place quand il s'agit de bienfaisance et de charité ! » Depuis, on a souvent rappelé la nécessité de créer des comités de dames. En fait il en existe et qui fonctionnent pour le plus grand bien des sociétés qui ont eu l'heureuse inspiration de se les adjoindre. Les visites en prison ne peuvent être faites aux femmes que par des femmes ; les femmes seules peuvent recevoir les confidences des libérées, leur donner des conseils et des consolations ; bien souvent le patronage leur a fourni l'occasion de se montrer admirables de délica-

tesse et d'abnégation. M. Helme, dans son intéressant article sur la fondation des sociétés de patronage (1), déclare qu'à Besançon le comité des dames est un complément précieux de l'œuvre et qu'il surpasse en zèle et en dévouement le comité d'hommes. Il y a dans cette déclaration autre chose qu'une galanterie. Dans les villes trop peu importantes pour comprendre une société pour hommes et une société pour femmes, il est donc sage de créer un comité de dames.

Nous avons fait une digression pour parler de l'admission des ouvriers et des femmes dans nos sociétés, il nous faut revenir à notre point de départ. Le fondateur ayant réuni des collaborateurs et des adhérents, il s'agit d'organiser la société. Une assemblée générale est alors convoquée. Elle précise le but de l'œuvre ; s'inspirant des ressources et des besoins de la société, elle décide que l'œuvre sera générale, c'est-à-dire qu'elle s'occupera à la fois des hommes, des femmes et des enfants, ou qu'elle sera spéciale à l'une ou à l'autre de ces trois catégories de libérés (2).

L'assemblée générale nomme ensuite, sur la présentation des organisateurs de la réunion, un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et plusieurs membres du conseil. Les candidats aux diverses fonctions du bureau et du conseil d'administration sont généralement présentés par les fondateurs parce qu'il serait

1. *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage de France*, janvier, février, mars 1897, p. 19.

2. Le patronage des enfants si fécond en résultats est surtout très répandu. A Paris il y a beaucoup d'œuvres spéciales.

imprudent d'abandonner au hasard d'un vote irréfléchi l'élection des membres qui seront en réalité l'âme de la société. Ce sont les fondateurs qui, mieux que personne, savent quels sont ceux de leurs concitoyens qui ont les aptitudes nécessaires pour remplir avec zèle et intelligence certaines fonctions au bureau ou au comité. Le choix du président a une importance particulière ; son nom seul peut, dans les petites villes, éloigner ou attirer les adhérents. « Prenez un homme estimé de tous, dit encore M. Helme, sympathique à l'administration et au clergé et qu'aucun parti ne considère comme un adversaire. »

A cette société qui vient de se donner un bureau et un conseil d'administration il faut maintenant des statuts. Le bureau les prépare et les soumet à l'assemblée qui les discute librement, propose des amendements et vote sur chaque article. L'ensemble enfin est adopté.

CHAPITRE II

STATUTS-TYPE.

Les membres du Congrès national de 1893 ont pensé qu'il était utile de proposer aux sociétés de patronage un modèle de statuts. Sans doute le Congrès ne devait ni ne pouvait imposer à personne les règles qu'il adoptait, mais il espérait faciliter la tâche des œuvres nouvelles en leur soumettant un type de statuts auquel elles restaient libres de faire les modifications qu'elles jugeraient convenables. Sur le remarquable rapport de M. H. Prudhomme, l'assemblée générale adopta un projet de statuts-type qui fut l'objet d'une publication spéciale. Ce projet eut un grand succès, il constitua la loi des sociétés qui se fondèrent à la suite du Congrès, et la première édition fut vite épuisée; M. Prudhomme voulut bien en faire une seconde, à la demande de M. Louiche-Desfontaines, le dévoué secrétaire général du bureau central; cette nouvelle édition parut dans le *Bulletin de l'Union des sociétés du patronage* de décembre 1895.

Ainsi, ces statuts-type étant généralement adoptés, l'étude de ses principaux articles, nous fera connaître le régime des sociétés actuelles. Nous n'avons à examiner ici que ceux qui intéressent l'existence des sociétés de patronage.

Il existe un modèle de statuts arrêté le 22 novembre 1883 par le conseil d'Etat pour les associations qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique ; les dispositions spéciales, exigées par le conseil d'Etat, sont insérées dans les statuts des sociétés qui, après trois ans d'existence autorisée, demandent à être reconnues d'utilité publique.

L'article 1^{er} des statuts-type indique le nom et le siège de la société ; il en précise le but. S'occupera-t-elle des libérés des deux sexes, sans distinction d'âge, de culte ni de nationalité ? S'occupera-t-elle seulement des femmes ou des enfants ? Patronnera-t-elle les prévenus acquittés ? Accordera-t-elle des secours aux familles des détenus ? Ces deux dernières interrogations appellent quelques commentaires.

Le patronage des prévenus acquittés n'est pas sans utilité. Le fait seul de comparaître devant les tribunaux répressifs entraîne la plupart du temps la déchéance de l'individu mis en cause. On attache un sens méprisant à l'épithète de non lieu ou à celle d'acquitté, aussi la mise en liberté est loin souvent d'être le salut pour celui qui en bénéficie ; il n'est accueilli qu'avec défiance et trouve presque les mêmes difficultés que le libéré pour obtenir du travail, la détention préventive ayant suffi à lui faire perdre la place qu'il occupait. Il y a donc lieu de s'inté-

resser aux prévenus remis en liberté après une ordonnance de non-lieu ou après un acquittement. Il existe à Paris une œuvre de patronage des prévenus acquittés de la Seine, placée sous la direction des membres de la cour d'appel et du tribunal. Elle fait le plus grand bien, grâce surtout à la mesure d'après laquelle les lettres d'asile sont distribuées aux prévenus par les magistrats eux-mêmes. Pendant ces dernières années, la proportion des assistés pourvus de travail, engagés au service militaire, placés dans des hospices ou hôpitaux, rapatriés dans leur pays d'origine, a varié entre 75 et 80 pour cent (1). Ce résultat est un encouragement pour toutes les œuvres à prêter à ce patronage une attention particulière.

Les secours aux familles des détenus, prévus par l'article 3 des statuts-type, ne sont pas toujours accordés. Ils augmentent le budget et la clientèle des œuvres dans des proportions considérables; beaucoup de sociétés sont trop faibles pour étendre ainsi leur action. Au congrès de Saint-Petersbourg (1890) il a été reconnu qu'il serait dangereux de pratiquer généralement le patronage des familles des détenus. Certaines craintes ont été aussi exposées à ce sujet au congrès de Lyon. Mme Dupuy, inspectrice générale des services administratifs au ministère de l'intérieur, demandait que, dans le projet d'instruction pour les visiteurs, on supprimât le paragraphe qui visait les secours aux familles, elle ne voulait pas que ce genre de patronage fût recommandé par écrit pour éviter l'objection trop fréquente qui consiste à reprocher aux protecteurs

1. Enquête de 1893, p. 24 et 25.

des libérés de porter un intérêt excessif à leurs protégés. Vous ne devez pas le faire, disait-elle, et puis elle ajoutait : mais charitablement vous pouvez le faire. (1).

S'il n'est pas possible de poser en principe que les sociétés porteront des secours aux familles des détenus, on peut souhaiter qu'elles ne reculent pas devant les efforts et les sacrifices qu'impose ce genre de patronage quand elles sont assez puissantes pour le pratiquer. En patronnant la famille d'un prisonnier on préserve de la misère et par conséquent des délits ou des crimes des gens privés de ressources depuis le jour où celui qui les faisait vivre est parti pour la prison ; car le détenu est parfois un individu qui gagnait la vie des siens au moment où il est devenu coupable : c'est un ouvrier qui dans un moment d'exaltation a frappé un de ses compagnons ; c'est un employé qui, pour satisfaire un caprice, a commis un abus de confiance. La femme et les enfants sont ruinés par l'arrestation du chef de famille, il est bon de prévenir les mauvais desseins que leur inspirerait le manque de pain. Et puis le patronage de cette malheureuse famille prépare, pour le jour de la libération, la rentrée du détenu à son foyer ; ce retour au milieu de ceux qui l'aiment sera la meilleure sauvegarde contre la rechute. Une société ne sort pas de son rôle, et ne fait qu'étendre son action en portant ses soins à ceux que le prisonnier

1. Le congrès de Lyon a repoussé l'amendement de Mme Dupuy tendant à la suppression de toute mention, dans l'instruction aux visiteurs, de l'assistance des détenus.

a laissés dans la pauvreté , à elle de savoir si ses forcés lui permettent d'augmenter ainsi ses charges !

Dans beaucoup de pays étrangers, en Suisse, en Allemagne (1), en Autriche par exemple, ce patronage spécial est rendu obligatoire par les statuts d'un grand nombre de sociétés ; en France il n'est généralement pas prévu par les statuts, mais il est assez souvent pratiqué en fait.

L'article 4 des statuts-type déclare que la société ne donne qu'exceptionnellement des secours en argent ; nous verrons plus loin que cette disposition est sage : l'article 5 parle de la réhabilitation des condamnés admis au patronage ; la réhabilitation qui efface la condamnation rend le reclassement plus facile, on comprend sans peine qu'il est nécessaire d'aider les libérés à l'obtenir.

Dans un titre II, les statuts traitent de *l'organisation de la société*.

Art. 6. — La société en outre de ses présidents et membres d'honneur se compose :

1° De membres titulaires qui versent une cotisation annuelle de... exigible dans le courant de...

2° De membres (fondateurs, perpétuels, bienfaiteurs, souscripteurs, adhérents).

M. Prudhomme dans son projet ne fixe pas le montant

1. Une circulaire des ministres de l'intérieur et de la justice de Prusse, du 19 juin 1895, relative au patronage, prescrit la remise du pécule à la société de patronage du lieu où le libéré fixe sa résidence et indique que le pécule sera employé en frais de route, en vêtements, logements, vivres, outils et *au besoin au soutien de la famille du libéré*.

de la cotisation. Il a voulu laisser aux œuvres le soin de décider sur ce point selon les circonstances ; mais il avait manifesté au congrès de Paris (1893) le désir que la somme exigée des adhérents fût minime, afin de permettre à un plus grand nombre de personnes de s'intéresser directement au patronage. A cela un membre de la section avait objecté que les ressources obtenues avec de faibles cotisations seraient forcément insuffisantes à défaut de subventions élevées des pouvoirs publics. Mais il n'y a pas à craindre, et les faits le prouvent, que l'argent vienne à manquer. Les plaintes formulées par les Sociétés à l'occasion de la dernière enquête ne portaient pas sur le défaut de ressources pécuniaires, et pourtant, en général, les cotisations ne sont pas élevées. Le patronage du reste ne se fait pas seulement avec de l'argent, et quelques membres actifs, intelligents et dévoués sont d'un plus grand secours qu'un beau revenu (1). Plus la cotisation est faible, plus le nombre des adhérents est grand ; les sociétés qui réclament peu d'argent sont ouvertes aux petits employés, aux contre-maîtres, aux ouvriers dont il ne faut pas mépriser le concours. En Suisse plusieurs œuvres ne demandent à leurs membres qu'un franc par an, et elles vivent et elles sont prospères.

Pour faire partie de la société, ajoute l'article 6, il faut

1. La Société générale pour le patronage des libérés qui compte à Paris 3 asiles, 3 ateliers, et recueille chaque année 3.500 à 4.000 malheureux ne fait pas une dépense supérieure à 16 francs par individu, et il faut moins sans doute pour des œuvres de moindre importance (V. discours de M. Béranger au congrès de Bordeaux.) *Compte-rendu*, p. 61.

être présenté par deux membres et être agréé par le conseil d'administration. Les mineurs peuvent être admis en justifiant de l'autorisation de leurs parents ou tuteurs.

La présentation des membres nouveaux par les membres anciens et l'admission par le conseil d'administration ont leur raison d'être. Dans l'œuvre du patronage la qualité de la personne n'est pas indifférente ; les adhérents doivent offrir certaines garanties de parfaite honorabilité ; il est utile que la Société puisse exiger d'eux autre chose que le paiement d'une somme d'argent. Pour faire du patronage, il faut plus payer de sa personne que de sa bourse, être à même de donner aux protégés de sages conseils, de dépenser généreusement son temps. On se demandera alors si le dernier paragraphe de l'article 6 qui prévoit l'adhésion des mineurs, contient une sage disposition. Nous croyons qu'on peut enrôler les jeunes gens dans nos sociétés à condition de ne leur confier que les missions qui ne supposent pas une grande expérience ou des capacités spéciales de la part de ceux qui les remplissent. Leur activité, leur zèle, leur enthousiasme sont des forces précieuses qui, bien dirigées, concourent grandement au succès. Et puis si les jeunes gens ne rendent pas de nombreux et d'importants services, en les enrôlant on s'assure du moins pour plus tard des adeptes.

L'Administration fait l'objet du titre III. A la tête de la société se trouvent un conseil d'administration et un bureau.

Article 9 : « La société est administrée par *un conseil d'administration* composé de... membres élus pour...

ans et renouvelables intégralement (ou bien par moitié, par tiers, par quart suivant la durée du mandat).

Les membres sortant sont rééligibles.

En cas de vacances, le conseil pourvoit au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine assemblée générale. Le nouveau membre ainsi désigné ne sera nommé que pour le temps restant à courir jusqu'à la date où le membre qu'il remplace aurait été lui-même soumis à la réélection. »

L'application de cet article ne souffre pas de difficultés. L'administration est confiée à un conseil ; il ne peut pas en être autrement, car il y aurait des inconvénients à multiplier les assemblées générales qui déplacent trop de monde, et d'autre part le bureau dont nous allons parler ne saurait assumer toutes les responsabilités.

Il y a lieu de décider, dans chaque cas, si les dames pourront faire partie du conseil. La section du congrès de Paris, chargée d'étudier le projet de statuts, a émis le vœu que les dames pussent faire partie du conseil, ou être constituées en comité spécial, plus particulièrement chargé des questions relatives aux femmes et aux mineurs.

Le *Bureau*, aux termes de l'article 10, est élu par le conseil. Il se compose d'un président, d'un vice-président (ou de plusieurs vice-présidents), d'un secrétaire, de... secrétaires-adjoints, d'un trésorier. Le bureau est élu pour un an, il est rééligible.

L'article 11 s'occupe des réunions du conseil qui peut être convoqué en dehors des époques fixées, toutes les fois que les besoins du service l'exigent, ou encore sur la demande du quart au moins des membres du conseil,

Article 12 : « Toutes les fonctions de membre du conseil et du bureau sont gratuites. (Cette dernière disposition est empruntée au modèle de statuts du conseil d'Etat). Le conseil d'administration peut désigner, même en dehors de la société, et sauf approbation de l'assemblée générale, un ou plusieurs agents rétribués dont il fixe les attributions. »

Un agent rétribué est utile. Quel que soit le zèle des membres, ils se trouvent parfois empêchés de faire eux-mêmes les démarches que comporte le reclassement des libérés. Il y a des courses urgentes, des déplacements imprévus pour lesquels l'agent est indispensable. Nous avons eu déjà l'occasion de dire qu'en Angleterre on emploie presque toujours des salariés dans les sociétés ; seulement il est important de choisir des hommes dévoués et intelligents. En France d'anciens militaires, de petits fonctionnaires retraités remplissent avec beaucoup de tact les fonctions que leur confient les œuvres de patronage.

Article 13 : « Les dépenses sont ordonnancées par le Président. La société est représentée en justice par... »

Le Conseil d'Etat admet que le droit de représenter la Société peut être attribué au Président, au trésorier ou au secrétaire.

Article 14 : « Le bureau statue sur les demandes urgentes de secours, l'admission provisoire au patronage, l'admission et le placement des enfants et sur toutes les mesures urgentes analogues, sauf à rendre compte de ses actes à la prochaine réunion du Conseil. Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à cet égard à un ou plusieurs de ses membres. »

Cette délégation assure à l'œuvre un fonctionnement plus rapide et plus efficace. La nécessité de réunir le bureau pour statuer sur toutes les demandes et toutes les admissions amènerait des retards fâcheux. En quelques heures le libéré peut être perdu. Dans son esprit, les bonnes pensées sont fugitives et facilement chassées par les désirs néfastes qui naissent en lui. C'est au moment où il se présente qu'il faut le saisir ; s'il est accueilli seulement par de vagues promesses, il n'est pas sûr qu'il persiste dans ses résolutions.

Article 15. — Le Président ou à son défaut le vice-président préside toutes les réunions. En cas de partage il a voix prépondérante.

Les articles 16 et 17 indiquent que le secrétaire rédige les procès-verbaux et la correspondance et qu'il a la garde des archives ; que le trésorier perçoit les recettes et les revenus et solde les dépenses.

L'art. 18 règle le pouvoir de l'assemblée générale des membres de la société qui se réunit généralement une fois par an. Cette assemblée approuve les comptes et constate d'après le rapport qui lui est présenté par le secrétaire les résultats acquis, la situation actuelle et discute sur les modifications à apporter au fonctionnement de la société ; elle procède à l'élection des membres du conseil dont les pouvoirs sont expirés. Le rapport du secrétaire et les comptes sont publiés, adressés à chaque membre, ainsi qu'aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, au Préfet du département, au premier Président, au Procureur général du ressort, aux Présidents des tribunaux et aux Procureurs de la République des arrondissements où la

société étend son action et au directeur de la circonscription pénitentiaire.

L'envoi du rapport aux ministres a une importance particulière. Il se justifie doublement. Il permet d'abord au gouvernement de se rendre compte des progrès du patronage en France et de se faire ainsi une opinion sur les pouvoirs plus ou moins larges qu'il pourra accorder aux sociétés ou demander pour elles ; ensuite il met les pouvoirs publics en mesure de répartir les subventions entre les sociétés, selon les dispositions de l'article 7. de la loi du 14 août 1885 : Les institutions agréées par l'administration pour le patronage des libérés reçoivent une subvention annuelle, en rapport avec le nombre des libérés réellement patronnés par elles, dans les limites du crédit spécial inscrit dans la loi de finances.

L'article 21 des statuts-type indique 5 *sources de revenus* : 1° Les cotisations et souscriptions des membres ; 2° les subventions qui pourraient être accordées par l'Etat, le département et les communes ; 3° les dons, legs dont l'acceptation aurait été autorisée par le gouvernement (alinéa spécial aux statuts des sociétés qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique) ; 4° les dons manuels en argent ou en nature et le produit des ressources exceptionnelles (conférences, quêtes, fêtes de bienfaisance) ; 5° les revenus des valeurs (et des biens si la société est reconnue d'utilité publique) appartenant à l'œuvre.

Le fonds de réserve comprend les libéralités sans emploi, les excédents de recettes annuelles qui ne seront nécessaires ni aux besoins ordinaires, ni au développement

de l'œuvre, la dotation et les sommes versées pour le rachat des cotisations périodiques (art. 22).

Il est déposé à la Banque de France ou dans une caisse de l'Etat, ou placé soit en rentes nominatives sur l'Etat, soit en obligations nominatives des six grandes compagnies de chemins de fer français (1).

Les fonds libres seront placés, jusqu'à leur emploi définitif, dans une caisse publique, à l'exception des sommes jugées nécessaires par le conseil d'administration pour les besoins du service pendant un trimestre. Les retraits seront effectués par le trésorier sur le vu d'une autorisation du président.

On avait recommandé au congrès de Paris (2) le placement dans les caisses d'épargne des sommes courantes et sujettes à remboursement. Il est prudent, pour une société, d'avoir, en dehors des fonds de roulement mis à la disposition du trésorier, certaines sommes recouvrables facilement et dans un très court délai. D'après la loi du 9 avril 1881, les caisses d'épargne peuvent recevoir jusqu'à huit mille francs des sociétés de patronage qui bénéficient de l'article 13 ainsi conçu : Les sociétés de secours mutuels seront admises à faire des versements à la caisse d'épargne postale et le compte ouvert à leur crédit pourra atteindre le chiffre de 8.000 francs. Les institutions de

1. Si la société est reconnue d'utilité publique elle pourra employer les fonds disponibles à l'acquisition d'immeubles, nécessaires au fonctionnement de la société ou en prêts hypothécaires, pourvu que l'immeuble hypothéqué ne soit pas grevé au-delà des 2/3 de sa valeur estimative.

2. Compte-rendu du Congrès, p. 105,

coopération, de bienfaisance et autres sociétés de même nature, pourront être admises à faire des versements dans les mêmes conditions, après avoir obtenu l'autorisation du ministre. L'article, conçu en termes très compréhensifs, est évidemment applicable aux sociétés de patronage.

Le titre V des statuts prévoit les *modifications à apporter aux statuts adoptés* et la *dissolution de la société*.

Article 24 : « Nulle modification aux statuts ne pourra être proposée à l'autorité administrative que sur la demande du conseil d'administration ou de... membres présents, par l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. En cas de modifications, la société devra se pourvoir d'une nouvelle autorisation administrative. »

Article 25 : « L'assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de la société et convoquée spécialement à cet effet doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. La dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. »

Ces deux articles sont calqués sur le modèle des statuts élaborés par le Conseil d'État pour les établissements qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique.

Aux termes de l'article 26, la *Liquidation* des biens de l'association est faite par un ou plusieurs commissaires désignés par l'assemblée générale qui attribue l'actif et les archives à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique (1).

1. Dans les cas où la Société est reconnue d'utilité publique, les

L'attribution de l'actif net à un établissement analogue est une disposition bien connue ; elle se trouve dans presque tous les statuts des sociétés de ce genre ; elle est même parfois consacrée par la loi. On la rencontre, en effet, dans l'article 7 de la loi du 24 mai 1825 sur les congrégations religieuses de femmes, dans l'article 15 du décret du 26 mars 1852 sur les Sociétés de secours mutuels, dans l'article 12 de la loi du 12 juillet 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur.

Tels sont les articles fondamentaux qui régissent généralement les Sociétés de patronage. Leurs moyens d'action sont indiqués dans un titre spécial ou font l'objet d'un règlement intérieur ; nous devons les étudier dans notre troisième partie. Remarquons qu'il y a intérêt à rejeter des statuts la méthode de patronage. On aura sans doute besoin de la modifier après expérience faite, or, il est plus facile d'apporter des changements à un règlement intérieur qu'à des statuts.

délibérations relatives à la dissolution de la Société sont adressées au ministre de l'intérieur. Si l'assemblée n'avait pas pris les mesures indiquées, un décret interviendrait pour y pourvoir.

CHAPITRE III

SITUATION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE.

Les associations ne se forment pas, en France, librement. L'Etat redoute leur action puissante, et il entend exercer sur elles un contrôle. Les associations de bienfaisance elles-mêmes n'échappent pas à ce contrôle, la mission qu'elles remplissent ne les dote d'aucun privilège. Elles avaient pensé se soustraire au droit commun, et, en fait, l'autorité administrative a longtemps hésité à intervenir. Nous trouvons la trace de ces hésitations dans les circulaires ministérielles du 30 octobre 1850, du 19 août 1852, du 15 juin 1854, du 16 octobre 1861 qui invitent les Préfets à rappeler aux associations de bienfaisance les obligations que la loi leur impose. L'autorisation que doivent demander les œuvres qui cherchent à soulager les souffrances humaines ne leur étant jamais refusée, leur négligence à satisfaire à la loi serait inexplicable.

Les sociétés de patronage sont soumises aux règles tracées pour les associations en général; c'est-à-dire que, lorsqu'elles réunissent plus de vingt membres, elles sont tenues d'obtenir, à Paris, l'autorisation du Préfet de police, et, dans les départements, l'autorisation du Préfet (art. 291 à 294 du Code pénal. art. 1, 2 et 3 de la loi du

10 avril 1834 confirmés par l'art. 13 du décret du 28 juillet 1848 et par le décret du 25 mars 1852).

L'autorisation accordée est toujours révocable (art. 1 de la loi du 10 avril 1834, § 2). Pour l'obtenir il faut adresser au Préfet l'acte constitutif de l'association qui précise l'objet, l'organisation, les moyens d'existence de cette association. La société composée de plus de 20 membres qui ne remplirait pas les formalités nécessaires serait une association illicite. Sans doute l'administration se montre toujours tolérante pour les œuvres qui n'ont d'autre fin que la charité et le bien ; mais c'est de sa part une faveur qui ne constitue jamais un droit.

Il ne suffira pas toujours à une société de patronage d'être autorisée ; l'autorisation, en effet, ne lui confère pas la personnalité civile (1), et cependant elle peut avoir besoin de posséder et d'acquérir ; elle devra alors solliciter la reconnaissance d'utilité publique. C'est ce que certaines sociétés ont fait, et spécialement celles qui entretiennent des asiles et des maisons de travail ; elles se placent ainsi dans une situation plus favorable à leur développement. M. Veillier, dont le zèle et l'expérience ont beaucoup contribué au succès de la Société de patronage et d'assistance de Seine-et-Marne, se plaît à constater

1. Cependant la jurisprudence a, dans certains cas, reconnu implicitement une personnalité civile très restreinte à des associations seulement autorisées, sous prétexte qu'elles servaient l'intérêt général et que l'autorité publique avait joué un rôle important dans leur création (Cass., 25 mai 1887. S. 88. 1. 161, et note en sens contraire de M. Lyon-Caen).

qu'un nouvel essor a été donné à cette œuvre par la reconnaissance d'utilité publique (1).

Nous croyons que la même constatation pourrait être faite dans bien des villes. Une société se sent plus forte le jour où, personne civile, elle a la faculté d'exercer les droits privés, la possibilité d'acquérir à titre onéreux sans autorisation, et à titre gratuit avec autorisation (art. 910 et 937 c. c.).

C'est un décret rendu en conseil d'Etat qui confère la personnalité civile. Ce décret est précédé d'une enquête sérieuse sur l'utilité de l'œuvre et sur ses chances de vitalité. D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, la reconnaissance d'utilité publique ne doit être accordée qu'à trois conditions ; il faut : 1° que l'œuvre présente une utilité sérieuse ; 2° qu'elle puisse compter sur des ressources suffisantes pour durer ; 3° qu'elle ait déjà fait ses preuves par une certaine durée et par l'importance des services qu'elle a rendus. Les sociétés de patronage remplissent généralement ces trois conditions ; elles sont essentiellement des établissements d'utilité générale, les subventions et les cotisations leur assurent des ressources suffisantes ; enfin les comptes rendus qu'elles publient chaque année enregistrent d'assez beaux résultats pour qu'on ne les chicane point sur les services rendus. Il est nécessaire cependant qu'elles attendent trois ans au minimum avant de demander la reconnaissance d'utilité publique, elles doivent produire alors les pièces suivantes :

1° Exposé indiquant : l'origine et le développement de

1. Enquête de 1896, p. 121.

l'œuvre, son but d'utilité publique, l'importance des services rendus, la justification de ressources proportionnées aux besoins de la société et pouvant garantir sa durée ;

2° Comptes des trois dernières années ;

3° Budget de l'année courante ;

4° Etat de l'actif et du passif ;

5° Liste des membres.

6° Délibération de l'assemblée générale (ou du conseil d'administration si ce conseil a reçu les pouvoirs nécessaires) demandant la reconnaissance légale, adoptant les statuts présentés et déléguant deux membres avec tous pouvoirs pour consentir les modifications qui peuvent être demandées par le gouvernement ;

7° Avis favorables du Préfet et du ministre compétent (1).

La personnalité peut être retirée par un acte de même nature que celui qui l'avait concédée.

Nous devons reconnaître qu'il existe des sociétés simplement autorisées qui exercent néanmoins une très grande influence. L'argent n'étant pas le grand facteur du patronage, la possibilité d'acquérir n'est pas indispensable à la réussite de l'œuvre ; elle n'est utile que pour la fondation d'asiles, de refuges, de maisons de travail, et aussi quand l'occasion se présente pour une société de patronage de recueillir des dons ou des legs assez importants pour constituer un patrimoine. Un patrimoine n'est pas à dédaigner, même par une œuvre de dévouement personnel.

1. V. *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage de France*. Décembre 1895, p. 171.

CHAPITRE IV

COMITÉS DANS LES PETITES VILLES.

Dans certaines villes peu importantes il est parfois difficile de créer une société de patronage ; d'abord parce que le nombre des libérés est trop faible pour en assurer le fonctionnement régulier, ensuite parce que les ressources locales sont insuffisantes. Une société qui n'a l'occasion d'exercer son influence que très rarement devient impuissante, elle manque d'activité et par conséquent de force, le jour où elle doit intervenir elle n'est pas prête à l'action, il semble qu'elle sorte d'une longue torpeur ; elle se heurte plus que les autres à l'indifférence du public, car, n'ayant pas de résultats à afficher, son utilité est contestée, il lui manque la ressource d'attirer l'attention et d'imposer le respect par de nombreux succès. Et puis, dans les pays de petite population, les membres actifs et les adhérents font défaut au patronage qui rencontre plus de préjugés, un esprit de parti moins tolérant que dans les centres importants.

Il n'est pas toujours possible de surmonter ces difficultés ; et pourtant il est utile que l'œuvre des libérés soit représentée auprès de chaque prison ; son triomphe dans la lutte contre la récidive ne sera complet que quand, répandue sur le territoire entier comme un vaste filet

aux mailles étroites, aucun libéré ne pourra lui échapper.

Le moyen d'implanter le patronage dans les petites villes est d'y créer des comités dépendant de la société départementale. Ce système a des adversaires qui proclament la supériorité des sociétés locales sur les comités, qui estiment qu'il ne faut user de ces derniers que comme suprême ressource. C'est ainsi que M. H. Prudhomme, dans le rapport qu'il faisait sur cette question au congrès de Lyon, affirmait la nécessité de créer partout des sociétés autonomes ; il indiquait qu'une société peut toujours trouver l'occasion de déployer son activité en s'occupant à la fois des hommes, des femmes, des enfants, des prévenus acquittés et de ceux qui ont bénéficié d'une ordonnance de non lieu ; il concédait néanmoins que dans certaines localités peu importantes, des obstacles assez grands s'opposent au développement de notre institution et ne permettent que la création d'un comité (1).

Quelle que soit la supériorité des sociétés sur les comités, il serait chimérique d'en tenter la fondation dans tous les pays. Comme l'a très justement fait remarquer M. Capitant (2), il faut éviter les échecs qui laissent après eux dans le public une impression fâcheuse. Dans le département de l'Isère où les détenus des prisons d'arrondissement sont, ou des vagabonds incurables, ou des gens du pays qui retrouvent leurs familles au moment de la libération, l'œuvre a sombré parce qu'on a voulu fonder une société par arrondissement.

1. V. Compte-rendu du Congrès de Lyon, p. 57.

2. M. Capitant professeur à la faculté de droit de Grenoble, *Compte-rendu du Congrès de Lyon*, p. 110.

Dans les pays où le système des comités s'impose, il est prudent de se soumettre à ce régime avant d'essayer de créer une société dont l'insuccès pourrait nuire à l'existence même de notre institution. D'ailleurs les comités peuvent jouir d'une certaine indépendance et n'être rattachés à une œuvre centrale que dans la mesure où ils ont besoin d'être secondés. Rien ne s'oppose à ce qu'ils recouvrent leur entière liberté le jour où ils se sentent assez forts pour vivre sans appui.

L'organisation de la Haute-Marne nous paraît mériter d'être signalée comme un exemple instructif. Il existe deux comités aux chefs-lieux des arrondissements de ce département, Langres et Wassy. Ces comités dépendent de la société de patronage de la Haute-Marne dont le siège est à Chaumont. Ils ont un conseil particulier dont les membres (président, secrétaire, trésorier) font partie de droit du conseil d'administration de la société centrale. Ils s'administrent et opèrent comme ils l'entendent, ce qui démontre la possibilité de donner à de simples comités une grande indépendance. Seulement, la société n'a qu'une caisse qui centralise toutes les cotisations ; c'est une grande sécurité pour les comités locaux d'avoir la certitude de ne pas manquer d'argent ; chaque année ils touchent une allocation votée par le conseil central, à charge par eux de rendre compte ; le montant de l'allocation est fixé suivant les besoins et autant que possible proportionnellement au nombre des sociétaires résidant dans l'arrondissement. Cette façon de répartir les fonds aurait des inconvénients dans les arrondissements pauvres en sociétaires ; on pourrait concevoir un autre mode

de répartition suivant lequel la somme votée par le conseil serait calculée d'après le nombre des patronnés. On aurait tort de voir dans l'obligation de rendre compte une mesure de défiance humiliante pour le comité ; on sait, en effet, que les sociétés ont l'habitude de donner aux assemblées générales des comptes détaillés qui souvent sont publiés (1).

Au lieu de comités, une œuvre peut avoir, dans certains pays, des membres correspondants. Choisis parmi les hommes ayant une situation prépondérante dans leur localité, ayant des relations, une influence, ces membres sont capables de rendre à la société à laquelle ils se rattachent des services importants, soit en lui envoyant des individus à patronner, soit en plaçant eux-mêmes des libérés. Ils ont nécessairement une certaine initiative, semblable à celle des membres du bureau, sauf à rendre compte aux réunions du conseil d'administration. Le cas échéant, en présence de demandes nombreuses de patronage, et au moment où s'opérerait un mouvement favorable à l'institution, le membre correspondant se trouverait désigné pour grouper autour de lui quelques hommes dévoués et pour former ensuite un véritable comité.

En Suisse, quelques sociétés, et notamment celle de Neufchâtel, remplacent les comités de district par des

1. Malgré l'exemple de Chaumont, il faut reconnaître que la création des comités souffre parfois des difficultés. Ainsi, à Nancy, la société a échoué dans sa tentative de constituer des comités.

membres correspondants investis d'ailleurs des mêmes attributions et de la même mission (1).

1. V. M. Blache : discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Besançon le 16 octobre 1893.

M. Heine, directeur des prisons du Hanovre, dans sa brochure intitulée : *Comment arriver à fonder une société de patronage viable ?* se montre très partisan des membres correspondants ; il désire qu'il y ait un « assistant » dans chaque ville industrielle.

CHAPITRE V.

INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'Etat, avons-nous dit, ne doit pas pratiquer le patronage lui-même ; il ne saurait réussir dans une œuvre pour laquelle il faut, selon l'expression de M. Béranger, le généreux apostolat des volontaires de la Charité. Dans presque tous les pays on a reconnu le danger du patronage officiel et, dès 1883, une enquête internationale révélait que les gouvernements s'effaçaient devant l'initiative privée.

Mais si l'Etat ne fait pas de notre institution un de ses organismes, il n'est pas indifférent à son existence et à son développement. Cette institution intéresse la collectivité des citoyens, elle cherche à diminuer le nombre des récidivistes, elle allège par conséquent le budget de la justice criminelle et des services pénitentiaires, elle a le droit de solliciter et d'obtenir l'appui, le concours même des pouvoirs publics. Ainsi, des particuliers fondent des sociétés de patronage dans l'intérêt général, l'Etat, en leur laissant une liberté d'action compatible avec les lois et les règlements, a le devoir de leur accorder les faveurs qu'elles réclament de lui. Il est juste d'ailleurs de constater que jamais, ni en France, ni ailleurs, les gouver-

nements n'ont méconnu les services rendus par l'œuvre des libérés ; de nombreuses circulaires ministérielles ont contribué, chez nous, à son développement, et toutes les fois qu'un orateur est monté à la tribune pour en faire l'apologie, il a été applaudi.

Le patronage, institution privée, a été en quelque sorte consacré par la loi du 14 août 1885 qui, dans son article 6, dispose que l'administration peut charger les sociétés ou institutions de patronage de veiller sur la conduite des libérés conditionnels qu'elle désigne spécialement, et dans les conditions qu'elle détermine ; il est consacré aussi par les articles 7 et 8 de la même loi que nous avons eu l'occasion de citer et qui traitent de la répartition des subventions et de la rémunération accordée pour la protection prêtée aux libérés conditionnels. C'est une reconnaissance légale. Les sociétés de patronage ont donc conquis la confiance de l'Etat ; que lui demandent-elles ? D'abord elles lui demandent de ne point économiser sur les subventions ; comme nous l'avons dit, elles ne peuvent pas réclamer à leurs membres de fortes cotisations ; elles ont besoin d'augmenter leurs ressources à l'aide des allocations généreuses que les caisses publiques consentent à leur donner. Les sociétés, du reste, n'ont généralement pas à faire face à de grosses dépenses, le sacrifice qu'on demande à l'Etat est léger. A tout considérer, il n'y a même pas de sa part un sacrifice, car si d'une part il grève son budget de subventions, d'autre part il voit diminuer le nombre des individus qu'il doit entretenir à ses frais en prison ; l'argent dépensé en patronage, même au point de vue budgétaire, n'est pas de l'argent

perdu; ce n'est pas une charité que fait l'Etat, c'est un placement. Pour les libérés conditionnels, son opération ne laisse pas que d'être très avantageuse, car l'article 8 de la loi du 14 août 1885 décide que l'Administration allouera à la société une somme de 50 centimes par jour pour chaque libéré pendant un temps égal à celui de la durée de la peine restant à courir, sans que cette allocation puisse dépasser 100 francs. Or la libération conditionnelle ne pourrait pas bien souvent être accordée si la société de patronage ne s'engageait pas à recevoir, à surveiller le libéré, alors le condamné ferait sa peine entière en prison où il coûte plus de 50 centimes par jour.

En 1896, une somme de 140.000 francs figurait au chapitre du budget relatif à notre institution; en 1897 le crédit avait été abaissé à 120.000 francs, mais un crédit supplémentaire de 15.000 francs a été voté sur un amendement de M. Leveillé et le gouvernement a inscrit au projet de budget de 1898 l'ancienne somme de 140.000 francs.

L'Etat intervient encore pour soutenir notre œuvre en facilitant les rapports des sociétés avec la magistrature et l'administration pénitentiaire. Il y a des individus qui peuvent être réclamés dès l'instruction ou à l'audience : ce sont des enfants dont la faute est légère, des vagabonds miséreux et intéressants, des prévenus ou accusés qui vont bénéficier d'une ordonnance de non-lieu, des acquittés pour qui l'abandon lors de la mise en liberté serait fatale; le gouvernement peut, au moyen de circulaires, encourager les magistrats à mettre ces individus en relation avec les œuvres de patronage. Il peut aussi

faciliter aux membres visiteurs l'accès des prisons ; prier les directeurs des établissements pénitentiaires de signaler aux sociétés les détenus dignes de leur attention.

En Angleterre, les sociétés de patronage tiennent de la loi le pouvoir de révoquer la libération conditionnelle des anciens détenus dont la surveillance leur est déléguée ; elles sont ainsi dépositaires d'une parcelle de puissance publique. Il est douteux que, chez nous, un pareil pouvoir puisse produire d'heureux effets, et peut-être est-il préférable que les sociétés françaises ne cherchent pas à empiéter sur les prérogatives du gouvernement. Pour qu'elles inspirent confiance aux libérés, il faut qu'elles lui apparaissent comme des œuvres essentiellement charitables ; s'il les voit armées de certains droits jusqu'alors réservés aux représentants de l'État, ils s'éloigneront de cette institution qui ressemblerait, en quelque manière, à l'administration qui les a mis et tenus sous les verrous. D'ailleurs les sociétés qui reçoivent des libérés conditionnels ont déjà sur eux un assez grand ascendant ; ces libérés savent que s'ils cessaient d'être dignes de leurs soins, elles pourraient en renonçant à les surveiller, provoquer leur réincarcération.

Il ne faudrait pas exagérer la théorie suivant laquelle les sociétés de patronage ne doivent pas avoir qualité pour agir comme déléguées de l'État. Pour les enfants il serait au contraire à souhaiter qu'elles eussent le pouvoir de poursuivre la déchéance de la puissance paternelle au même titre que les parents des mineurs et que le ministère public (1) ; une intervention du gouvernement pour

1. Art. 3. Loi du 24 juillet 1889.

leur conférer ce pouvoir serait bien accueillie (1). Un grand pas a déjà été fait dans cette voie le 24 juillet 1889 par la loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Les établissements d'assistance publique, les associations de bienfaisance et les personnes privées auxquels un enfant a été confié par ses parents ou tuteurs peuvent demander au Tribunal que le droit de puissance paternelle soit délégué à l'assistance publique, et que l'exercice de ce droit soit attribué à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant, (art. 17). Mais il faut le concours et le consentement des parents.

Quand un établissement a recueilli un enfant de moins de 16 ans, sans le consentement de ses parents ou du tuteur, il doit faire une déclaration dans les trois jours au maire de la commune, ou, à Paris, au commissaire de police, et si, dans les trois mois de cette déclaration, les parents ou le tuteur n'ont pas réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent obtenir du tribunal l'exercice de tout ou partie des droits de puissance paternelle, (art. 19). Mais l'établissement serait désarmé en présence de parents qui exigeraient la réintégration de l'enfant au domicile paternel, et si ces parents sont indignes, il serait utile que l'Etablissement charitable eût le droit de demander la déchéance sans attendre l'intervention du ministère public.

1. On s'est plaint quelquefois que les sociétés de patronage ne se fassent pas déléguer plus souvent l'exercice de la puissance paternelle ; c'est que, quand le consentement des parents est nécessaire, il n'est pas toujours si facile qu'on le pense de l'obtenir. (Voir Claro. *Bull. Société générale des Prisons*, 1898, p. 84.

Le gouvernement aurait aussi à prendre l'initiative de mesures favorables à la libération conditionnelle quand elle est sollicitée par les sociétés de patronage. Pour accorder la libération conditionnelle on tient compte de l'amendement du détenu, mais on se préoccupe aussi de savoir quels seront ses moyens d'existence à la sortie de prison. Il n'y aurait pas d'inconvénients à admettre, comme règle générale, que le fait pour un individu d'être réclamé par une société de patronage serait une justification suffisante de moyens d'existence ; eh bien ! la libération est parfois retardée ou même refusée malgré les instances des sociétés qui cependant offrent aujourd'hui des garanties assez sérieuses pour inspirer une entière confiance.

L'Etat peut donc venir en aide au patronage ; il est facile au gouvernement de fortifier l'œuvre des libérés au moyen de lois nouvelles, de règlements ou de simples circulaires (1). La protection des pouvoirs publics a, dans tous les cas, pour effet de donner aux particuliers plus de confiance dans cette institution qui, malgré son utilité sociale et son caractère d'œuvre charitable, n'a pas encore toutes les sympathies.

1. Au congrès de Stockholom plusieurs orateurs ont demandé s'il n'y aurait pas lieu de rendre, par une loi, le patronage obligatoire au moins pour les libérés conditionnels ; on leur a répondu que le patronage repose sur la confiance réciproque qui doit exister entre les sociétés ou leurs agents et les libérés, et que cette confiance exige la spontanéité du patronage.

CHAPITRE VI

RELATIONS DES SOCIÉTÉS ENTRE ELLES. BUREAU CENTRAL.

L'isolement des sociétés de patronage met en péril l'institution elle-même ; leur union, au contraire, assure son développement, ses perfectionnements, augmente sa puissance. Les œuvres s'améliorent et se fortifient l'une par l'autre ; elles tirent parti de leurs essais, de leurs expériences réciproques, elles s'entr'aident et se soutiennent. Unies, elles peuvent échanger des libérés, les unes ayant pour les placements des débouchés qui manquent aux autres ; se concerter pour les rapatriements, se renseigner sur les origines et la famille des patronnés. La société de Lyon, par exemple, protégeant un individu qui est de Bordeaux, pourra désirer entrer en relation avec une société de Bordeaux pour savoir si la famille de cet individu est à même de le recevoir, de lui procurer du travail, de le mettre en garde contre la récidive.

Le moyen d'assurer l'union des sociétés est de créer un organe central. Aux Etats-Unis, une partie des résultats obtenus doit être attribuée aux liens qui ont été de bonne heure établis entre les associations ; les assemblées de toutes les sociétés, organisées par la société de patronage de New-York, ont été le point de départ d'un remarquable développement. D'ailleurs l'utilité de l'union n'a

jamais été contestée, et, dans tous les pays où l'institution est vivante, il existe des organes centraux plus ou moins complets.

Aujourd'hui en France, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Danemark, et dans les pays scandinaves il existe des institutions qui servent de lien entre toutes les œuvres ou entre une partie des œuvres.

La nécessité d'une centralisation a été proclamée dans plusieurs congrès. Notamment le congrès international d'Anvers de 1890 a émis le vœu suivant : « Le congrès recommande de rattacher entre elles les institutions de chaque pays par une organisation centrale qui, tout en conservant à chaque société son caractère propre et son autonomie, multiplie ses moyens d'action par l'échange des idées et des informations et l'association des efforts. » Au congrès de Saint-Petersbourg de la même année on avait décidé que, dans l'intérêt du patronage international, il faudrait établir des liens entre les sociétés.

Chez nous, la société générale de patronage, comprenant l'utilité d'une union des œuvres, avait cherché à servir de point d'appui à toutes les sociétés locales ; elle s'est heurtée malheureusement à l'esprit d'exclusivisme et de particularisme qui paralyse trop souvent les efforts tendant à une action commune (1).

La société centrale fondée en 1888 se proposa, elle aussi, de travailler à l'union ; elle voulut devenir « un

1. V. Rapport de MM. Lefebvre et Bogelot, congrès de Paris 1893.
Compte-rendu, p. 25.

moyen de communication, un élément d'émulation et d'encouragement, un foyer de renseignements et de conseils », elle chercha à étendre l'institution, elle entreprit même avec succès le patronage international.

Cette importante question de la fédération de toutes les sociétés de patronage de France fut soumise au congrès national tenu à Paris en 1893. Un questionnaire avait été par avance envoyé aux représentants des œuvres à Paris et en province, les réponses qui furent faites approuvaient unanimement l'idée d'union ; partout on comprenait que le patronage, pratiqué sans entente par des associations qui ne se connaîtraient pas, serait condamné à la faiblesse sinon à l'impuissance. Aussi, dit M. Cheysson (1), c'est par une sorte d'acclamation que le congrès de Paris a voté en principe l'union des sociétés françaises de patronage dans le but de féconder leur action par le groupement.

Mais il s'agissait de savoir quelle méthode il serait bon de suivre pour ce groupement. Les rapporteurs, MM. Boggelot et Lefébure, désiraient un Bureau central pour toute la France, et, en dehors de lui, un groupement secondaire par ressort de cour d'appel. Cette union à deux degrés, inspirée par le système pratiqué en Angleterre en matière de secours mutuels, parut arbitraire et même capable de compromettre le succès de l'entreprise, car il était à craindre que, dans certaines régions, on n'arrivât pas à constituer le groupe intermédiaire (2). On s'arrêta

1. Rapport de M. Cheysson. Congrès de Lyon 1894. *Compte-rendu*, p. 30.

2. En Allemagne, au contraire, des groupements régionaux précédèrent le groupement général.

à la constitution d'une union représentée par un Bureau central, et la proposition suivante fut adoptée : « Une commission permanente sera nommée pour suivre la réalisation des vœux du congrès, notamment en ce qui concerne la constitution d'un Bureau central de patronage destiné à servir de lien entre les différentes sociétés, pour établir et publier la statistique des œuvres, pour déterminer le lieu et la date du prochain congrès. » On laissait ainsi de côté la question des groupes régionaux que les sociétés restaient libres de former ou de ne pas former (1). Le congrès fit plus que d'émettre un vœu, car, dès le lendemain du vote de la proposition que nous venons de rapporter, il nommait les membres de la commission permanente. Leur mission était précise, ils ne tardèrent pas à en commencer l'accomplissement ; ils rédigèrent les statuts de l'« *Union des sociétés de patronage de France* » (2), recueillirent les adhésions qui furent dès les premiers jours très nombreuses ; enfin ils constituèrent le Bureau central. C'est ainsi que nous possédons aujourd'hui un organe qui répond aux vœux de tous et qui contribue largement aux progrès et au développement de l'œuvre des libérés.

1. On ne pratique guère les groupements régionaux. Notons cependant que, dès 1892, M. Berthélemy, alors professeur à la faculté de droit de Lyon, pratiquait dans la région du Sud-Est une union très favorable aux petites sociétés. Dans les Vosges trois arrondissements ont adhéré aux statuts élaborés par l'arrondissement d'Epinal. Ce sont ceux de Mirecourt, Neufchâteau, Remiremont.

2. Les statuts furent arrêtés par la commission permanente dans sa séance du 23 décembre 1893. V. *Bulletin de l'Union des sociétés de France*, juin 1895.

En formant l'Union, il y avait un écueil à éviter ; il fallait en effet ménager les susceptibilités de toutes les sociétés et leur assurer une complète indépendance ; il devait être entendu que chaque association, adhérente à l'Union, resterait absolument libre. C'est pour qu'il n'y ait pas le moindre doute à cet égard que la dénomination de « Fédération » à laquelle on avait d'abord pensé, fut écartée, sur une observation de M. Léveillé. La Fédération implique une abdication des membres au profit du groupe ; on ne voulait pas que les sociétés pussent croire qu'en s'unissant elles allaient aliéner leur liberté ; aussi les articles 2 et 3 des statuts sont-ils particulièrement clairs et précis. « Art. 2 — L'union a pour but de grouper les sociétés françaises de patronage, adhérentes aux présents statuts, en vue de faire profiter chacune d'elles de l'expérience de toutes les autres, et de faciliter, par l'établissement des rapports réguliers, le placement des libérés. Elle provoque et facilite la création d'œuvres de patronage par l'envoi de tous les renseignements, documents, modèles de statuts et, si son budget le permet, par des subventions. Elle représente les intérêts généraux du patronage devant l'opinion et les pouvoirs publics et s'efforce de le seconder par tous les moyens en son pouvoir. Art. 3. — L'union offre son concours sans l'imposer. Elle n'est pas une œuvre directe de patronage, mais un instrument d'information, de propagande et d'aide mutuelle. *Elle n'intervient en rien dans le fonctionnement intérieur des sociétés qui conservent une indépendance absolue.* Celles-ci correspondent entre elles, si elles le jugent convenable, sans passer par l'union.

L'union est administrée par un *bureau central* qui se tient en relations régulières avec les sociétés adhérentes pour leur servir de lien, qui centralise les comptes-rendus qui lui sont envoyés par les sociétés-membres, qui réunit les informations techniques, législatives et statistiques relatives à l'œuvre et les publie, qui fait aux sociétés des communications, et sollicite leurs études sur les questions intéressant le patronage en général (V. art. 6).

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article 2, le bureau central doit jouer le rôle de « courtier » entre les différentes sociétés, les aider, les appuyer, les représenter auprès des pouvoirs publics, sans jamais intervenir dans leur fonctionnement et sans faire lui-même œuvre de patronage. On a compris avec peine son véritable caractère, si bien défini cependant dans les statuts, et il n'est pas rare, encore aujourd'hui, que des libérés lui soient adressés. Il n'a pas à s'occuper des individus, il est seulement au service des sociétés.

Le Bureau central est l'organe du patronage auprès des pouvoirs publics ; et ce n'est pas là un de ses moindres attributs. Il a l'autorité nécessaire pour exprimer les vœux de l'œuvre, présenter ses requêtes, solliciter l'intervention du gouvernement ou du législateur ; il est d'autant mieux écouté que ses désirs sont ceux de toutes les sociétés françaises, qu'il ne parle pas seulement au nom d'un groupe, mais au nom de tous les adeptes du patronage ; il n'est pas le défenseur d'intérêts particuliers, il représente les intérêts généraux de l'institution.

Centralisant tous les renseignements utiles au patronage, le bureau central sait dans quelles villes il n'existe

pas de sociétés, sur quels points du territoire il faut stimuler l'initiative privée, porter des secours. C'est lui qui est le plus capable de susciter la création d'œuvres nouvelles, c'est lui qui est le plus à même de leur faciliter les débuts en mettant à la disposition de leurs fondateurs toutes les indications nécessaires, en leur procurant des relations avec les associations voisines. Il est toujours prêt à envoyer des documents, des imprimés, il ne ménage pas les commentaires et les explications. C'est surtout à créer des sociétés auprès des prisons cellulaires et des maisons centrales que tendent ses efforts, les détenus qui sortent de cellule étant mieux préparés que les autres au patronage, et ceux qui quittent les maisons centrales ayant besoin d'être immédiatement dirigés vers le lieu où ils ont le plus de chance de trouver un appui et du travail ; il est en tous cas nécessaire de les éloigner du lieu de détention. Le bureau central a pleinement réussi dans son rôle d'excitateur. Grâce à lui le nombre des associations qui travaillent au reclassement des libérés ne cesse de s'accroître.

Nous lisons dans l'article 2 des statuts de l'Union que le Bureau central sert de lien entre les œuvres. Il est l'intermédiaire, le courtier capable de rapprocher les parties qui se cherchent. Ainsi, pour les placements, s'il n'agit pas lui-même, il renseigne la société qui veut placer au loin un individu, sur l'œuvre dont elle peut solliciter le concours, et il la met en relation avec elle.

On a agité au congrès de Lyon, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'instituer un casier de patronage. Chaque libéré aurait une fiche donnant sur lui les indications intéres-

santes et cette fiche serait classée au Bureau central; de sorte que, quand une société voudrait savoir si un individu a déjà reçu les secours d'une autre société, et si ces secours ont été, dans une certaine mesure, efficaces, s'il a suivi les conseils de ses protecteurs, elle n'aurait qu'à s'adresser au Bureau central qui répondrait : Il n'y a pas de fiche à ce nom, c'est-à-dire, l'individu n'a jamais été patronné, ou, au contraire, la fiche de cet individu porte les renseignements suivants. Certes, le casier de patronage offrirait de grands avantages; on a reconnu qu'il aurait aussi de graves inconvénients; il est prudent de prévoir surtout qu'il serait considéré par les libérés comme un second casier judiciaire; l'ancien détenu n'aime pas à laisser des traces matérielles de sa condition; ce dossier soigneusement catalogué dans des archives ne manquerait pas de l'effrayer. Et puis pratiquement, le Bureau central pourrait-il se charger d'une telle besogne? Il faudrait en faire une administration en quête de renseignements sur les patronnés, et cette administration ne tarderait pas à être suspecte à ceux dont elle doit avoir la confiance. Jusqu'ici le casier de patronage n'est pas créé, il est probable qu'il n'existera jamais (1).

Le bureau central organise des assemblées générales des membres de l'Union (V. art. 16 des statuts). Dans ces assemblées il fait connaître les résultats de sa gestion ainsi que la situation morale et financière de l'union. Ces réunions ont encore l'heureux effet d'être pour les adeptes du patronage l'occasion d'un rapprochement d'où ils sor-

1. Congrès de Lyon. *Compte-rendu*, p. 125.

tent plus zélés et plus expérimentés. Depuis le mois de juin 1895, il est publié un bulletin sous la direction du secrétaire général de l'Union. Ce bulletin met les lecteurs au courant de tout ce qui touche au patronage, il est conçu dans un esprit éminemment pratique, il instruit au moyen de tous les renseignements qu'il recueille sur l'institution, il apprend aux œuvres à se connaître mutuellement; chaque société adhérente à l'Union le reçoit gratuitement.

Enfin c'est au Bureau central qu'incombe le soin d'organiser les congrès (art. 17) qui réunissent à intervalles périodiques les sociétés et les personnes dévouées à l'œuvre du patronage; il se concerta avec le comité du lieu où doit se tenir le congrès pour tracer le programme et le règlement des séances. Le premier congrès national est, comme nous l'avons vu, celui de Paris (1893) d'où est sortie l'Union des sociétés de patronage de France. Le Bureau central a concouru à l'organisation de ceux de Lyon (1894) et de Bordeaux (1896), il prépare celui qui se réunira à Lille au mois de mai prochain.

Des ressources pécuniaires sont indispensables à un organe qui prête son appui à toutes les sociétés de patronage de France, qui est en correspondance avec les pays étrangers, qui assume la charge de publier un bulletin périodique. Notre Bureau central touche du gouvernement une subvention qui s'élève à 15.000 francs par an, les sociétés adhérentes versent une cotisation annuelle de 10 francs qu'elles peuvent racheter en donnant, une fois pour toutes, une somme de 300 francs (art. 4); de plus,

les personnes qui ne font pas partie de l'Union paient l'abonnement au bulletin 5 francs par an.

Un arrêté de M. le Ministre de l'intérieur, du 2 juillet 1896, a autorisé l'Union française ; la reconnaissance d'utilité publique sera ultérieurement sollicitée.

Cette union avec son Bureau central est, dès maintenant, solidement organisée ; les services qu'elle a rendus prouvent assez son utilité et permettent de déclarer qu'elle est indispensable au développement du patronage.

CHAPITRE VII

UNION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE.

Il y a dans les prisons de chaque nation un certain nombre d'étrangers qu'il est nécessaire de rapatrier au jour de la libération. Les sociétés de patronage ne peuvent renvoyer les libérés étrangers dans leurs pays d'origine qu'à la condition d'entrer en relation avec les sociétés de ces pays, de s'entendre avec elles.

Pour que le patronage international fût pratiqué facilement et régulièrement, il faudrait que le vœu émis au congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg (1890) reçut une entière réalisation, que dans chaque pays il existât un organe central, véritable représentant de toutes les œuvres de patronage. Sans doute quelques sociétés suisses et allemandes, et chez nous la Société centrale ont pu faire, avant même la constitution de toute union, des échanges de libérés de pays à pays, mais dans une mesure modeste et au prix de grandes difficultés. L'idée de fédération a fait depuis quelques années de très grands progrès, on a pu fonder une « Union internationale des sociétés de Patronage », nous touchons au moment où les relations avec les sociétés étrangères s'établiront aisément.

C'est au deuxième congrès d'Anvers (1894) que furent jetées les bases de l'union internationale (1). M. Lejeune ayant exprimé le désir que des organes centraux fussent partout créés et qu'une entente s'établît entre eux, donna lecture des conclusions suivantes : « Il est désirable que dans chaque pays existe un organisme central pour faciliter le rapatriement des étrangers condamnés par les tribunaux locaux, et pour recevoir et patronner les nationaux condamnés à l'étranger ; que les institutions centrales des divers pays entrent en relation pour régler les conditions dans lesquelles devra s'opérer l'échange des patronnés et pour favoriser les développements ultérieurs dont l'œuvre internationale de patronage paraîtra susceptible. »

M. A. Rivière se fit alors l'interprète des sentiments de tous en proposant que la Belgique fût la capitale du patronage, en demandant à l'assemblée de déclarer la permanence du congrès et de nommer à cette fin une commission permanente. Cette commission devait « préparer la solution de toutes les difficultés internationales pouvant surgir en matière de patronage, fixer la date et arrêter le programme des futurs congrès, publier un bulletin de patronage. Les paroles de M. A. Rivière furent consignées dans un vœu que rédigèrent les représentants de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Roumanie et du Luxembourg et qui fut adoptée à l'unanimité. On choisit Anvers comme siège de la commission

1. V. *Bulletin de la société générale des prisons*, 1894, p. 1063 et suivantes.

permanente et on nomma les membres de cette commission dont le premier acte devait être l'élaboration d'un règlement.

Deux ans se passèrent. Enfin, à l'issue du congrès d'anthropologie criminelle de Genève, les membres de la commission internationale des œuvres de patronage présents à Genève se réunirent à l'Hôtel-de-Ville et adoptèrent un projet de statuts. Le rôle de l'Union est ainsi précisé dans l'article 1^{er} : « L'union internationale des œuvres de patronage a pour mission de préparer les solutions des problèmes concernant la lutte contre la criminalité par les formes diverses du patronage, et de faciliter les relations entre les institutions qui poursuivent ce but dans les différents pays. » Aux termes de l'article 2, l'Union se réunit en congrès tous les quatre ans à Anvers (1). Ces congrès sont préparés par la commission permanente qui choisit les questions à discuter et nomme les rapporteurs officiels (art. 3). La commission d'ailleurs est chargée de l'administration de l'Union, elle tient séance une fois par an, au moins, dans une ville désignée. Elle doit publier un bulletin (v. art. 5 à 11 des statuts). Une cotisation de 5 francs est exigée des membres.

Il est permis de fonder des espérances sur cette union encore très jeune. Elle facilitera la pratique du patronage international aujourd'hui si indispensable ; avec le

1. Les adhérents à l'Union sont de droit membres du congrès ; pour les non adhérents, les conditions d'admission sont fixées par la commission spéciale d'organisation, le bureau de la commission permanente entendu.

développement des moyens de communication, chaque nation voit circuler sur son territoire un nombre d'étrangers toujours plus grand, et parmi ces étrangers il est beaucoup d'aventuriers qui échouent dans nos prisons, et qu'il faut rapatrier au moment de leur mise en liberté.

L'union internationale contribuera aussi au perfectionnement de l'œuvre ; les progrès s'opèrent par l'échange des idées. et la connaissance des expériences tentées dans tous les pays.

Enfin le patronage, devenant une institution à peu près universelle, s'imposera à l'attention et au respect des plus indifférents et des plus sceptiques.

TROISIÈME PARTIE

Les moyens d'action des sociétés de patronage.

CHAPITRE PREMIER

OFFRE DU PATRONAGE. — RAPPORTS DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE AVEC LES SERVICES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS.

Nous avons étudié l'organisation générale du patronage, nous avons vu comment les sociétés se constituent, quelle place elles occupent dans l'État, comment elles s'unissent, nous devons maintenant examiner leur fonctionnement. La machine est construite, il reste à la mettre en mouvement.

Le premier devoir d'une société de patronage est de chercher à entrer en relations avec les libérés qu'elle désire patronner. Elle pourrait attendre qu'ils vinssent frapper à sa porte, mais il serait à craindre qu'elle ne fût pas souvent sollicitée ; si les demandes spontanées existent, elles sont rares. Il est donc nécessaire d'user de certains moyens pour mettre en contact les protecteurs et les protégés ; quels sont ces moyens ?

D'abord un prévenu ou un accusé peut passer directement des mains des magistrats aux mains des membres de la société de patronage, sans passer par la prison ; c'est un individu qui bénéficie d'une ordonnance de non-lieu ou un acquitté. M. Raux dit fort bien, dans son rapport sur la première question proposée au congrès de patronage de Lyon (1894) : « Au parquet il appartient d'utiliser le concours des œuvres de patronage pour sauver d'une condamnation le prévenu coupable d'un léger délit à qui il importe bien plus d'éviter la flétrissure du casier judiciaire qu'une punition de quelques jours de prison ; aux magistrats de signaler parmi les acquittés et les bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu ceux que la libération laisse sans ressources (1) ». En conséquence le congrès a, en assemblée générale, préconisé l'emploi de carnets à souche. Les magistrats, pourvus de ces carnets, peuvent, au moyen d'un bulletin à détacher, attirer l'attention des sociétés sur les individus particulièrement intéressants. Cette pratique est généralement approuvée. Ainsi, à Lyon, et nous ne donnons là qu'un exemple, elle a produit d'excellents effets. Dans cette ville, par un accord entre les magistrats du parquet et la société, il a été convenu que tout individu arrêté et amené au petit parquet serait adressé à l'œuvre, au lieu d'être déféré au tribunal, si la cause de son arrestation le permettait et s'il y avait lieu d'espérer que le patronage le sauverait d'une rechute. Pour les enfants on fait mieux encore, on se présente à l'audience et on les réclame ; on arrive à évi-

1. *Compte-rendu* du congrès de Lyon, p. 14.

ter une condamnation ou leur remise à des parents indignes.

Les individus recueillis au sortir de l'audience sur la recommandation des magistrats ou réclamés pendant l'audience ne sont pas à proprement parler des libérés. Comment nos sociétés se mettront-elles en rapport avec les condamnés, comment iront-elles leur offrir leur appui ?

Il s'agit d'abord de préparer le détenu à recevoir l'offre du patronage ; c'est sur le régime pénitentiaire qu'on doit compter pour faciliter le premier contact du condamné avec ceux qui veulent le reclasser. La cellule, par exemple, dispose les détenus mieux que l'emprisonnement en commun à accepter le patronage, elle les soustrait aux mauvaises influences, elle les place dans une solitude qui les pousse à la méditation, qui les laisse aux prises avec de tristes souvenirs ; bientôt ces souvenirs provoquent les regrets, et quand est né le repentir l'amendement commence, le patronage alors peut être offert. L'espoir de la libération conditionnelle rend aussi les prisonniers, pour ainsi dire, plus malléables ; ceux qui désirent l'obtenir confient volontiers leur sort aux œuvres de patronage, ce sont des clients faciles.

On a proposé certaines innovations qui tendraient à faire connaître aux condamnés l'existence des sociétés et leur utilité. Des conférences faites à l'intérieur des prisons ne seraient-elles pas un excellent moyen pour instruire les détenus ? On a signalé souvent la pratique en vigueur à Châlon-sur-Saône où des conférences sont faites chaque dimanche dans la prison. Dans le compte-rendu des travaux de la société de cette ville pour l'année 1896, on lit

cette constatation : « L'œuvre des lectures et conférences à la prison de Châlon est entrée dans sa dix-neuvième année. Les conférences ont lieu tous les dimanches dans le quartier des condamnés, elles produisent un bon effet sur les détenus et les préparent au patronage ». Mais les directeurs des prisons ne permettent pas toujours ces conférences, et d'ailleurs les hommes capables de se faire écouter et comprendre des prisonniers assemblés sont assez rares ; il n'en reste pas moins vrai, que dans les villes où le directeur de la prison ne voit pas d'inconvénient à laisser pénétrer un conférencier dans son établissement, et où se présente un orateur capable de manier les condamnés, le patronage ne pourra que gagner à ce genre d'éducation des détenus.

On a pensé aussi que certaines lectures pourraient exercer une heureuse influence sur les prisonniers et on s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu de mettre entre leurs mains un journal. Ce journal rédigé par les hommes qui connaissent bien le monde des prisons, ses mœurs, ses habitudes, ses préjugés, ferait pénétrer dans la maison de détention des principes salutaires et des pensées réconfortantes. Les écrits périodiques ont en effet cette vertu particulière d'exercer sur les esprits une action d'autant plus sûre qu'elle se renouvelle et se prolonge ; ils déposent les idées dont ils sont les propagateurs, par petites doses, le lecteur les absorbe presque inconsciemment, et arrive peu à peu à en être comme imprégné.

Le journal serait pour les détenus supérieur au livre. M. Vidal, rapporteur de la question posée sur ce sujet au congrès de patronage de Bordeaux, faisait une remar-

que qui nous paraît être le fruit d'une sérieuse observation ; il disait : « Les détenus qui lisent choisissent de préférence les livres d'aventures ou de voyages et les romans, les livres qui parlent à leur imagination, entretiennent et développent leur imprévoyance, leur légèreté, le vagabondage de leur esprit et leur montre la vie, non dans sa réalité et avec ses devoirs, mais sous un jour fantaisiste et faux ; le détenu entretient ainsi les rêves, les illusions, les espérances chimériques, l'insouciance qui l'empêcheront d'accepter les obligations sérieuses de l'existence. Il lit ce qui l'amuse et non ce qui peut l'amender » (1). Les pensionnaires des prisons se laissent peu séduire par les ouvrages de morale ; d'ailleurs, en général, la longueur du livre les effraie. Au contraire un journal dans lequel les anecdotes succèderaient aux articles sérieux serait une lecture facile que tous les prisonniers voudraient faire. L'idée de créer une publication périodique à l'usage des détenus n'est pas neuve, elle fut soumise au congrès pénitentiaire international de Rome en 1885 et ne fut pas admise ; elle eut plus de succès au congrès pénitentiaire de Paris (1895) qui adopta, sur le rapport général de M. A. Rivière, la résolution suivante : Il y a lieu de mettre entre les mains des détenus une publication hebdomadaire spéciale dont la rédaction serait contrôlée par l'administration.

Cette innovation, souhaitée par les congressistes de 1895, ne va pas cependant sans de grosses difficultés, et, malgré les exemples des Etats-Unis, de la Russie et de

1. *Compte-rendu du Congrès de Bordeaux*, p. 122 et 123.

la Suisse, on comprend les hésitations qui se manifestent encore et qui ont décidé le congrès de patronage de Bordeaux à demander une étude plus complète de la question. On craint d'abord l'indignation du public qui s'imaginera « qu'on cherche à amuser les prisonniers, alors qu'on leur assure déjà dans certaines prisons un ordinaire supérieur à celui du soldat. » On se demande s'il n'y aurait pas une injustice à donner à des condamnés une jouissance que des paysans ne se donnent pas; s'il n'y aurait pas danger à les habituer à lire le journal. Ces objections de principe sont faibles; mais celles qui touchent aux difficultés de rédaction et de distribution de la publication sont plus graves. Chaque numéro devrait être examiné par l'administration, d'où conflits entre les rédacteurs et les directeurs des établissements pénitentiaires à propos des sujets traités, des nouvelles rapportées; la création d'un journal entraîne à de grosses dépenses, qui supporterait les frais? Qui assurerait la distribution régulière et, au moins hebdomadaire de ce journal? Quoi qu'il en soit, comme une feuille bien rédigée serait une force dont l'œuvre du patronage pourrait user pour se faire connaître et apprécier des détenus, nous devons souhaiter qu'on arrive à vaincre les obstacles qui s'opposent à sa publication.

A défaut de conférences ou d'un journal, l'existence des sociétés de patronage est souvent portée à la connaissance des intéressés au moyen d'avertissements donnés par les surveillants, les gardiens chefs ou les directeurs des prisons. Ces fonctionnaires annoncent aux détenus qu'une société qui se propose de leur faciliter la rentrée

dans la vie, est prête à leur prodiguer ses soins ; libre à eux de tenir compte ou de faire bon marché de cet avertissement ; ou bien encore les détenus sont prévenus qu'une œuvre dont le siège est à tel endroit se propose de les secourir, par des placards apposés dans les prisons.

Ces modes d'avertissement sont préconisés par ceux qui pensent qu'une société de patronage ne doit pas offrir elle-même son appui, et n'a à intervenir que sur la demande des libérés ; mais certains criminalistes estiment au contraire que la propagande est indispensable. J'entends, dit M. Louis Rivière, que l'offre soit faite par la société elle-même et non pas par un surveillant qui la fera d'un ton dégagé, par devoir et qui la fera mal (1). Sans doute le prisonnier ferait peu de cas d'une simple information qui lui serait donnée par un représentant de l'administration pénitentiaire dont souvent il se méfie ; beaucoup de praticiens du patronage font remarquer qu'il faut insister auprès de lui, l'éclairer, l'amener à réfléchir. Les placards dont nous parlions sont utiles, mais à condition qu'un visiteur vienne les expliquer. D'abord le détenu peut négliger de les lire ; mais les lirait-il qu'il ne les méditerait probablement pas (2). M. Berthélemy

1. Voir *Compte-rendu du Congrès de Lyon*, p. 118.

2. M. l'Inspecteur général Granier, sachant qu'il est difficile de faire lire et de faire comprendre une affiche aux détenus, proposait à l'Assemblée générale de l'Union des Sociétés de France du 15 juin 1897 de mettre sur les murs des cellules des inscriptions fort simples ; par exemple : Il est bien pénible d'être ici, pour éviter d'y rester plus longtemps (allusion à la loi du 14 août 1885), pour ne pas

observait très justement au Congrès de Lyon, que des affiches, même claires et précises, ne seraient pas plus comprises sans commentaires que ne seraient compris des étudiants les articles du Code s'ils n'étaient pas aussi commentés ; et M. Léonce Conte ajoutait : « Il me semble que proposer le patronage par voie d'affiches, c'est poser un de ces écriteaux où il y a : « La mendicité est interdite, » et sous lequel est assis un mendiant. » A Marseille où nous sommes restés quelque temps sans aller offrir le patronage, nous n'avons eu que des non-valeurs : la première année, sur 101 individus qui nous ont été proposés, il en est venu 13. Nous avons ensuite changé de système, nous nous faisons maintenant donner la liste de tous les gens qui sortent de prison, nous allons les voir tous, et savez-vous ce qui arrive ? Ceux qui refusent le patronage lorsque le gardien le leur propose, viennent chez nous lorsqu'ils ont reçu la visite de l'administrateur (1). » Cette expérience semble probante. Mais que le patronage soit offert par voie d'affiches, ou par les surveillants, ou par les membres de la Société, dans tous les cas, l'intervention du directeur de la prison est nécessaire soit pour faire connaître aux œuvres les détenus qui ont sollicité le patronage, soit pour leur signaler ceux sur lesquels il serait particulièrement utile d'agir.

y revenir, s'adresser à M. Un Tel. A la prison de Lisbonne ce système est pratiqué. Les murs sont couverts d'inscriptions simples. (*Bullet. de l'Union*, juin 1897, p. 104 et 105).

1. M. Léonce Conte juge au Tribunal civil, président de la Société de patronage de Marseille. Voir *Compte-rendu du Congrès de Lyon*, p. 119 et 120.

L'administration pénitentiaire peut, à cet effet, mettre à la disposition des sociétés de patronage un état des détenus à patronner, état qui ne sort pas du greffe ou du cabinet du directeur et qui n'est communiqué qu'aux visiteurs agréés. Il faut constater qu'il existe souvent des ententes heureuses entre le personnel des prisons et les membres des sociétés. M. Bérenger nous apprend qu'à Paris la société générale dont il est le Président reçoit des directeurs des prisons le nom de ceux des détenus qui paraissent dignes d'obtenir la libération anticipée et qui seraient privés de cette faveur, sans le secours de l'œuvre, parce qu'ils ne sont pas à même de fournir le certificat de travail exigé par l'administration (1). A Besançon, le gardien chef de la prison dresse une liste de toutes les sorties du mois suivant ; cette liste remise au président de la société fixe son attention sur les obligations les plus urgentes (2). A Chaumont, le greffier de la prison remplit pour chaque arrivant un petit imprimé qui contient par demandes et par réponses les indications utiles au patronage (3). Signalons encore la pratique de Bordeaux. A l'expiration de chaque quinzaine, deux membres du comité se rendent au fort du Hâ et réunissent autour d'eux tous les détenus sur le point d'être libérés et paraissant se trouver dans les conditions favorables au succès de l'assistance. A la suite d'une courte allocution ayant pour but de les renseigner sur le profit matériel et moral qu'ils ont à retirer

1. Enquête de 1896 p. 21.

2. V. M. Helme. *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage*. Janvier, février, mars 1897, p. 27.

3. Enquête de 1896, p. 115.

du patronage, les membres entretiennent au parloir, et en particulier, ceux qui sont disposés à l'accepter (1).

Ainsi, avec le concours bienveillant du personnel des services pénitentiaires, on arrive facilement à entrer en relations avec les individus à patronner. La plus grosse difficulté est de bien connaître ces individus qui ne se présentent pas toujours sous leur véritable aspect, de ne pas confondre les hypocrites avec les repentants sincères, de faire une sélection, ou bien même d'achever l'amendement des demi-convertis. Pour cette œuvre délicate une entrevue avec le détenu ne suffit pas, il faut le visiter plusieurs fois. Nous sommes donc amenés à étudier le rôle des visites dans le patronage.

1. Enquête de 1896, p. 49.

CHAPITRE II

VISITES AUX DÉTENUS

Pour patronner efficacement un libéré il faut le connaître, savoir d'où il vient, ce qu'il a fait, ce qu'il veut devenir ; il faut être assuré de son amendement, ou tout au moins de la possibilité de son amendement, il faut l'avoir observé, étudié, et c'est pour cela que les visites ont été instituées. Les visites sont généralement regardées comme indispensables au patronage ; cependant elles ont encore des adversaires. Ainsi M. Stevens dont l'autorité est grande en matière pénitentiaire écrit, dans une brochure sur le « *patronage des condamnés adultes et des jeunes libérés* » (1) : « C'est avec intention que nous ne comprenons pas dans l'œuvre du patronage intérieur l'intervention des visiteurs officieux. Les règlements autorisent ces visites, mais le personnel des prisons s'est toujours montré hostile, et avec raison croyons-nous, à cette innovation. Nous croyons que l'élément libre ne doit intervenir auprès du détenu qu'au moment où il est rendu libre. Indépendamment de ce que chacun n'est pas apte à visiter les condamnés en voie d'expier leurs peines, nous voyons dans cette intervention des inconvénients au point de vue dis-

1. Brochure citée, p. 80 et 81.

ciplinaire, en même temps qu'à celui de l'œuvre de moralisation qui doit être entreprise d'après des vues d'ensemble et de suite qui semblent exclure toute intervention ». L'opinion de M. Stevens ne triomphe pas dans la pratique, ni chez lui en Belgique, ni ailleurs ; il est directeur de prison, il visite ses détenus régulièrement, il sait leur parler et il pense que des étrangers entraveraient son œuvre ; mais cependant on ne peut nier qu'il est utile pour ceux qui doivent protéger les libérés de voir, connaître, avant la libération, leurs futurs protégés. Sans doute, dit M. le Pasteur Arboux (1), l'organisation est bonne et aussi complète qu'elle peut l'être à l'intérieur des prisons, mais il est sage de penser aux difficultés inséparables de la mise en liberté. Ceux qui veulent aplanir ces difficultés ont besoin, avant qu'elles soient nées, d'entrer en rapport avec leurs protégés.

Les visites des agents de l'administration ne remplacent pas celles des représentants du patronage ; les détenus ont plus de franchise, plus de liberté de langage avec ceux qui viennent à eux bénévolement, par charité, qu'avec les gardiens et les directeurs dont ils redoutent l'autorité. Les sociétés qui ont répondu au questionnaire publié par le bureau central lors de l'enquête de 1896 se sont toutes, à deux ou trois exceptions près, montrées favorables aux visites, et encore les exceptions que nous signalons s'expliquent-elles par des considérations particulières. Ainsi, la Société générale ne visite que les détenus qui en font la demande, mais elle a soin

1. *Bulletin de la société des prisons*, 1894, p. 428.

d'imposer d'abord le travail à ses patronnés afin de pouvoir éliminer les parasites et les incorrigibles ; la société de Melun a cessé les visites, mais il n'est pas inutile de constater qu'elle a pour secrétaire le directeur de la maison centrale qui est à même par conséquent de connaître les libérés.

Il est donc généralement reconnu que les visites sont indispensables pour préparer le patronage. Certes on comprend qu'il serait dangereux d'introduire des étrangers dans la prison si ces étrangers n'étaient pas des personnes spécialement choisies et agréées par l'autorité compétente ; mais les sociétés désignent comme visiteurs ceux de leurs membres qui leur paraissent posséder les aptitudes nécessaires, ceux dont elles ont pu apprécier le tact, la délicatesse, dont elles connaissent la parfaite honorabilité ; il arrive même que le président seul est visiteur. Enfin le choix fait par les œuvres est soumis à l'agrément de l'administration. C'est à Paris le préfet de police et en province le préfet qui accordent aux personnes charitables l'autorisation de pénétrer dans les prisons. Cette autorisation est toujours révocable.

Des discussions se sont élevées souvent sur le point de savoir si les agents salariés que beaucoup de sociétés emploient peuvent être admis à visiter les détenus. Cette question, nous semble-t-il, ne saurait être tranchée d'une façon absolue. Assurément il est vrai que le désintéressement, le dévouement, la charité sont, pour les visiteurs, les plus sûrs guides et les meilleurs inspireurs, il est encore vrai que le détenu ne doit pas supposer que la personne qui l'approche vient à lui par métier, mais ce-

pendant quand une société a la chance de posséder un agent salarié qui a les dons nécessaires pour gagner la confiance des prisonniers, il serait singulier qu'elle se refusât, par principe, à demander pour lui l'accès des prisons. Nous savons qu'il existe de ces agents qui s'acquittent admirablement de leur rôle de visiteurs.

Si les visites sont un moyen de connaître les détenus et de les moraliser, elles doivent être renouvelées, mais des difficultés pratiques s'opposent à ce qu'elles soient fréquentes. Le temps du reste manque aux hommes de bonne volonté qui consentent à aller porter de réconfortantes paroles aux prisonniers ; et puis il y a de nombreux condamnés à de courtes peines qu'on ne peut voir qu'une fois ou deux avant leur libération ; ceux-là sont difficiles à moraliser, leur court passage à la prison n'a sur eux qu'une influence mauvaise. Tout en reconnaissant qu'en pratique les visites ne peuvent être multipliées, nous sommes assez portés à croire qu'il est bon de ne pas attendre à la veille de la libération pour prendre contact avec le détenu, qu'il est utile, au contraire, de conférer avec lui aux premiers jours de son emprisonnement, au moment où la peine vient d'être prononcée, où il envisage sa situation et cherche à prévoir les conséquences de sa condamnation. « Il n'est pas de moment où les conseils soient mieux écoutés, dit M. Lacointa, que l'heure à laquelle, la sentence à peine rendue, le condamné se replie sur lui-même. Il arrive que de grands coupables, jusque-là rebelles aux exhortations, sentent leur âme s'ouvrir aux paroles qui apaisent et qui fortifient. » (1).

1. Lacointa : La visite des prisonniers. *Bulletin des prisons*, 1894, p. 618.

Les visiteurs sont obligés de s'entendre avec le personnel des prisons pour les jours et les heures de leurs visites ; ils sont naturellement esclaves des besoins du service, mais ils rencontrent généralement beaucoup de bienveillance chez les directeurs et les gardiens. A leur arrivée on met à leur disposition une salle spéciale, un parloir, ou bien on leur ouvre les portes des cellules. Ils peuvent s'entretenir seuls avec les détenus.

Quoique les entrevues puissent avoir lieu sans témoins dans les prisons en commun, comme dans les prisons cellulaires, elles n'ont pas dans les premières le même effet que dans les secondes. Quand les prisonniers ne sont pas séparés ils ne ressentent pas longtemps l'influence des visites, les résolutions qu'ils ont prises se dissipent au contact de leurs compagnons aux yeux de qui ils ne veulent pas paraître corrigés. Dans la prison c'est le plus mauvais qui est le modèle, c'est le récidiviste le plus endurci qui est le chef : ses délits et ses crimes sont des titres de gloire devant lesquels s'inclinent les malfaiteurs de moindre allure. Dans les prisons de détention en commun, les visiteurs arrivent difficilement à faire quelque bien. Au contraire le prisonnier cellulaire fait son profit des conseils qui lui sont donnés. Personne ne discute et personne ne raille les recommandations qu'on lui a faites. Toujours seul il médite, il se sent petit, faible entre les murs qui l'emprisonnent et l'homme qui s'approche de lui, bienveillant et pitoyable, est le confident dont il a besoin. La cellule et le patronage sont le complément l'un de l'autre ; la cellule prépare le patronage et le patronage achève l'œuvre de la cellule.

On a pensé qu'il ne serait pas inutile de rédiger un « *Manuel des visiteurs* » pour ceux qui n'ont pas encore acquis l'expérience, chez qui il faut développer les qualités nécessaires à un bon visiteur. Le congrès de patronage de Paris (1893) avait prescrit la rédaction d'un manuel, et le congrès de Lyon a adopté un projet d'instructions générales qui est l'œuvre de M. Bogelot (1).

On lit dans ce projet d'instructions que le visiteur, n'ayant ni de près, ni de loin mission de contrôler le régime des prisons, devra soigneusement s'abstenir de toute ingérence sur ce point. Les détenus se plaignent parfois du directeur, des gardiens, réclamant une faveur, il serait dangereux d'écouter leurs doléances ; ils exploiteraient volontiers la bonté du représentant de l'œuvre de patronage et ils arriveraient à élever entre lui et l'administration des conflits regrettables.

On n'a pas à apprendre aux personnes charitables qui vont vers les détenus ce qu'elles ont à leur dire ; la pitié qu'elles ont pour les malheureux, les faibles, les égarés leur inspirera les paroles qui consolent et qui fortifient ; il est seulement à souhaiter qu'elles aient les qualités innées dont parle M. le Pasteur Arboux, le don d'inspirer la sympathie et de l'éprouver (2). Et puis que le visiteur n'oublie pas, au cours de sa conversation, l'objet même de sa démarche qui est comme il est dit dans le projet d'instructions, de réveiller ou de faire naître chez le condamné le sentiment de sa situation, de lui inspirer

1. V. *Compte-rendu* du Congrès de Lyon, p. 62 et suivantes.

2. M. le pasteur Arboux. *Manuel du visiteur*.

le désir du relèvement, le regret de ses fautes. La tâche est lourde ; celui à qui elle incombe doit avoir une parfaite connaissance des hommes. Il lui faudra, en effet, deviner les pensées intimes du détenu, découvrir les événements de sa vie qu'il pourra évoquer, les sentiments auxquels il pourra faire appel. Tantôt il sera en face d'un individu incapable d'idées élevées auquel il démontrera seulement, qu'au point de vue purement utilitaire il a tout intérêt à quitter la voie dans laquelle il s'est engagé ; tantôt il verra la possibilité de ramener le condamné au bien par des considérations plus hautes. Le visiteur se rappellera toujours que les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et les ministres du culte se rendent eux-mêmes auprès des détenus et qu'il a le devoir de ne jamais prononcer un mot qui puisse contrarier les recommandations des premiers ou les fortifiantes et religieuses exhortations des seconds. Le projet d'instructions recommande spécialement aux visiteurs de ne faire aucun prosélytisme particulier ; il ne défend pas néanmoins toute incursion sur le domaine religieux ; on ne saurait empêcher une personne soucieuse du relèvement d'un être déchu de lui parler de son âme et de Dieu. Les praticiens du patronage ne se refuseront jamais, pensons-nous, à souscrire à ces conclusions de M. Lacointa : « Si le détenu reçoit du ministre du culte l'instruction nécessaire, le visiteur n'a point en général à y participer ; mais, en dehors de l'instruction proprement dite, il y a les consolations, la force, la paix que procurent les pensées religieuses. Le visiteur du même cult que le visité pourra évoquer ces pensées ; entre tous les

efforts entrepris pour arriver à son amélioration, il n'y en a pas de plus efficace, de plus puissant; elles seules peuvent faire pénétrer profondément dans les âmes le sentiment du repentir, la volonté de la régénération » (1).

Le projet rappelle sommairement :

Que les fonctionnaires de l'administration sont à même de donner sur l'état d'esprit du détenu, des indications précieuses et qu'ils s'empressent toujours de répondre aux demandes de renseignements qui leur sont faites par les délégués des sociétés de patronage ;

Que si un détenu est déjà visité par le délégué d'une autre société de patronage, si le directeur, les aumôniers ou toutes autres personnes s'occupent de lui directement et spécialement, il est de la plus élémentaire convenance de ne pas entrer en concurrence avec ces influences déjà engagées ;

Que la bonne entente avec le directeur et le personnel supérieur et même subalterne est des plus nécessaires.

Enfin le projet d'instructions pose les principes généraux suivants, clairs et précis :

Il faut : 1° Ecouter patiemment les explications souvent prolixes des détenus ;

2° S'abstenir, surtout dans les premières visites, de récriminations sur les fautes du condamné, laissant à celui-ci le soin d'avouer peu à peu une partie de ses torts pour arriver à lui démontrer, doucement d'abord, puis plus fortement ensuite, à quel point il a mérité le châtimement qu'il s'est attiré. Pour atteindre complètement ce but il serait

1. La visite des prisonniers. *Bulletin des prisons*, 1894, p. 629.

bon que le visiteur obtint du directeur des informations sur les antécédents du détenu ;

3° Etudier avec le détenu les meilleurs moyens de le tirer d'affaire au point de vue matériel, en lui montrant que tout espoir de régénération n'est pas perdu, et que s'il veut faire de sérieux efforts, il se rencontre encore des gens de bien, compatissants et désintéressés, prêts à le seconder dans ses tentatives de relèvement.

Ajoutons qu'avec les récidivistes, les visiteurs ne sauraient prendre trop de précautions. Les récidivistes sont habiles à dissimuler, ils s'entendent à merveille à feindre le repentir, ils paraissent souvent, au premier abord, d'une docilité parfaite, il est prudent de jouer avec eux au plus fin.

Le projet d'instructions attire enfin l'attention des visiteurs sur la défense qui leur est faite par les règlements de servir d'intermédiaires entre les détenus et l'extérieur. Ils ne doivent même pas se charger de lettres pour les familles de leurs protégés. Ils commettraient une faute grave en ne respectant pas scrupuleusement les règlements qui assurent l'ordre à l'intérieur des prisons et les mettent du reste à l'abri des dangers qu'ils pourraient courir en acceptant des commissions dont ils ne découvriraient pas toujours la portée.

Quand un prisonnier a été reconnu digne du patronage par la personne chargée de le visiter, il est reçu, à sa libération, par la société. Il n'y est pas un inconnu puisque le visiteur a pu fournir sur lui, soit verbalement, soit par écrit, tous les renseignements utiles. Ces renseignements consignés sur des fiches ou sur des registres con-

tiennent des indications qui permettent à la société de s'occuper du libéré même avant sa mise en liberté (1). Grâce à ce système les secours ne se font pas attendre ; le patronné les reçoit dès la première heure ; parfois son emploi est trouvé d'avance, son patron l'attend. Dans certaines sociétés le libéré, à son arrivée au siège de la société, prouve son identité au moyen d'une carte que le visiteur a eu soin de lui remettre.

Il nous reste à parler maintenant de l'utilité des visites au point de vue des demandes de libération conditionnelle. Les œuvres de patronage ont un grand intérêt à s'occuper des libérés conditionnels ; d'abord parce qu'elles touchent, comme nous l'avons dit, une allocation qui les dédommage de leurs dépenses (art. 8 de la loi du 14 août 1885), et ensuite parce qu'elles ont sur ces individus une autorité plus grande ; elles pourraient, en effet,

1. Modèle de registre de visite.

Détenu visité...

âgé de...

Lieu d'origine.

Pourquoi et depuis quand le détenu a-t-il quitté le pays ?

Situation de famille.

Renseignements sur les parents du détenu :

Moyens d'existence du détenu avant sa condamnation :

Motifs de la condamnation :

Durée de la peine :

Date de sortie de la prison :

A-t-il subi des condamnations antérieures ?

Motifs de ces condamnations :

Nom du visiteur :

Dates des visites :

Avis du Visiteur sur les secours à donner et sur l'opportunité du concours de la société de patronage.

en avertissant l'administration de leur inconduite, provoquer leur incarcération; ils sont alors plus soumis, plus faciles à manier. Du reste les libérés conditionnels sont déjà des libérés de choix; ils ont été l'objet d'une faveur qu'ils ont dû mériter par leur bonne conduite en prison, par le repentir des fautes passées. Les visites permettent à ceux qui les font de découvrir les détenus pour lesquels il y aurait intérêt à demander la libération conditionnelle, et d'intervenir en leur faveur en prenant l'engagement de les surveiller et de leur trouver un emploi. Les enfants dont les familles n'offrent pas de garanties ne seraient jamais libérés conditionnellement si des sociétés, après les avoir vus, visités, ne consentaient pas à se charger de les entretenir elles-mêmes, ou de les placer chez des particuliers.

La société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine, par exemple, fait visiter chaque semaine par un de ses membres, les enfants détenus à la petite Roquette, elle provoque ensuite la libération de ceux qu'elle reconnaît susceptibles d'être mis en liberté provisoire.

Les visites procurent donc de sérieux avantages. Elles contribuent à l'amendement, elles facilitent l'offre du patronage, elles permettent aux sociétés de préparer pour le patronné, avant même sa libération, les secours dont il aura besoin, elles augmentent le nombre des libérations conditionnelles. On comprend alors que tant d'adeptes du patronage se déclarent incapables de le concevoir sans les visites à la prison.

CHAPITRE III

RÉCEPTION DU LIBÉRÉ A SA SORTIE DE PRISON. RAPATRIEMENTS A L'INTÉRIEUR ET A L'EXTÉRIEUR.

Quand le libéré a accepté le patronage il doit, à sa sortie de prison, venir au siège de la société dont il sollicite l'appui pour se mettre à la disposition de ses protecteurs ; mais il n'est pas inutile souvent d'aller le chercher à la porte de la prison, car il faut compter avec les amis qui l'attendent, prêts à lui faire de séduisantes propositions, à le dissuader de confier le soin de son avenir aux honnêtes gens ; il faut compter aussi avec les cabarets, les restaurants qu'on rencontre aux abords des maisons de détention. L'homme qui, tout à l'heure encore, était un détenu privé de toutes les jouissances auxquelles il était habitué, veut tout de suite goûter aux plaisirs qui lui ont manqué, il est grisé par la liberté ; il remet volontiers au lendemain, à plus tard, son entrée à la société de patronage, et demain, et plus tard il a perdu ses bonnes résolutions, il a fait sa rentrée dans le monde des malfaiteurs.

Le libéré étant parvenu au siège de la société, il s'agit de rechercher comment on va lui venir en aide. Il arrive que le meilleur moyen de reclasser un individu est de le renvoyer dans son pays d'origine, dans sa famille. A-t-il

des parents honnêtes, disposés à le recevoir, à le guider dans la vie? Peut-il reprendre son ancien métier? trouver place dans l'atelier où il travaillait autrefois? Alors la société facilite son retour, elle se renseigne sur le pays et sur la famille du patronné en correspondant avec la société ou le comité du lieu; elle cherche à savoir quel accueil lui sera fait et si sans danger il pourra se présenter à ceux qui, avant sa condamnation, l'ont aimé ou simplement connu; elle intervient même auprès des parents, quand ces parents sont dignes de confiance, pour obtenir le pardon du malheureux qu'ils ont peut-être renié. La réconciliation avec la famille est une œuvre utile, elle remet le libéré sous la garde de ceux qui ont le plus grand intérêt à son relèvement. La société de patronage peut s'adresser aussi à l'ancien patron de son protégé; s'il n'a commis qu'une faute légère, ce protégé, ou s'il n'est devenu délinquant que dans un accès de nervosité, sous l'empire d'une passion passagère, il n'est pas impossible d'obtenir du patron l'oubli du passé. Ainsi toutes les fois que le milieu dans lequel vivait le libéré est un milieu de gens honnêtes, et toutes les fois que l'ancien patron de cet homme peut être fléchi, la tâche de la société de patronage se trouve tracée.

Mais encore faut-il opérer le rapatriement? Le pays d'origine d'un individu est parfois fort éloigné du lieu où il a été détenu. Le rapatriement s'opère par chemin de fer; les sociétés de patronage interviennent auprès des compagnies pour obtenir le bénéfice du demi-tarif; mais les réponses des compagnies se font longtemps attendre, car la demande est adressée au siège social. On a émis

plusieurs fois le vœu que les œuvres puissent obtenir le demi-tarif au guichet même de la gare de départ, que, dans le cas où un patronné doit parcourir plusieurs réseaux distincts, le permis qui lui est délivré s'applique au parcours tout entier, que la délivrance des permis ne soit pas circonscrite exclusivement au cas de rapatriement du patronné dans sa localité d'origine, mais soit étendue à son transport dans un lieu où la société qui le patronne espère lui procurer du travail. Ce vœu n'a pas encore été réalisé (1). Dans l'état actuel des choses, il est pratique de demander à la mairie de vouloir bien user du droit de réquisition dont elle dispose pour le transport des indigents. La mairie fait une réquisition aux compagnies dont les réseaux sont empruntés et qui sont en communication avec celui du lieu; quand cette réquisition revient avec la mention du prix du transport, elle paie, et la société la rembourse (2).

Le libéré qu'on rapatrie est généralement accompagné à la gare, et, à l'arrivée, il trouve le représentant d'une œuvre de patronage, ou ses parents, ou son patron qu'on a eu soin d'avertir de son retour. Cette extrême surveillance n'est pas unanimement approuvée. On pense qu'en donnant une certaine liberté à l'homme qu'on veut reclasser, on éprouverait ses bonnes dispositions, on verrait jusqu'à quel point est sérieuse sa résolution de bien vivre. M. l'abbé Villion accueille avec plus de confiance ceux

1. *Bulletin des prisons*, 1895, p. 1161.

2. Renseignements fournis au Bureau central par M. Berthault président de la société de patronage de Laon. V. *Bulletin de l'union*, janvier, février, mars 1898, p. 67.

qui arrivent à son refuge de Couzon à pied et par étape ; ceux-là, dit-il, ont traversé villes et villages sans commettre de délits pour venir se soumettre au régime de la maison, c'est qu'ils ont la ferme volonté de se relever.

Un grand obstacle au rapatriement est l'interdiction de séjour ; il faut renoncer à reclasser un individu dans son pays quand le séjour de ce pays lui est interdit. Aussi le Bureau central a-t-il, dans sa séance du 18 mai 1897, émis le vœu que la liste des villes interdites ne soit pas allongée, au besoin qu'on la révise et qu'on facilite en province l'obtention de permis de séjour sous la garantie des sociétés de patronage (1). Le Bureau central a même décidé de faire, dans ce sens, des démarches auprès de M. le Directeur de la sûreté générale.

Quand une société a confié un de ses patronnés à la société du pays d'origine de ce patronné, doit-elle supporter les frais de route ? Il serait injuste de lui imposer la dépense entière, car alors les sociétés qui se trouvent auprès des prisons importantes verraient leurs budgets considérablement chargés ; et il est assez naturel que les secours donnés aux libérés qui sont originaires d'autres arrondissements et qui d'ailleurs ont besoin d'être reclassés dans leur propre arrondissement, il est assez naturel, disons-nous, que ces secours soient, sinon payés en totalité par la société du pays d'origine, tout au moins répartis entre elle et la société voisine de la maison de détention d'où sort le libéré.

1. On sait qu'à Paris le préfet de police et en province les préfets peuvent accorder des suspensions de l'interdiction de séjour sous forme de sursis de départ provisoire, renouvelable et révocable.

Il est surtout utile de rapatrier les étrangers ; mais il faut considérer que les voyages coûtent cher et qu'il est difficile de s'entendre avec les œuvres des pays étrangers pour la répartition des frais. La question mérite d'être étudiée par l'union internationale des sociétés de patronage ; car il est d'autant plus indispensable de recourir au patronage international que les expulsions se font dans des conditions peu favorables au reclassement des expulsés. Des plaintes sont venues de Suisse à ce sujet, et ces plaintes étaient fondées. Ce n'est pas assez de renvoyer un individu à l'étranger, il est nécessaire de le diriger vers la localité où il retrouvera les siens, où il y a chance qu'il obtienne du travail. C'est au moyen des organes centraux que des relations peuvent s'établir avec les sociétés des autres pays. Un projet de convention internationale entre les unions française et allemande n'a pu encore aboutir. On avait d'abord proposé que les frais de rapatriement fussent supportés par la société qui rapatrie, jusqu'à la frontière. Une pareille solution était désavantageuse pour les œuvres françaises, car il a été constaté que les allemands, et d'ailleurs les étrangers en général, détenus dans nos prisons sont beaucoup plus nombreux que les Français détenus en Allemagne ou ailleurs.

Il existe aujourd'hui déjà des ententes partielles de société à société, notamment pour le rapatriement en Belgique et en Suisse.

De plus, dans chaque prison est disposé un tableau des sociétés de patronage italiennes, suisses et belges ; il faudrait que cette pratique fût étendue et que chaque

étranger pût, comme nos nationaux, savoir à quelle société de son pays il peut s'adresser pour être secouru (1).

1. V. Proposition de M. Larnac, secrétaire général de la société centrale de Paris. *Bullet. de l'Union*, mai, juin, juillet 1896, p. 249.

CHAPITRE IV

REMISE DU PÉCULE. — SECOURS EN ARGENT. — SECOURS EN NATURE (OUTILS-VÊTEMENTS. — BONS D'AUBERGE. — ASILES DE NUIT).

La dissipation du pécule est une des causes de récidive.

L'ancien détenu, dès les premières heures de la libération, gaspille la somme, souvent légère, qui constitue ses économies ; en la gaspillant il reprend ses mauvaises habitudes et se met dans le cas de n'avoir pas le lendemain le moindre argent pour se nourrir. Le pécule devrait être pour le libéré le moyen de vivre jusqu'au jour où il aura du travail ; c'est-à-dire qu'il devrait être un moyen de faciliter le reclassement ; mais, dépensé dans les auberges et dans les cabarets où fréquentent les malfaiteurs il précipite la rechute (1) ; aussi les criminalistes ont cherché quelles mesures il conviendrait de prendre pour éviter la dissipation du pécule. Cette question a fait l'objet de nombreux rapports au congrès pénitentiaire international de Paris (1895), elle a été reprise au congrès de

1. M. Brunet dans son rapport au Congrès de Paris (1895) constate que 95 0/0 des libérés dépensent leur pécule dans la semaine de la mise en liberté. (V. Travaux de la 3^e section).

patronage de Bordeaux (1896). Nous n'avons ici qu'à rechercher comment une société de patronage peut empêcher un libéré qui se présente à elle porteur d'un pécule de le gaspiller.

Aujourd'hui le pécule est versé au libéré au domicile qu'il a lui-même fixé ; personne n'a le droit de le toucher à sa place sans son consentement. Ce système est défectueux ; M. Brunet, rapporteur au Congrès international de Paris, faisait en effet remarquer que le détenu désigne pour sa résidence la ville la plus voisine de la prison dont il sort, qu'il se hâte de s'y rendre pour toucher son argent qui est dépensé en quelques heures. On comprendrait que la remise du pécule à une société de patronage fût obligatoire ; mais cette solution ne va pas sans difficulté. Dans l'état actuel de la législation, le pécule est la propriété du détenu (art. 21 et 41 C. Pén.) et non pas une simple gratification comme dans certains pays étrangers ; par conséquent on peut seulement émettre le vœu que la loi restreigne les droits du libéré sur son pécule ; la remise forcée à une société de patronage ne saurait être valablement ordonnée que par une loi (1). Il y aurait d'ailleurs un inconvénient à rendre légalement obligatoire le dépôt du pécule dans la caisse des œuvres de patronage, car on écarterait ainsi un certain nombre de libérés.

Le congrès international de Paris a émis le vœu que le

1. M. Vidal Naquet avait pensé qu'il suffirait d'un règlement d'administration publique pour introduire certaines modifications dans la remise du pécule ; M. Leveillé a soutenu devant le Congrès de Paris que la loi seule pouvait réaliser les modifications proposées et le Congrès lui a donné raison.

pécule du libéré soit confié, chaque fois que son importance, la moralité du libéré ou d'autres circonstances justifieraient une mesure de ce genre, soit à une caisse d'épargne, soit à une autorité du lieu où le libéré va se fixer, soit à une société de patronage offrant toutes les garanties nécessaires, soit à des personnes agréées par l'administration, pour lui être remis d'après ses besoins présumés ou reconnus. Le congrès désire qu'il soit de préférence recouru à l'intervention des Sociétés de patronage (1).

Le congrès de patronage de Bordeaux a pensé qu'il

1. Dans le grand duché de Luxembourg, où le patronage est une institution officielle, le pécule des libérés entre dans la caisse de la commission cantonale. Cette commission, présidée par le juge de paix, est investie de pleins pouvoirs pour fixer les allocations qu'elle décide d'accorder à chaque patronné.

En Belgique c'est le bourgmestre de la résidence du libéré qui est investi des pouvoirs d'administration et de tutelle relatifs au pécule.

En Norvège la désignation du tuteur du pécule appartient à la prison. Il a pleins pouvoirs pour choisir soit un ministre de la religion, soit une société de patronage, soit une autorité de police. Même solution en Hollande.

En Angleterre, le pécule des condamnés à de courtes peines est insignifiant ; il leur est remis directement ; celui des condamnés à de longues peines est envoyé à la Société de patronage ou au chef de police, sauf prélèvements pour frais de route. Même solution en Italie et en Prusse.

En Hongrie, on remet au libéré la somme nécessaire à ses frais de route, le surplus lui est délivré sous forme de mandat postal payable au bureau de sa résidence.

En Suède le pécule est constitué sous forme de livret de caisse d'épargne donnant droit à des versements mensuels (V. *Congrès international de Paris 1895*, 3^e section, p. 8 et suivantes).

fallait obvier aux inconvénients du système actuel avant la réalisation des réformes proposées. Il a décidé qu'il convient de faciliter la remise volontaire du pécule aux sociétés par le libéré, en faisant signer à ce dernier un pouvoir en vertu duquel la société lui serait substituée et encaisserait le pécule à son lieu et place (1). Ce pouvoir pour être valable, doit être donné par le détenu au moment même où il signe sa quittance au greffe, c'est à ce moment qu'il recouvre ses droits. Sans doute il peut le révoquer, mais du moins on a l'espoir qu'il reculera devant une révocation ou qu'on aura assez d'influence sur lui pour la retarder (2).

Il n'y a pas à l'heure actuelle de pratique générale. Les œuvres ont un grand intérêt à obtenir d'un patronné la remise volontaire de son pécule; elles peuvent fonder beaucoup d'espérances sur un homme dont le premier acte, à sa sortie de prison, est un sacrifice; mais cependant, en présence d'un refus de la part du libéré, on aurait tort de ne pas lui accorder le patronage; tout n'est pas perdu encore parce qu'il n'a pas voulu se séparer de ses économies. Beaucoup de sociétés font part de leur désir d'obtenir que les libérés leur confient leurs pécules, mais elles n'osent pas toutes exiger rigoureusement cette marque de confiance, elles craignent d'éloigner des indi-

1. Compte-rendu du congrès de Bordeaux, p. 294.

2. Le congrès de patronage de Bordeaux a émis le vœu que le pécule-réserve pût être fractionné en paiements dont l'importance et l'échéance seraient fixées en tenant compte des circonstances spéciales; que l'administration favorisât au cours de la peine la constitution volontaire de livrets d'épargne.

vidus qui pourtant auraient grand besoin de leurs secours.

Il y a même des sociétés qui ne demandent jamais la remise du pécule. Ainsi, M. Larnac, secrétaire général de la société centrale, estime que ce serait une mesure qui ne pourrait que froisser le libéré et qui serait vis-à-vis de lui une marque de défiance au moment même où il s'agit de le traiter en homme (1).

Secours en argent. — Les condamnés, à de courtes peines, sortent de prison sans argent; ils s'adressent parfois aux sociétés de patronage pour obtenir d'elles quelques avances. On hésite toujours, et avec raison, à faire droit à ces demandes. Il est à craindre qu'un libéré emploie mal l'argent qu'on lui donne; c'est l'exposer à une trop forte tentation que de lui garnir la bourse. Les secours en argent ne sont accordés que très exceptionnellement, quand l'individu est connu, quand on est sûr de l'emploi qu'il fera de la somme versée, quand on peut contrôler cet emploi; et dans tous les cas, les remises d'argent constituent seulement des avances et non des dons. On ne se dissimule pas que les remboursements sont très aléatoires, mais cependant on insiste auprès du libéré sur l'obligation qui lui incombe de restituer intégralement ce qu'il a reçu (2). Ajoutons que des avances sont très utilement faites aux anciens patronnés qui demandent la réhabilitation, mais qui n'ont pas les ressources nécessaires pour satisfaire à l'article 623 du code

1. Enquête de 1896, p. 23.

2. Les sociétés du Canada font très fréquemment des prêts à courts termes aux libérés.

d'instruction criminelle, modifié par la loi du 14 août 1885 art. 10; cet article exige que le candidat à la réhabilitation justifie du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts ou de la remise qui lui en a été faite.

Secours en nature. — Les sociétés de patronage donnent plus volontiers des secours en nature. Pour être embauché, un ouvrier, à sa sortie de prison, a besoin d'outils, par exemple, de pelles ou de pioches. La société, après s'être assurée qu'il est fermement résolu à chercher de l'ouvrage et qu'il peut en trouver, lui fournit les instruments de travail qui lui sont nécessaires. L'œuvre des libérées de Saint-Lazare va jusqu'à acheter des machines à coudre aux femmes qu'elle protège.

Vestiaire. — Les détenus sortent souvent de prison très mal vêtus ; il y a lieu de leur donner du linge et des vêtements, aussi les œuvres ont-elles généralement un vestiaire. C'est par la toilette du libéré qu'elles commencent le patronage. Ce n'est pas lui rendre un mince service que de lui épargner les regards de suspicion qu'on jette aux individus en haillons. On le relève ainsi à ses propres yeux et il ne serait pas paradoxal de soutenir que mettre un homme dans la tenue du travailleur, c'est déjà un moyen de lui inspirer le désir de travailler. Et puis les patrons accueillent plus favorablement les ouvriers qui se recommandent par leur bonne tenue, ils éconduisent facilement les gens dont la mise leur paraît celle d'un vagabond.

Le concours des dames est très précieux pour l'entretien du vestiaire. La lingerie, les vêtements coûtent cher ;

c'est une bonne fortune pour une œuvre de pouvoir compter sur le dévouement de dames aussi habiles que charitables.

A Besançon, on a eu l'excellente idée de placer dans l'intérieur même de la prison un entrepôt de vêtements tant pour les femmes que pour les hommes ; cette installation s'est faite grâce à la bienveillance du gardien chef qui prête un concours actif à la société. Il est intéressant de signaler ce procédé qui pourrait être plus répandu.

Bons d'auberge. — S'il est utile d'habiller les libérés, il est indispensable de les nourrir et de les loger. Le pécule, léger et même insignifiant dans la plupart des cas, serait vite dépensé s'il devait servir à payer la nourriture et le gîte ; d'autre part, nous savons qu'il serait imprudent de remettre de l'argent entre les mains de gens trop faibles pour résister aux tentations de l'ivrognerie ou de la débauche ; les œuvres de patronage recourent alors aux bons d'auberge à moins qu'elles ne reçoivent leurs patronnés dans des asiles ou dans des maisons de travail. Les bons d'auberge ont l'inconvénient de laisser aux libérés une trop grande liberté et la faculté de se réunir et de se concerter ; d'autre part, les asiles grèvent considérablement le budget et d'ailleurs, on leur reproche aussi, comme nous le verrons plus loin, de mettre en relation les patronnés. Il est bien difficile d'isoler les libérés pendant le temps qui s'écoule entre la libération et le placement. Leur procure-t-on un abri ? On les réunit ; les laisse-t-on libre ? on leur donne la faculté de se rencontrer au dehors dans les auberges. Les bons

d'auberge et les asiles prêtent à la critique, on doit le reconnaître, mais il est juste d'avouer qu'on est obligé d'en user jusqu'au placement des patronnés. Entre deux maux, dit-on, il faut choisir le moindre ; entre l'auberge et l'asile, quand l'option est possible, on choisit généralement l'asile où la surveillance est facile, où les règlements imposent aux libérés une certaine discipline. Une expérience très intéressante a été faite à Bordeaux. La Société de patronage de cette ville dut, à une certaine époque, distribuer des bons d'auberge en assez grand nombre, au lieu d'hospitaliser complètement ses patronnés au refuge ; eh ! bien les statistiques donnèrent des résultats instructifs : Au début, quand les bons d'auberge étaient distribués en petit nombre, la récidive ne s'élevait qu'à 10 pour cent ; quand ensuite les bons d'auberge se sont accrus, elle monta à 19 pour cent, pour s'abaisser ensuite à 16 pour cent quand l'asile fut agrandi et put recevoir la plus grande partie des patronnés (1).

Les inconvénients des bons d'auberge sont aussi ceux des *Asiles de Nuit* et cependant on est bien obligé souvent de demander à ces asiles un abri pour les libérés. Les œuvres d'hospitalité de nuit ne couchent les individus sans gîte que pendant quelques nuits consécutives ; les sociétés de patronage doivent s'entendre avec elles et s'assurer qu'elles recevront, moyennant une légère

1. Cette statistique ne porte que sur les hommes arrêtés de nouveau dans la Gironde. Elle est rapportée par M. Joly, dans son article sur les œuvres de patronage. V. *Le Correspondant*, avril 1893.

rétribution et pendant le temps nécessaire, tous les individus adressés par elles.

Quelles que soient les objections qu'on adresse au système des bons d'auberge et des asiles de nuit on est contraint de reconnaître qu'il est impossible de ne pas y recourir. Comment échapper à la nécessité d'hospitaliser le patronné? Les placements sont difficiles et se font longtemps attendre. Le libéré quitte la prison, on ne peut le laisser errer à l'aventure? L'hospitalisation s'impose.

CHAPITRE V

ASILES. REFUGES. ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

Les asiles ont eu de nombreux adversaires et aujourd'hui encore il se trouve des hommes de patronage pour les désapprouver. Ils ont été l'objet de discussions vives et nombreuses dans les congrès qui ont voté à leur sujet des résolutions contradictoires. C'est ainsi, qu'en 1893, tandis que le congrès de patronage de Paris admettait l'emploi des asiles temporaires, le Congrès de Mons les condamnait (1). Déjà en 1885 la question avait été longuement débattue au congrès pénitentiaire de Rome ; la section chargée de l'étudier ayant émis un vote favorable, des orateurs, à l'assemblée générale, ont combattu les solutions adoptées par cette section et ont amené l'assemblée à les repousser. En 1890, à Saint-Petersbourg et à Anvers, on s'est montré favorable aux maisons de travail qualifiées d'asiles provisoires. Enfin le congrès des sociétés allemandes, réuni à Eisenack en mai 1896, a recommandé aux sociétés de protéger et d'entretenir leurs patronnés jusqu'au placement définitif.

Un orateur (2) qui s'est élevé à Rome avec beaucoup

1. Le congrès de Mons a néanmoins conseillé l'asile pour les enfants.

2. M. Ranzoli. M. Stévens a soutenu la même thèse.

d'énergie contre les asiles résumait ainsi ses critiques : « Je les estime très dangereux pour l'ordre social, j'estime qu'ils sont une offense aux ouvriers honnêtes. Après avoir fait de grands sacrifices pour obtenir la séparation individuelle dans les prisons, vous voulez réunir ces libérés en commun dans un refuge, et par ce mélange des éléments impurs, vous menacez la moralité et l'ordre social. Et puis si l'on veut que l'État subventionne les refuges pour les détenus libérés, comment se refuserait-il à voter des subsides pour les institutions ouvrières ? Alors on arrive au socialisme d'Etat ! » La conclusion est peut-être hâtive. En réalité l'Etat subventionne beaucoup d'œuvres utiles et charitables, les sociétés de patronage sont subventionnées au même titre ; et d'ailleurs, les secours pécuniaires inscrits au budget à leur profit sont assez minimes pour que le grand mot de socialisme d'Etat ne puisse pas raisonnablement être prononcé. Enfin personne n'a droit au patronage qui est une faveur, dans l'état socialiste ce serait un droit pour tous les malheureux d'être soulagés par la collectivité.

La critique la mieux fondée est la première, celle qui consiste à proclamer le danger qu'il y aurait à réunir des malfaiteurs prompts à s'entendre pour des complots criminels. Les partisans des asiles ne nient pas qu'il y ait des inconvénients à réunir sous le même toit des gens qui cherchent à s'unir pour le mal et qui se corrompent mutuellement ; ils savent même que certains crimes ont été résolus dans des asiles, c'est un fait reconnu ; mais ils répondent que d'abord il ne faut rien exagérer, et que de plus il faut s'incliner devant la nécessité. Il ne

faut rien exagérer, car, bien que les patronnés soient en commun dans les refuges, ils y sont soumis au travail et surveillés ; la surveillance y est relativement facile, parce que les hospitalisés sont peu nombreux ; de plus ils sont généralement choisis ; ou tout au moins on peut considérer que la grande majorité de ceux qui, à la sortie de prison, consentent à s'astreindre de nouveau à un règlement, acceptent du travail, cherchent un emploi, est composée des meilleurs parmi les repris de justice. Et puis si la société de patronage ne reçoit pas les libérés, où iront-ils ? leur sera-t-il bien difficile de se réunir au dehors ? « Exposez-vous le libéré, disait M. Lefébure dans un de ses discours à la société générale des prisons, à aller demander un gîte pour la nuit à ces bouges qui sont malheureusement le commun abri des pauvres diables et des coquins ? » Et il ajoutait : « Si, au lieu de l'envoyer chercher un gîte au hasard, vous lui ouvrez un asile où vous aurez réalisé la meilleure organisation possible, où la cellule existera pour la nuit, où le travail sera organisé ; si vous lui ouvrez un asile où la surveillance est vigilante et assidue, où il sera entouré de salutaires influences, où des hommes de bien viendront lui adresser des paroles, lui donner des avis, pensez-vous que cette hospitalité temporaire ne puisse pas avoir son action salutaire ? » (1).

Du reste, il faut s'entendre. Les asiles ne sont que des lieux de passage ; il existe bien des refuges où les hospitalisés séjournent des mois ou des années, mais il y en

1. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1878, p. 130.

a peu, surtout pour les hommes, et puis ils imposent de très sévères règlements ; les asiles proprement dits sont des abris provisoires où les libérés n'entrent qu'en attendant une place ; pour y être admis et gardés, ils doivent manifester l'intention d'entrer le plus tôt possible chez un patron. Le but du patronage, on ne l'oublie pas, est le placement ; on ne recourt au patronage collectif que par nécessité et pour un temps (1).

On a certainement beaucoup exagéré les inconvénients des asiles temporaires ; et la preuve, c'est qu'il en existe aujourd'hui un certain nombre dont on vante beaucoup les services, on parle peu de leurs fâcheux résultats. On dit même qu'ils ont un très grand avantage, celui d'éprouver le futur patronné, de lui faire subir un stage pendant lequel on peut l'observer, se rendre compte de ses aptitudes au travail, de sa régularité, connaître ses habitudes, s'assurer de la sincérité de son repentir. Il est plus facile à une société de placer un homme qu'elle a elle-même employé qu'un inconnu, ou même qu'un individu qu'elle a fait visiter mais qu'elle n'a pas mis à l'épreuve.

La société générale de patronage qui assiste de 3.500 à 4.000 libérés use avec succès des asiles temporaires. Tout homme reçu aux asiles doit à la société 4 jours pleins de travail sans salaire et, passé ce délai, il ne peut

1. Les adversaires des asiles ne s'attaquent pas aux refuges pour les femmes et les enfants. En Angleterre où les asiles pour hommes ont été très combattus, il existe beaucoup de refuges pour les femmes et pour les enfants. L'Allemagne a des colonies ouvrières. La Hollande possède depuis plus d'un demi-siècle ses colonies libres de travailleurs fondées par la société Néerlandaise.

obtenir une prolongation que sur autorisation du bureau. C'est ainsi que se fait le triage.

L'asile qu'on emploie nécessairement pour permettre aux libérés d'attendre en lieu sûr l'époque de leur placement n'est donc pas une maison de repos ouverte aux paresseux ; c'est bien plutôt un atelier où les patronnés sont mis en observation, où il n'y a place que pour les laborieux (1).

Pendant leur stage à l'asile, les libérés cherchent eux-mêmes du travail, la société s'occupe, elle aussi, de trouver des patrons disposés à les accepter (2). On accorde chaque jour quelques heures de liberté aux hospitalisés pour leur permettre d'aller s'offrir dans les usines, dans les chantiers ; mais on s'assure qu'ils ne font pas mauvais usage de cette liberté, et on a soin de les prévenir que leur séjour ne doit pas indéfiniment se prolonger.

On éprouve des difficultés à donner aux hommes et aux femmes qu'on reçoit dans les asiles une besogne que tous puissent faire, qui n'exige aucun apprentissage et qui, cependant, soit assez rémunératrice pour couvrir au moins une partie des dépenses. On emploie volontiers les patronnés à la fabrication des ligots, au triage des chiffons,

1. Certains asiles pour femmes reçoivent en même temps les enfants des hospitalisées. Exemple : L'œuvre des libérées de Saint-Lazare, refuge de Billancourt.

2. On a fait remarquer qu'il est préférable de laisser les libérés chercher eux-mêmes du travail. Ils doivent être les propres agents de leur relèvement, dit M. Mauchamp, président de la Société de Châlon-sur-Saône.

au cannage et au rempaillage des chaises, aux travaux de vannerie, au brochage.

A Melun, une véritable maison de travail est installée, on se loue beaucoup de ses résultats.

Récemment, on a fondé à Chartres une maison de travail qui offre cette particularité que tout hospitalisé admis à titre définitif signe aussitôt un engagement de séjour, c'est-à-dire l'engagement de rester dans la maison 6 mois au moins (art. 8 des statuts). Le placement d'un individu obtenu soit par lui-même, soit par les soins de la société, est seul considéré comme mettant un terme normal à l'engagement de séjour qu'il a souscrit (art. 10). L'œuvre de Chartres est encore trop jeune pour qu'on puisse proclamer ses résultats, pour qu'il soit permis de tirer argument de ses expériences. Il faudrait savoir si, en conservant ses patronnés pendant six mois, elle ne se trouvera pas très vite écrasée sous le poids des charges, et si, de cette façon, elle pourra porter secours à beaucoup d'individus ; le roulement, semble-t-il, y sera peu considérable ; il s'élèvera sans doute des difficultés d'ordre pratique, mais il est à désirer que l'œuvre de Chartres en triomphe, car alors elle serait une institution excellente pour conduire les libérés de la prison à la vie libre ; son règlement est assez rigoureux pour que ceux qui l'acceptent et s'y conforment pendant un temps assez long soient considérés comme de véritables régénérés. Un certificat de séjour favorable à l'hospitalisé, mentionnant sa soumission, son esprit de discipline, sa régularité au travail constitue une forte présomption de relèvement capable d'effacer la mauvaise impression que laisse le casier judiciaire.

Si l'entreprise de la société de Chartres réussit, son exemple ne manquera pas d'être suivi par les sociétés assez puissantes pour entretenir une maison de travail, et même il ne serait pas impossible que des œuvres modestes s'entendissent pour fonder de pareilles maisons à frais communs.

Indépendamment des asiles, il y a pour les femmes des refuges, véritables maisons de retraite où elles viennent expier les fautes du passé. Les sociétés de patronage ont la ressource de diriger vers ces maisons les femmes déchuës dont le repentir est sincère, qu'il serait difficile de placer. C'est surtout par la religion que dans les refuges on parvient à relever celles qui semblaient pour toujours esclavés du vice.

Il existe, pour les hommes, un refuge dont les résultats sont merveilleux et qui mérite une mention particulière : C'est le refuge de Saint-Léonard fondé à Couzon (Rhône) il y a près de 35 ans et dirigé depuis cette époque par le vénérable abbé Villion. A Couzon on garde les patronnés au moins six mois ; pendant ce temps on les emploie à des travaux de culture et de jardinage. La règle de la maison est austère, mais les réfugiés s'y habituent facilement ; ils aiment le refuge, ils aiment le directeur et ses collaborateurs qui savent les ramener au bien. Ils sont traités avec douceur et bienveillance, ils sont considérés comme des hommes plus faibles que criminels, et M. l'abbé Rousset, l'aumônier de l'asile, frappé de leur docilité et de leurs dispositions pour la vie simple et calme écrivait : « On dirait que ces hommes, avec leur peu d'énergie n'étaient pas faits pour la vie ordinaire de la société, et

plusieurs d'entre eux, s'ils en avaient eu la vocation, seraient devenus d'excellents religieux (1) ». La facilité avec laquelle certains libérés se soumettent à une règle, le bien qu'ils retirent de la vie de retraite prouve assez l'utilité des asiles permanents pour une petite minorité de coupables repentants. On peut s'arrêter à la conclusion de M. l'abbé Rousset. « Les asiles permanents sont indispensables pour certains individus, pour les hommes sans énergie, sans volonté, capables de bons sentiments, mais impuissants à vaincre de mauvaises habitudes ».

Assistance par le travail. — Quand une société de patronage ne possède pas d'asile, ou quand dans son asile elle n'a pas organisé le travail, elle a la ressource, pour occuper ses patronnés, de recourir aux œuvres d'assistance par le travail qui procurent aux malheureux une besogne facile ; les unes rémunèrent le travail en argent, les autres en bons de soupe, en bons de nourriture, en bons de couchage. La société de patronage peut s'entendre avec une de ces œuvres et lui adresser ses protégés, elle est ainsi assurée qu'ils seront employés jusqu'au moment du placement. Mais les œuvres d'assistance par le travail, fondées dans l'intérêt des ouvriers malheureux, refusent quelquefois d'employer des libérés malgré les offres de subventions qui leur sont faites par les institutions de patronage ; elles craignent d'écarter les individus honnêtes qu'elles se proposent avant tout de secourir, en recevant d'anciens détenus. M. Defert disait dernièrement à une réunion du Bureau central, que les libérés sont très vite connus de leurs compagnons de travail,

1. Enquête de 1896, p. 66.

qu'ils se chargent souvent eux-mêmes de raconter leur histoire et que les autres assistés se plaignent d'être en contact avec eux. De sorte que si le mélange des malheureux « non libérés » avec les malheureux « libérés » n'est pas dangereux au point de vue moral, parce que parmi les premiers il en est beaucoup dont la moralité n'est pas supérieure à celle des seconds, l'opposition faite par les hospitalisés qu'aucune condamnation n'a frappés empêche cependant souvent l'admission des libérés dans les œuvres d'assistance réservées aux ouvriers dans la misère. M. le docteur Bouloumier, secrétaire général de l'Union des œuvres d'assistance par le travail, poursuit en ce moment une enquête auprès des sociétés de patronage qui sont en relation avec ces œuvres. Les résultats de cette enquête seront publiés, on saura alors comment peut être vaincue la difficulté que nous venons de signaler ; il est à prévoir que, pour arriver à une solution, on sera obligé de n'introduire les libérés que par petites doses dans les œuvres d'assistance par le travail, en ayant soin de laisser à cette institution son caractère : c'est ce que faisait remarquer M. Cheysson à la dernière séance du Bureau central.

Il est à souhaiter que dans toutes les villes où une entente est possible entre le patronage et l'assistance par le travail cette entente existe, car il est nécessaire de ne pas laisser les libérés oisifs pendant le temps qui s'écoule entre leur libération et leur placement définitif chez un patron (1).

1. Dans certains pays étrangers, notamment en Suisse, l'assistance par le travail vient fréquemment au secours du patronage.

CHAPITRE VI

PLACEMENTS

Le placement est le but du patronage. Il faut arriver à réintégrer le libéré à l'usine, à l'atelier, à la ferme, au magasin, le noyer, pour ainsi dire, dans la masse des ouvriers honnêtes après avoir fait naître en lui le désir de ne plus se signaler que par sa bonne conduite. Mais quand un patronné a pris la résolution de travailler, il reste à trouver le patron qui l'acceptera. Son casier judiciaire révèle qu'il a commis au moins un crime ou un délit, pour biens des gens il est toujours capable de commettre quelque autre méfait. On se défie du repentir simulé, on croit peu au relèvement. Aussi est-il indispensable de gagner à la cause du patronage des chefs d'usines, des commerçants, de grands agriculteurs, des patrons enfin qui, membres d'une société, s'intéressent à ses succès et soient prêts à y contribuer.

En présence de l'opposition des patrons on s'était demandé s'il ne serait pas utile de leur cacher les antécédents des libérés ? Ce serait assurément dangereux, on risquerait de perdre leur confiance et de voir les portes de leurs maisons irrévocablement fermées aux patronnés. Aussi, bien souvent, les hommes éminents qui ont l'expérience du patronage ont-ils proclamé la nécessité d'agir

en toute franchise avec les patrons. C'est en ne recommandant aux employeurs que des sujets sur l'amendement desquels on peut compter, et en les faisant juges eux-mêmes de l'état d'esprit des patronnés qu'on aura raison de leur résistance. D'ailleurs on ne cache les antécédents d'un individu que pour un temps ; un jour ou l'autre ils sont connus ; il suffit d'une indiscretion, d'une parole imprudente de l'intéressé lui-même pour tout dévoiler. Et quand la condamnation est découverte ainsi, par hasard, le libéré est traité plus durement que s'il avait avoué loyalement à son patron sa situation. On a vu des ouvriers ou des employés renvoyés malgré leur zèle et leur bonne conduite parce qu'on avait appris leur passage en prison. Notons que, dans bien des cas, la jurisprudence trouve ces renvois assez justifiés pour refuser à celui qui en est victime des dommages-intérêts (Paris, 10 mai 1887. *Gaz. du Pal.* 1887, 2. 24).

Quoique les sociétés de patronage ne cherchent pas à tromper ceux qui consentent à employer leurs protégés, le casier judiciaire rend cependant leur tâche plus difficile ; il est une constatation trop brutale des délits ou des crimes commis par le titulaire ; il rappelle aussi des infractions anciennes qu'on pourrait passer sous silence. Comme on l'a très judicieusement fait remarquer, le casier judiciaire devrait être lu d'une certaine manière ; on ne sait généralement pas le lire ; on retient surtout la peine ou les peines qu'il énonce, on ne s'appesantit pas assez sur la nature des infractions, sur les circonstances qui les ont accompagnées. L'individu a été en prison, voilà ce qu'on sait bien et souvent on ne veut pas savoir autre

chose. Aussi, au congrès de Lyon, on a discuté sur l'opportunité d'une réforme du casier judiciaire. M. Léveillé proposait de donner à l'administration le pouvoir d'accorder la remise temporaire de cette peine accessoire qu'est en fait, sinon en droit, le casier judiciaire ; il demandait en outre, qu'après une série d'épreuves, le chef de l'Etat pût par voie de décret prononcer la grâce. Après un débat très intéressant auquel prirent part les partisans de la remise par voie judiciaire et les partisans du *statu quo*, les résolutions de M. Léveillé furent adoptées. Cependant n'est-il pas à craindre, comme le pensaient plusieurs congressistes, que le jour où les condamnations ne seront pas toutes inscrites sur le bulletin n° 2, le casier n'inspire plus aucune confiance aux particuliers. Quand un individu leur sera présenté par une société de patronage ils sauront qu'il a des antécédents judiciaires, et l'impossibilité dans laquelle ils seront de les connaître exactement, de contrôler les dires des représentants de la société les laissera craintifs et défiant. M. Berthélemy s'écriait avec raison : « Nous définissons le patronage l'art de convaincre les industriels qu'ils peuvent employer des patronnés, ces messieurs (les adversaires de l'intégralité du casier) le définissent, l'art de faulser des patronnés chez des industriels (1) ». Et M. Chenest terminait son exposé des inconvénients d'un casier expurgé en disant : « Les tiers veulent être renseignés, vous n'avez pas le droit de les tromper, et, avec le casier tel que vous le pro-

1. *Compte-rendu du Congrès de Lyon*, p. 164.

posez, vous es trompez parfois dans la mesure où ils ont intérêt à ne pas l'être (1) ».

Les réformes à réclamer pour faciliter le patronage consisteraient plutôt dans l'abolition de la perpétuité des inscriptions au bulletin n° 2, dans la suppression de ce bulletin pour les enfants, dans l'application moins rigoureuse et moins aveugle des règlements qui excluent des services publics les condamnés sans distinction. Enfin il est tout à fait utile que les représentants du patronage apprennent aux patrons à lire un casier judiciaire, qu'ils appellent leur attention sur la nature des infractions, sur toutes les circonstances, sur tous les faits capables de donner l'espoir d'un amendement.

Ainsi, pour placer un patronné, la société ne dissimule pas ses fautes, elle les explique, elle indique en même temps à quels signes elle a reconnu qu'il était amendé.

Cette méthode suppose éliminés les libérés incorrigibles et même tous ceux dont l'amendement est très douteux. Les représentants de la société de patronage ayant observé, étudié leur protégé, ayant acquis la conviction qu'il est dans de bonnes dispositions, sachant ce qu'il est capable de faire, l'aident à trouver une place. Les bureaux de placement sont parfois utilement employés. Dans le grand duché de Bade, les sociétés de patronage subven-

1. M. Chenest avait donné entre autres exemples celui d'un cocher condamné pour homicide par imprudence à Marseille et qui se présente à Lyon pour demander un permis de conduire. On lui demande son casier, il apporte un casier blanc, on va lui donner un permis de conduire avec étiquette administrative. On voit par là, la nécessité de faire connaître les condamnations les plus minimes.

tionnent les bureaux de placement gratuit qui leur prêtent un précieux concours. Cependant le plus souvent les œuvres traitent directement avec les patrons, elles cherchent à les intéresser à la fois au patronage et aux patronnés. Les sociétés qui ont su se créer des relations dans le monde industriel et commerçant ont une tâche relativement facile ; mais les autres, celles qui sont obligées de plaider la cause de chaque patronné, de mettre en campagne des agents, celles-là éprouvent de grandes difficultés ; elles ont chaque jour à lutter contre la répugnance des patrons et des ouvriers. M. Veillier indique, dans une excellente notice (1), un argument qu'il fait valoir pour triompher de cette répugnance. Les patrons, dit-il, ouvrent les portes de leurs chantiers à des ouvriers étrangers, pourtant ceux qui s'expatrient ne sont généralement pas les plus méritants, on ne leur demande pas la preuve qu'ils n'ont jamais eu de démêlés avec la justice de leur pays ; déclassés pour déclassés, ne vaut-il pas mieux coopérer au relèvement des ouvriers de notre pays ?

Les représentants du patronage ont donc à convaincre les employeurs, mais encore ils n'ont pas la faculté de s'adresser indistinctement à tous ; ils sont obligés de choisir le milieu qui convient le mieux aux patronnés ; ils ne peuvent pas sans doute se montrer difficiles dans le choix des places qu'ils ambitionnent pour eux, cependant ils ne sauraient sans danger placer au hasard des

1. Département de Seine-et-Marne. Société de patronage des condamnés libérés. Assistance par le travail. Notice sur le patronage 1892.

individus qui sont à la merci des occasions et des circonstances.

La campagne est plus propre au reclassement que la ville : à la campagne l'individu est moins isolé, il échappe moins facilement à la surveillance d'autrui, il n'est pas tenté par les cabarets louches et les endroits malfamés où les criminels font leur éducation. Malheureusement le placement dans les campagnes est difficile. L'ouvrier des champs vit avec les maîtres, à leur table le plus souvent; comment faire asseoir au foyer même de braves paysans un repris de justice? Le fermier craint pour ses fils, pour ses filles, le contact de ces gens dont le passé n'est pas pour inspirer confiance; néanmoins il lui arrive de louer pour une saison des hommes qui viennent de loin le bisac à l'épaule, il suffirait à l'ancien détenu d'être ainsi embauché pour une saison aux champs, il reprendrait l'habitude du travail et le goût de la vie régulière.

Les enfants se placent plus facilement que les adultes dans les villages, et cela est excellent; ils y goûtent la joie de la vie familiale qu'ils n'ont pas connue, ils deviennent dans ce milieu plus robustes de corps et d'âme.

Le placement dans les villes est plus facile, mais le relèvement y est plus aléatoire. Dans les grandes villes qui ont plus de 30.000 âmes on compte un récidiviste par 307 habitants, tandis que dans les localités d'une population inférieure on ne compte un récidiviste que pour 712 habitants, et, dit M. Tarde qui rapporte cette statistique, ce ne sont pas les récidivistes qui affluent dans les grandes

villes, ce sont les grandes villes qui ont la vertu de les exciter à de nouveaux méfaits (1).

Beaucoup de placements s'opèrent grâce aux relations que les sociétés ont entre elles. Telle société a dans l'industrie de nombreux débouchés qui manquent à telle autre, cette dernière puise dans le commerce ou dans l'agriculture des ressources qui font défaut à la première; ou bien encore dans une petite ville un libéré trop connu ne saurait trouver du travail, plus loin il se placerait aisément, il y a donc lieu de le confier à une société éloignée. Grâce à l'échange des libérés on les transpose pour ainsi dire, on les place dans le milieu qui leur convient, on les arrache à des influences dangereuses.

Quand le patronné est placé, la société de patronage n'a pas encore terminé sa tâche; elle cherche à exercer sur lui une surveillance discrète, elle essaie de correspondre avec lui. Du reste elle peut se renseigner auprès du patron et intervenir si le protégé semble oublier les promesses qu'il a faites. Cette surveillance, utile dans tous les cas, est indispensable à l'égard des enfants; disons même que la société a alors le devoir de surveiller à la fois le patron et l'enfant qui lui a été confié; car il est malheureusement vrai que les personnes qui reçoivent de petits libérés n'ont pas toujours le souci de leur responsabilité (2).

1. M. Tarde. *La criminalité comparée*, p. 83. Cette statistique remonte à 1886.

2. En Amérique on pratique beaucoup et avec succès le système des placements des jeunes libérés dans les familles, et ce système donne d'excellents résultats; en France on rencontre assez rarement

La société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés de la Seine possède une très bonne organisation. Les agents de la société vont visiter les patronnés chez leurs patrons, et le dimanche ce sont les enfants qui viennent à l'asile de la rue de Mézières ; ils sont munis d'un livret sur lequel des notes indiquent quelle a été leur conduite pendant la semaine ; ils assistent à la messe, entendent des instructions, font de la gymnastique, sont exercés au maniement des armes et reçoivent même des leçons de musique instrumentale. On soigne leur trousseau, on change leur linge, on remplace les vêtements usés. Il est facile de constater que cette journée du dimanche est pour eux un jour de fête, ils rentrent le soir chez le patron mieux dispos et plus résolu à bien faire ; s'ils sont hantés par de mauvais desseins, la crainte de présenter un mauvais livret à ceux qui s'intéressent à eux et qui les traitent avec douceur et bonté les empêche de céder aux tentations (1).

Placer le libéré et rester en relation avec lui après son placement, tel est le véritable objet du patronage ; c'est du patronage ainsi compris qu'on est en droit d'attendre d'heureux résultats ; c'est ce patronage qui conduit

des familles disposées à recevoir des petits libérés. (M. Le Poittevin à son cours 1896-97).

1. Le Congrès pénitentiaire international de Paris de 1895 a voté au sujet de la surveillance des enfants la résolution suivante : Les placements des enfants placés sous la tutelle administrative ou mis à la disposition du gouvernement, ne peuvent être surveillés que par les sociétés de patronage. On n'a pas voulu avec raison, combiner la surveillance de l'administration avec celle des sociétés privées.

au reclassement définitif. Le jour où un grand nombre de patrons prêteront leur concours à notre œuvre, où dans la masse aura pénétré cette idée que tout le monde doit s'employer au relèvement des coupables, l'institution arrivera plus aisément aux fins qu'elle se propose : Le placement et la surveillance après le placement.

CHAPITRE VII

ENGAGEMENTS DANS L'ARMÉE.

L'engagement dans l'armée est considéré comme le meilleur moyen de reclassement qu'on puisse offrir à un libéré. Le soldat qui s'est bien conduit au régiment, qui a gagné des galons a suffisamment racheté ses fautes passées pour qu'on les oublie. C'est un homme nouveau, il peut se présenter à un patron et si, par hasard, on lui reproche une condamnation ancienne, il répondra victorieusement en montrant son certificat de bonne conduite et le livret qui rappelle les grades conquis.

Et puis, le libéré engagé prend goût quelquefois au métier militaire, il est possible qu'il signe un réengagement et alors il est sauvé.

Mais la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée s'oppose à l'incorporation et à l'engagement, dans les régiments de France, d'un certain nombre de libérés. Ainsi l'art. 5 de cette loi décide que les individus condamnés à l'emprisonnement pour crimes par application de l'article 463 du code pénal, et ceux condamnés à 3 mois au moins ou à deux peines successives pour outrage public à la pudeur, vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs ne pourront plus être incorporés que dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique ; et d'au-

tre part l'art. 59 3° dit que l'engagé volontaire doit, à moins qu'il ne veuille entrer dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 que nous venons de rapporter.

Les sociétés de patronage redoutent les bataillons d'Afrique pour leurs patronnés ; ils s'y trouvent en effet dans un milieu où les mauvais exemples sont fréquents, et la discipline sévère à laquelle ils sont soumis ne triomphe pas toujours de leur esprit de révolte. Aussi le congrès de patronage de Bordeaux a-t-il émis le vœu que dans le 3° de l'article 59 de la loi sur le recrutement, on supprime les mots : N'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentats aux mœurs. On voudrait que la moindre condamnation pour un de ces délits ne fut pas un obstacle à l'engagement dans les régiments de France.

Une loi du 4 mai 1897 a déjà apporté une très heureuse modification à la loi de 1889. Grâce à cette nouvelle loi, désormais les jeunes conscrits de l'armée et de la marine, condamnés avec application de la loi Bérenger, échapperont à la flétrissure du bataillon spécial, tant que leur conduite justifiera la mesure de faveur dont les magistrats les ont reconnus dignes ; ils n'y seront incorporés qu'en cas d'inconduite grave durant leur présence sous les drapeaux. Les engagements sont possibles pour eux dans les conditions ordinaires, pourvu qu'ils soient contractés pour une durée de 4 ou 5 ans. Cette loi était depuis longtemps réclamée ; on faisait observer avec rai-

son, que les individus qui avaient bénéficié du sursis devaient, jusqu'à nouvelle infraction, être traités comme des non condamnés.

Quand les sociétés ont persuadé à un libéré de contracter un engagement, elles font les diligences nécessaires pour se procurer les pièces qu'il faut présenter à l'autorité militaire : 1° L'extrait de naissance ; 2° le consentement du père avec la signature légalisée si le jeune homme n'a pas 20 ans accomplis ; 3° le bulletin judiciaire ; 4° le certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire du dernier domicile. Ce certificat est connu sous le nom de modèle n° 8. Il est difficile pour certains individus, pour les vagabonds surtout, de se procurer le certificat de bonne vie et mœurs, car régulièrement il ne doit être délivré que par le maire de la ville dans laquelle le futur engagé est domicilié depuis un an ; sans cela il faut qu'il joigne un certificat du maire de la ville où il a résidé précédemment. Heureusement le bureau militaire accepte généralement un certificat délivré après 8 jours de séjour seulement (1). Le congrès de Bordeaux a demandé la suppression de cette pièce dont la production a été imposée à une époque où le casier judiciaire n'existait pas.

Depuis quelques années le patronage a obtenu du ministère de la marine, en faveur de la colonie de Belle-Isle, de très grandes facilités d'engagements maritimes. Chaque année 40 places sont réservées dans la marine aux jeunes libérés et, de cette façon, on arrive à donner satisfaction aux besoins les plus pressants.

1. — V. M. Vidal : *Compte-rendu du Congrès de Bordeaux*, p. 267.

L'engagement militaire a sauvé déjà bien des jeunes gens. Il est très regrettable que les enfants envoyés dans les maisons de correction par application de l'article 66 du code pénal, ne puissent y être gardés au-delà de la vingtième année, car ceux qui ne s'engagent pas jouissent d'une année complète de liberté avant leur entrée au service militaire, cette année est souvent funeste pour eux ; en quelques mois tout le fruit de la correction est perdu.

Toutes les œuvres de patronage s'occupent de l'engagement des jeunes patronnés, toutes elles savent que le régiment est pour les dévoyés une excellente école ; mais il existe à Paris une société qui s'occupe spécialement de ce genre de reclassement : c'est la société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative dont le Président est M. le conseiller Félix Voisin. Cette société a pour but d'encourager les engagements volontaires des jeunes libérés ; elle s'emploie à remplir les formalités nécessaires. Pendant leur séjour au régiment, les pupilles sont l'objet d'une sollicitude constante qui s'exerce par une correspondance assidue tant avec eux qu'avec leurs chefs, par des visites fréquentes, par de petites récompenses en argent en cas de bonne conduite ou d'avancement, par des livrets d'honneur décernés personnellement aux plus méritants, par des secours en cas de maladie ou de détresse momentanée, par les conseils que ceux en garnison à Paris ou en congé dans la capitale viennent prendre au siège social, par les facilités données à ceux d'entre eux qui ont un casier judiciaire pour obtenir la réhabilitation. La société

s'efforce de décider ses patronnés à conquérir des grades et ensuite à rester à l'armée pour y faire leur carrière ; elle s'occupe de placer ceux qui, à l'expiration de leur service militaire, ne veulent pas contracter de réengagement.

La conclusion la plus éloquente que nous puissions donner à ce chapitre où nous avons affirmé que l'engagement dans l'armée est un excellent mode de reclassement, est de citer une des dernières statistiques de la société de M. le conseiller Voisin. En 1896 le nombre des patronnés était de 2.080, dont 380 gradés, 62 soldats de 1^{re} classe, 89 matelots brevetés, 150 réengagés ; 82 pour cent se conduisaient bien ou très bien ; 18 pour cent d'une façon passable ou mauvaise.

Ne doit-on pas trouver ces résultats merveilleux, en pensant qu'ils sont obtenus avec des jeunes gens qui se sont signalés, dès leur entrée dans la vie, par des délits ou même par des crimes ?

CHAPITRE VIII

EXPATRIATION.

Parmi les libérés il en est qu'on ne peut raisonnablement tenter de reclasser en France ; leur passé est un trop mauvais garant de leur avenir ; c'est dans un monde nouveau qu'ils doivent recommencer leur vie. Pour eux l'expatriation s'impose. Mais il serait inutile d'envoyer dans de lointains pays des gens incapables de s'y faire une place, cruel de diriger vers des climats dangereux des hommes faibles de constitution. Il y a un choix à faire parmi les libérés à expatrier. M. Stevens dit fort sagement : « La société de patronage doit s'assurer principalement si le désir du patronné de quitter la métropole n'est pas le résultat d'un caprice ou d'une illusion, si sa santé, son instruction primaire et professionnelle, son caractère lui permettent de supporter, d'une part les fatigues d'un long voyage, le changement de climat, et d'autre part les luttes réservées à tout homme en quête d'une position sociale qui ne lui est pas familière. » (1)

En France ce mode de patronage est peu employé ; on en reconnaît les avantages et beaucoup d'œuvres ont le

1. V. M. Stevens : *Le patronage des condamnés adultes et des jeunes libérés*, p. 67.

désir d'y recourir, mais on n'est pas encore organisé pour en user. A la maison centrale de Melun le directeur a institué quelques cours de langues étrangères pour préparer l'émigration des quelques sujets pour lesquels il pense pouvoir user de ce mode de reclassement. Ce sont surtout les moyens pratiques et économiques de transport et les relations aux colonies qui font défaut. Le Bureau central s'est chargé de faire une enquête au ministère des colonies et auprès des compagnies de grande navigation, ainsi qu'auprès de toutes les agences d'émigration ou sociétés de colonisation ou d'études coloniales, sur les moyens de faciliter l'émigration des libérés. Cette enquête n'est pas encore terminée. Il est à souhaiter qu'elle donne des indications précises qui, portées à la connaissance de tous par le *Bulletin de l'Union*, traceront aux sociétés la marche à suivre pour envoyer leurs patronnés le plus aisément et le plus économiquement possible dans nos colonies.

Certains pays étrangers nous ont devancés sur ce point. En Belgique il y a une société spéciale, dite de Saint-Raphaël qui a son siège à Anvers. Lorsqu'un prisonnier demande à émigrer on lui accorde, s'il est bien noté, la libération conditionnelle, et on l'envoie à Anvers où la société de Saint-Raphaël s'occupe de préparer son départ. En Hollande on facilite l'émigration des libérés vers l'Amérique, les résultats sont très satisfaisants.

L'individu expatrié a besoin de trouver au point d'arrivée quelqu'un qui le guide et le soutienne. Il ne serait pas impossible à nos sociétés françaises d'avoir dans les

colonies des correspondants dévoués qui s'occuperaient des émigrants.

L'émigration est d'autant plus à recommander qu'elle est bonne à la fois pour l'homme qui abandonne le pays où il s'est rendu suspect à tous, et pour la colonie où cet homme vient dépenser ce qui lui reste d'activité. Les Anglais ont colonisé avec des convicts, pourquoi nos libérés ne nous rendraient-ils pas de grands services dans nos possessions ? En éliminant les hommes anémiés, souffreteux, incapables de fournir un sérieux labeur, on peut trouver en eux des ouvriers d'autant plus ardents à la besogne qu'ils sont partis avec le désir de se faire une place, d'entrer dans une vie nouvelle avec le travail pour loi.

CONCLUSION

L'expérience est la grande maîtresse en matière de patronage, c'est elle qui permet d'établir des lois qui, pour n'être ni générales, ni absolues, n'en sont pas moins utiles à connaître ; c'est elle qui projette la lumière sur les écueils à éviter, qui révèle les effets qu'il faut attendre des moyens d'action.

Aussi des perfectionnements ne seront apportés à notre œuvre que par la connaissance des tentatives, des essais que font les sociétés de France et de l'Etranger. Chaque société s'efforçant de réaliser des progrès, doit faire savoir aux autres les causes de ses échecs ou la raison de ses succès. C'est à faciliter ces échanges de renseignements que les Unions s'emploient. Les enquêtes d'ailleurs ont déjà largement contribué aux progrès du patronage ; les sociétés les plus prospères, en divulguant leurs procédés, ont permis aux sociétés moins heureuses ou plus modestes de les imiter.

Mais l'expérience seule serait insuffisante. L'institution du patronage a besoin de tous les dévouements. Et que faire sans le dévouement ? Si la sûreté de méthode est utile pour reclasser les libérés, elle n'est rien si les hommes qui possèdent cette méthode ne sont pas dévoués et charitables. Inspirer la confiance à un condamné, le forcer à désarmer en le traitant avec une indulgence exempte de faiblesse, lui témoigner une sympathie franche

et, mesurée, c'est avoir accompli moitié de la tâche.

Le dévouement et l'esprit de charité ne manquent pas du reste à ceux qui se consacrent au patronage ; mais il manque, malheureusement, à beaucoup d'autres, à ceux que laisse indifférents et sceptiques cette œuvre juste et utile qui consiste à relever les êtres déchus.

Le patronage n'est cependant pas une utopie. Aujourd'hui il a fait ses preuves. Il s'est organisé solidement ; il a préservé du crime un grand nombre d'individus voués à la rechute par la défiance ou par le mépris. Il a besoin encore d'être mieux compris et plus répandu. Les conférences, les publications, les assemblées, les congrès assurent sa marche en avant ; il parcourt chaque année une étape nouvelle ; chaque jour s'accroît le nombre de ceux qui s'enrôlent sous sa bannière pour combattre la récidive. Il faut qu'il devienne une institution nationale, qu'il soit considéré par tous comme le complément indispensable de notre système pénitentiaire, et quand il aura partout des auxiliaires et des amis, il accomplira facilement et avec succès, dans un esprit de justice et de charité, son œuvre de protection individuelle et de préservation sociale.

Vu par le président de la thèse

A. LE POITTEVIN.

Vu par le Doyen,

GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE PATRONAGE. — SON UTILITÉ. — SON HISTOIRE

CHAPITRE I. — Qu'est-ce que le patronage ?	7
CHAPITRE II. — Utilité et efficacité du patronage	11
CHAPITRE III. — Les critiques adressées au patronage. — Leur réfutation	21
CHAPITRE IV. — Origines du patronage.	30
CHAPITRE V. — Développement du patronage en France	34
CHAPITRE VI. — Développement du patronage à l'Etranger.	43

DEUXIÈME PARTIE

CONDITIONS D'EXISTENCE DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE

CHAPITRE I. — Fondation d'une société de patronage.	57
CHAPITRE II. — Statuts-type	67
CHAPITRE III. — Situation juridique des sociétés de patro- nage.	81
CHAPITRE IV. — Comités dans les petites villes.	85
CHAPITRE V. — Intervention de l'Etat	90
CHAPITRE VI. — Relations des sociétés entre elles.— Bureau central	96
CHAPITRE VII. — Union internationale des sociétés de pa- tronage	106

TROISIÈME PARTIE

LES MOYENS D'ACTION DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE

CHAPITRE I. — Offre du patronage. — Rapports des sociétés de patronage avec les services judiciaires et administratifs	111
CHAPITRE II. — Visites aux détenus.	121
CHAPITRE III. — Réception du libéré à sa sortie de prison. — Rapatriements à l'intérieur et à l'extérieur	132
CHAPITRE IV. — Remise du pécule. — Secours en argent. — Secours en nature (outils, vêtements, bons d'auberge, asiles de nuit).	138
CHAPITRE V. — Asiles Refuges. — Assistance par le travail.	147
CHAPITRE VI. — Placements	156
CHAPITRE VII. — Engagements dans l'armée	165
CHAPITRE VIII. — Expatriation	170
CONCLUSION	173

Imprimerie des Écoles H. Jouve, 15, rue Racine, Paris.
